



Programme du parti 2023 à 2027

**Pour un
avenir sûr
et libre !**



Table des matières

2	Pour un avenir sûr et libre
5	Nous sommes la Suisse – nous veillons sur notre patrie
8	Politique extérieure
16	Propriété + liberté = place économique forte
24	Finances, impôts et taxes
32	Energie
40	Politique migratoire
48	Politique d’asile
54	Sécurité, droit et ordre
60	Armée
68	Mobilité
74	Agriculture
80	Environnement et climat
86	Santé
92	Œuvres sociales
100	Formation, recherche et innovation
106	Les gens, la famille, la société et la religion
114	Les diktats du genre et l’absurdité « Woke »
120	Sport et culture
126	Index des mots clés

Mentions légales

Programme politique de l’Union démocratique du centre
2023 – 2027

Tirage: 950 exemplaires

Crédits photos: iStockphoto

UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale, 3001 Berne,
info@udc.ch, www.udc.ch

Pour un avenir sûr et libre



« La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. » L'article 2 de la Constitution fédérale expose le but de notre pays. La protection de la liberté, les droits du peuple, l'indépendance et la sécurité sont des pierres angulaires et des tâches centrales de l'État. Or, celles-ci sont de plus en plus menacées. La gauche, les Verts et même le centre tentent de détruire notre pays avec leur politique de redistribution désastreuse : ils plongent les citoyens dans l'insécurité et ruinent la prospérité. Ils nous mènent d'une crise à l'autre. Voilà pourquoi il faut enfin redresser la barre et retrouver un cap vers plus de liberté, plus de sécurité et plus de prospérité.

La liberté est dans l'ADN de notre pays. En 1291, Uri, Schwyz et Unterwald se sont détachés des Habsbourg dans le cadre de leur propre alliance et ont juré de s'aider mutuellement. C'est ainsi qu'ont été posés les jalons de notre pays et de notre liberté. Dans le Pacte fédéral de 1291, la sécurité est, aux côtés de la liberté, l'élément central. Nos ancêtres le savaient déjà : seul celui qui a des principes clairs et qui protège son pays et ses habitants peut être libre.

Depuis sa création, l'UDC se bat pour la liberté et la sécurité de la Suisse et de ses citoyens. C'est notre objectif central et la mission essentielle de notre État. Seul celui qui garantit ces deux aspects peut protéger les droits du peuple et l'indépen-

dance. Ces deux piliers sont aussi la base de notre prospérité. L'UDC s'engage pour tous les citoyens et garantit à notre pays un avenir sûr et libre.

Garantir la sécurité de l'approvisionnement

Il est essentiel de mettre en place de bonnes conditions-cadres afin de garantir l'approvisionnement alimentaire et énergétique en quantité suffisante et à des prix abordables. Lors de la pandémie de Covid-19, il est apparu clairement que chaque pays prend avant tout soin de ses propres intérêts. Ce que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes, nous devons l'acquérir à l'étranger, dans des conditions plus ou moins difficiles. Il est donc essentiel que la Suisse réduise autant que possible sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, notamment en termes d'approvisionnement en électricité, en énergie, en denrées alimentaires, en médicaments et en biens de première nécessité. L'UDC s'engage pour que le taux d'autosuffisance alimentaire de la Suisse soit augmenté, ce qui signifie qu'il ne faut pas construire ou renaturer davantage de terres cultivables. L'UDC est également favorable à un approvisionnement électrique indigène, composé d'énergie hydraulique, nucléaire et de nouvelles énergies renouvelables.

Lutter contre l'implosion de la société

L'afflux de personnes dans notre pays devient de plus en plus inquiétant. En 2022, 240'000 personnes (solde net) auront immigré dans notre pays, ce qui équivaut au nombre d'habi-

tants des villes de Berne (134'000) et de Lucerne (82'000) réunies, en une année seulement ! Tous ces gens ont besoin de nos infrastructures, comme les routes, les logements, les hôpitaux ou les écoles. Ils ont besoin d'énergie et d'électricité, ainsi que de nourriture. Si l'immigration incontrôlée se poursuit ainsi, nous aurons, d'ici quelques années, 10 millions d'habitants (nous en comptons déjà 9 millions). Notre société est au bord de l'effondrement dans de nombreux domaines ; notre pays est petit et limité. Les transports sont de plus en plus congestionnés, les routes sont surchargées. Dans les écoles, de moins en moins d'élèves parlent le français (ou le dialecte, en Suisse alémanique). Des immigrés soignent des immigrés dans les hôpitaux. L'espace est de plus en plus restreint partout. L'UDC exige un coup de frein sec et immédiat de l'immigration de masse et que l'immigration illégale, par le biais de l'asile, soit stoppée.

Défendre notre indépendance

L'indépendance, l'autodétermination et la liberté de notre pays sont des piliers essentiels de notre prospérité. Tout autour de nous, l'inflation et l'insécurité sont élevées. Grâce à la non-appartenance de la Suisse à l'Union européenne (UE), notre pays se porte mieux. Nous pouvons encore décider de beaucoup de choses par nous-mêmes. Mais différentes forces veulent pousser la Suisse dans l'UE et veulent que notre pays s'assujettisse toujours davantage au droit international. L'UDC s'y oppose de toutes ses forces. Nous défendons la neutralité armée perpétuelle de notre pays. Nous nous enga-

geons à ce que la Suisse entretienne des relations amicales, d'égal à égal, avec tous les pays et qu'elle ne se laisse pas enfermer dans une alliance. L'UDC s'engage pour qu'en Suisse s'applique le droit suisse et non le droit international. L'UDC s'engage pour que le peuple ait le dernier mot.

Préserver la liberté et le pouvoir d'achat

La prospérité se mesure à la somme qu'il reste dans le porte-monnaie des gens à la fin du mois. Celui qui se lève chaque matin pour aller travailler doit être récompensé. Il est inacceptable que de plus en plus de personnes dans notre pays ne veulent plus travailler et profitent de la vie aux frais du contribuable. En raison d'une politique énergétique ratée, d'une redistribution toujours plus grande, de profiteurs de nos œuvres sociales, de nouvelles réglementations, d'impôts et de taxes, notre prospérité et notre liberté s'amenuisent. Les prix augmentent, les familles, la classe moyenne, les artisans et les retraités voient leur pouvoir d'achat se réduire à la fin de chaque mois. L'UDC s'engage pour la baisse des impôts, des taxes et des redevances. L'UDC s'oppose aux prescriptions et interdictions de la gauche rose-verte dans les domaines de l'alimentation, de la culture, de la langue, de la consommation d'énergie, des moyens de transport ou de la santé. Nous prenons au sérieux les citoyens en tant qu'individus raisonnés. Des personnes qui agissent de manière responsable pour leur propre bien, mais aussi pour celui de la société. Pour cela, il n'y a besoin ni de rééducation, ni de redistribution par l'État.

Préserver l'identité suisse

Une immigration toujours plus importante dans notre pays engendre sa transformation. Notre culture, mais aussi nos valeurs se perdent. Alors qu'il y a quelques années, une classe d'école comptait encore un ou deux enfants d'origine étrangère, il faut désormais chercher dans de nombreuses classes les élèves qui sont encore suisses. Pour que nous ne devenions pas toujours plus étrangers dans notre propre pays, il faut enfin freiner l'immigration. Nous devons remettre au centre de nos préoccupations nos valeurs, notre culture, notre démocratie directe, notre fédéralisme et notre bénévolat. Dans notre pays, il est de bon ton de respecter les règles en vigueur. La liberté d'expression et la tolérance d'opinions différentes doivent être défendues avec toute la vigueur possible. L'UDC est attachée aux valeurs et aux traditions de la Suisse. L'UDC s'engage pour le maintien des droits populaires et du fédéralisme, qui sont autant de piliers importants de la prospérité et du succès de la Suisse.

L'UDC s'oppose résolument à l'émergence d'une société « woke », dans laquelle une petite minorité veut déterminer comment la majorité doit se comporter. Pour nous, les thèmes importants sont au centre de nos préoccupations : la liberté et la sécurité. Pour nos concitoyens, pour notre pays.

**Pour un avenir sûr et libre.
Pour nous. Pour la Suisse.**

Nous sommes la Suisse – nous veillons sur notre patrie



Notre pays est fait de variations et de contrastes : une topographie marquée par des montagnes, des collines, des lacs, des villages et des villes. Nous sommes une nation de volonté avec 4 cultures, forte de ses traditions et de ses valeurs. La Suisse est marquée par des siècles d'histoire qui ont forgé notre identité à travers la défense de la liberté.

Aujourd'hui, la Suisse est un pays moderne dont le niveau de vie et de prospérité est l'un des plus élevés au monde. Pourtant, notre pays est pauvre en ressources naturelles et compte peu de terres à mettre en valeur. En revanche, il est peuplé de per-

sonnes prêtes à travailler plus que les autres, de citoyens qui, grâce à la démocratie directe, surveillent l'État et le tiennent en respect.

Tout cela est cependant menacé. Un changement de mentalité se répand de plus en plus, limitant la liberté citoyenne, déléguant des tâches à l'État et perdant de vue la défense des intérêts de la majorité. L'UDC prend le contre-pied de cette tendance.

Pour nous, la Suisse est notre patrie bien-aimée et nous devons veiller sur elle afin qu'elle le reste.



Nous soutenons la famille en tant que cellule de base de notre société ; c'est là que commence la patrie. Dans la famille, dans le voisinage, dans le quartier, dans le village. Celui ou celle qui s'engage pour la société et la communauté dans son environnement proche assume une responsabilité et contribue à ce que notre Suisse reste notre patrie.

Nombre de citoyens assument également leur responsabilité envers la communauté en se mettant à disposition pour une fonction politique. Cela se fait généralement dans le cadre du système de milice et nous devons en prendre soin. Seuls ceux qui connaissent les défis et les problèmes des gens peuvent prendre de bonnes décisions politiques, à la différence des politiciens

professionnels qui ont tendance à se distancer et à développer toujours plus l'État à leur propre avantage.

La ponctualité, l'engagement et la fiabilité sont des piliers importants de notre pays. Nos particularités linguistiques, les cervelas, le fromage, le délicieux chocolat ou nos coutumes sont tout aussi importants. Tout cela doit être préservé et entretenu.

Nous défendons avec fierté notre pays et ses valeurs. La démocratie directe et la participation du peuple en font partie, tout comme la liberté, l'autodétermination, l'indépendance, la neutralité et la prise en compte des intérêts de tous les citoyens.

Nous sommes fiers de notre pays. C'est un sentiment agréable et positif. Nous sommes heureux de vivre dans un pays aussi beau et aussi prospère. Mais pour que cela reste ainsi, nos enfants doivent eux aussi connaître notre histoire, notre pays, nos valeurs et nos coutumes. C'est à l'école qu'il revient de leur transmettre ces valeurs et de leur montrer qu'il s'agit là d'éléments essentiels de notre pays.

Quiconque vient chez nous peut faire partie de notre société s'il s'intègre et est prêt à respecter nos valeurs et nos lois. Nous sommes heureux d'offrir un nouveau foyer à ces personnes.

Pour que la Suisse reste notre patrie, nous prenons également soin de nos terres agricoles, de la nature et de nos Alpes. Notre pays est très diversifié et unique à cet égard. Nous prenons soin de nos campagnes en sachant qu'elles sont aussi une source essentielle pour nos concitoyens, à commencer par le domaine alimentaire.

Pour que la Suisse reste notre patrie :

- ▶ Nous prenons soin de notre pays, de notre patrie, dans nos actes personnels, dans notre vie quotidienne, mais aussi dans notre attitude politique.
- ▶ Nous assumons la responsabilité de notre pays, à tous les niveaux et chacun dans la mesure de ses capacités ou de ses moyens.
- ▶ Nous sommes attachés à notre patrie, à notre pays et à notre histoire ; notre identité est le résultat d'une volonté d'autodétermination, de liberté, de neutralité, de démocratie directe et de pondération des intérêts de tous les citoyens qui s'est développée au fil des siècles.



- ▶ Nous veillons à la cellule de base de notre société : la famille. Elle doit être protégée et, si nécessaire, soutenue.
- ▶ Nous veillons à nos racines : les élèves doivent connaître notre histoire, notre hymne, notre pays et pouvoir vivre nos coutumes et nos traditions.
- ▶ Nous nous engageons pour notre patrie et prenons soin des traditions et coutumes locales, afin qu'elles vivent waujour'd'hui comme demain.
- ▶ Nous prenons soin de nos terres agricoles, de la nature et de nos Alpes. Tout cela constitue la base de notre belle Suisse, qui en plus de nous ravir attire aussi de nombreux touristes.
- ▶ Nous offrons une nouvelle patrie aux immigrés s'ils s'adaptent à nos valeurs et à nos règles et s'ils subviennent eux-mêmes à leurs besoins. Ceux qui ne veulent pas adhérer aux valeurs suisses sont libres de chercher une autre patrie.
- ▶ Nous défendons la liberté d'expression et l'action responsable de chacun.
- ▶ Nous sommes attachés au drapeau suisse et à sa croix. Notre pays et notre culture sont marqués par le christianisme. La liberté de croyance et de religion fait partie intégrante de la Suisse, tant qu'elle n'est pas en contradiction avec les valeurs qui caractérisent notre conception de l'État et notre ordre juridique. Toute personne qui vit ou souhaite vivre dans notre pays doit respecter notre culture.

Politique extérieure



Sans neutralité, pas de Suisse.

L'UDC s'engage pour la préservation d'une Suisse indépendante et neutre. Les élites politiques doivent cesser de brader notre souveraineté et notre autodétermination. Dès lors, notre pays ne doit pas continuer à être intégré insidieusement dans des structures internationales telles que l'UE. Sur la base de la neutralité, l'UDC s'engage pour une politique crédible de bons offices, de médiation, de commerce d'égal à égal et d'aide humanitaire.



Laurence Piquerez
Avocate

“ La Suisse est bien meilleure que l'UE en termes de démocratie et de liberté ! N'abandonnons pas notre autodétermination à la légère et restons attachés à notre neutralité. Car ces deux éléments garantissent que nous puissions continuer à vivre dans la liberté, la prospérité et la sécurité ! ”

La neutralité est menacée

L'histoire le montre bien : ne s'étant pas mêlée des affaires des autres, la Suisse a été largement épargnée pendant la Deuxième Guerre mondiale, par exemple. La neutralité a traversé les siècles et fait partie intégrante de la politique de sécurité de notre pays. La neutralité est l'un des principaux piliers de la politique extérieure de la Suisse. Le succès de la politique de neutralité dépend de la perception qu'en ont les autres États. La neutralité doit être permanente, ancrée dans tous les domaines politiques et appuyée par une armée défensive crédible. L'UDC rejette catégoriquement toute autre interprétation, qu'il s'agisse de « neutralité active » ou de « neutralité coopérative ». Seuls les opportunistes sans compréhension historique et politique exigent une compréhension de la neutralité en fonction de la situation ! En outre, la Suisse ne peut fournir de bons offices crédibles à d'autres États que si elle ne perd pas sa réputation de pays neutre. L'UDC s'engage sans réserve pour la neutralité armée perpétuelle intégrale.

L'impartialité requiert du courage

Être neutre, ce n'est pas simple. On est souvent mis sous pression par les autres parties. La neutralité perpétuelle n'est pas seulement une neutralité juridique et militaire (droit de la neutralité), mais aussi une neutralité vécue (politique de neutralité) dans la politique extérieure. Cela signifie que le Conseil fédéral n'impose pas de sanctions propres à des États tiers et ne soutient pas une politique de sanctions unilatérales (diplomatiques, financières et économiques), pas même celles de l'UE ou

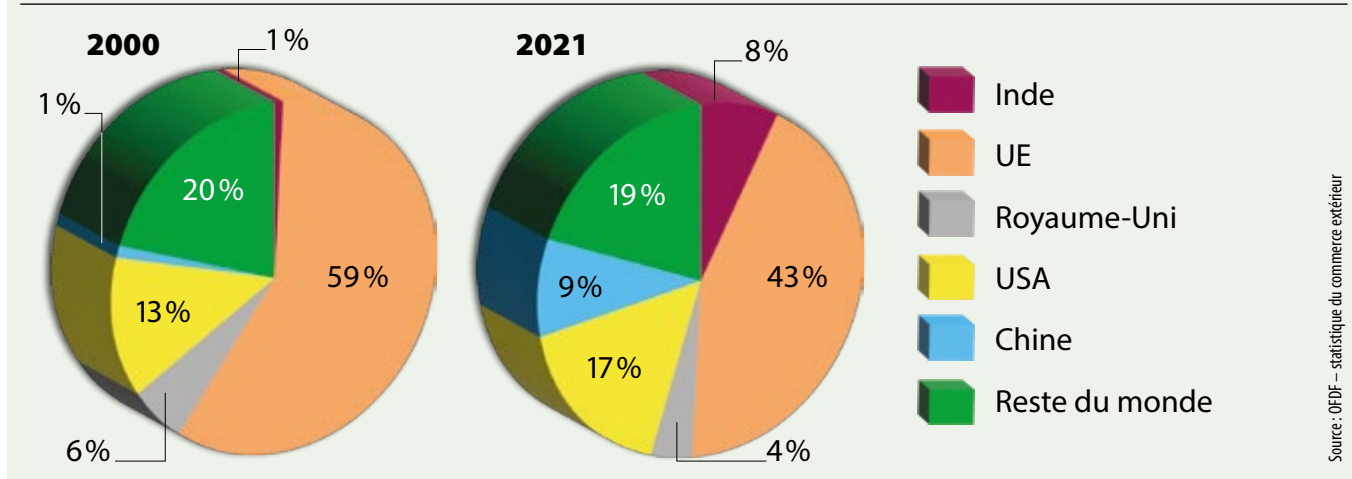
de l'OSCE. Les mesures visant à empêcher le contournement des mesures de coercition non militaires d'autres États sont toutefois réservées.

Une nation en paix ouverte aux échanges commerciaux

La Suisse doit intensifier ses efforts pour commercer d'égal à égal avec tous les États et organisations et ne pas se focaliser unilatéralement sur l'UE dans ce domaine. Cette politique de commerce extérieur universaliste implique une diversification consciente par le biais d'accords de libre-échange équilibrés avec le plus grand nombre possible d'États. Le commerce est la meilleure base pour des relations amicales et une paix durable. Les liens économiques sont également l'expression d'intérêts communs réciproques. Les relations politico-économiques se composent en premier lieu des partenaires commerciaux im-



Suisse – Commerce extérieur de marchandises



pliqués et ne nécessitent pas d'institutions politiques, d'organisations ou de tentatives de rattachement. Le droit interne doit primer le droit d'institutions internationales éloignées des citoyens. L'uniformisation est même contraire au libre-échange. La concurrence et la compétition mènent à plus de liberté, plus d'innovation, plus de choix et donc à une réussite commune.

Réussir sans être rattaché à l'UE

La déconnexion des citoyens et les déficits démocratiques de la bureaucratie bruxelloise font à juste titre l'objet de critiques

constantes. La Suisse fait mieux que l'UE en termes d'attractivité de la place économique, de prospérité, de système social, d'endettement et même de sentiment de bonheur des citoyens. Si la Suisse n'est pas membre de l'UE aujourd'hui, elle ne le doit pas aux élites complaisantes de la politique, de l'économie, de la société et des médias, mais uniquement au « cas particulier » (Sonderfall) qu'est la démocratie directe, au fait que la population ici, contrairement à tous les autres Etats, puisse dire non à l'adhésion à l'UE. Et c'est le mérite de l'UDC d'avoir lutté depuis plus de deux décennies aux côtés de la

population contre l'adhésion à l'UE et à l'EEE ainsi que contre l'accord-cadre. Il est intéressant de noter que, contrairement à toutes les prédictions et affirmations, la non-adhésion à l'EEE en 1992 n'a pas sonné le glas de la Suisse. Depuis les années 1990, la Suisse se porte mieux que jamais sur le plan économique, précisément en raison de son autonomie et de son indépendance. Il est donc étonnant que les relations avec l'UE soient aujourd'hui marquées par la vieille rengaine : « sans rattachement ou sans autres accords avec l'UE, nous sombrerons dans la pauvreté », claironnent l'administration et les fonctionnaires économiques. Même la discussion sur une éventuelle adhésion à l'UE ou à l'EEE est à nouveau activement menée dans certains cercles depuis l'échec de l'accord-cadre. Manifestement, ce mantra permanent du déclin de la Suisse sans rattachement à l'UE n'est qu'une pure invention pour faire peur. La Suisse a certes besoin de bonnes relations

économiques et de voisinage avec l'UE, mais nous ne sommes en aucun cas tributaires d'une intégration étatique qui nous conduirait uniquement à la servitude. Il convient de soutenir des relations bilatérales et des accords dans l'intérêt des deux parties, mais pas une politique d'intégration à l'UE qui aurait pour objectif final l'adhésion à cette dernière ou qui nous rendrait toujours plus dépendants et mis au pas, jusqu'à ce que nous y soyons insidieusement intégrés. Les citoyens n'ont aucune raison de s'adapter à un moins bon système, caractérisé par des bureaucrates idéologiques et déconnectés, un taux de chômage élevé chez les jeunes, une inflation et une pauvreté

Que signifie « soft law » ?

Le hard law (droit dur) décrit des conventions ou des lois juridiquement contraignantes. Le soft law (droit souple), en revanche, est une convention non contraignante sur laquelle on se met d'accord plus ou moins tacitement. Comme le droit souple ne crée pas d'obligations légales, il revêt au départ le caractère d'une recommandation. Les pays qui profitent le plus de ces recommandations (p. ex. dans le domaine fiscal) encouragent leur création. Des organisations internationales de plus en plus influentes ou leurs bureaucrates distingués profitent ensuite du droit souple en créant par la petite porte des normes à caractère obligatoire. Ils sont aidés en ce sens par le droit coutumier, qui crée des obligations juridiques pour la Suisse sans droit de codécision du Parlement et du peuple.



importantes, l'éloignement des citoyens, la bureaucratie et le centralisme.

Le droit étranger est priorisé

Aujourd'hui, le droit international est considéré comme plus important que le droit adopté par le Parlement et le peuple de la Suisse, ce qui se traduit par une non-mise en œuvre ou une mauvaise mise en œuvre d'un nombre croissant d'initiatives populaires. Ce droit étranger, souvent intitulé de manière trompeuse « droit international », n'a cependant que peu ou pas du tout de légitimité démocratique. La référence aux droits de l'homme est également trompeuse.

Le débat actuel sur les droits de l'homme n'a plus rien à voir avec le concept d'origine et n'est qu'une interprétation tentaculaire de la Charte originelle des Nations unies par la Cour européenne de justice. Les tribunaux s'immiscent de plus en plus et de manière toujours plus évidente dans les affaires des États au mépris des constitutions respectives et de la souveraineté. L'acquis politique de la séparation des pouvoirs se perd. Avec le droit souple, dit *soft law*, les bureaucrates des organisations internationales définissent des directives d'action « non contraignantes » pour les États membres, mais on attend ensuite de ces États qu'ils suivent d'eux-mêmes ces directives d'action dans leur législation. On fait croire à la population qu'il s'agit d'un processus législatif libre, volontaire et transparent. Les fonctionnaires de gauche tentent d'introduire le droit souple par la petite porte, du fait que le Parlement ne



peut guère exercer d'influence sur ces questions, comme cela a été et est le cas par exemple avec le pacte sur les migrations, le traité sur la pandémie et les objectifs climatiques de Paris. L'UDC demande donc que la transparence soit instaurée dans le domaine du droit souple et que des référendums obligatoires soient organisés pour l'adoption de ce dernier.

L'autodétermination est menacée

L'autodétermination signifie « non à toute intégration institutionnelle dans l'UE » et donc non à la reprise imposée du droit étranger et aux juges étrangers. Une attaque dangereuse contre la souveraineté suisse a été repoussée avec la fin de l'accord-ca-

dre. Mais la souveraineté de la Suisse reste menacée : les milieux de gauche exigent un renforcement des liens avec l'UE, on parle d'un nouvel accord-cadre, d'un nouveau type de partenariat, d'une adhésion à l'EEE ou carrément, du côté des Verts et des Vert'libéraux, d'une adhésion. L'UDC s'oppose à toute reprise du droit européen qui se ferait de manière « dynamique », c'est-à-dire automatiquement, sans la participation du peuple. Tout rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE ferait inévitablement de la Suisse un État vassal subordonné à l'UE. La liberté et l'autodétermination de notre pays ne seraient alors plus qu'une note marginale dans les livres d'histoire.

Limiter l'aide au développement

L'engagement de la Croix-Rouge, l'action humanitaire de la Suisse et la Genève internationale font partie de notre réputation positive au niveau mondial et soutiennent l'attitude impartiale et ouverte à tous de la Suisse. Si l'engagement humanitaire doit être maintenu, il faut faire le ménage dans l'aide au développement. Rien qu'en 2021, quelque 2.8 milliards de francs ont été consacrés à la coopération internationale, malgré le dérapage des finances publiques dû aux paquets d'aides dans la crise Covid-19. Les coûteux projets d'aide publique des dernières décennies n'ont pas atteint leur objectif : les flux migratoires du Sud vers le Nord se poursuivent, les guerres civiles menacent dans le Sud et les inégalités économiques dans le monde augmentent. Souvent, les fonds publics ne sont pas seulement gaspillés, mais des régimes et des clans dictatoriaux et corrompus sont indirectement maintenus au pouvoir en partie grâce à eux.

Cela témoigne d'un important besoin d'agir. L'UDC exige une réorientation conséquente de l'aide au développement. Elle doit être couplée à la reprise des demandeurs d'asile déboutés. De plus, les coûts dans le domaine de l'asile doivent être intégralement imputés au budget de l'aide au développement. L'argent des contribuables ne doit pas être distribué aux pays en développement selon le principe de l'arrosoir. Les dépenses en la matière d'aide au développement doivent être strictement limitées au niveau de 2004 et les projets soutenus doivent faire l'objet d'une évaluation régulière et indépendante de leur utilité sur place. Les projets qui n'atteignent pas leurs objectifs ou qui n'ont pas défini d'objectifs du tout doivent être immédiatement interrompus.



Points de vue

L'UDC ...

- exige comme objectifs suprêmes de notre politique étrangère la garantie de la liberté, de l'autodétermination, des droits populaires, de l'autonomie et de la neutralité de la Suisse ;
- exige que la Suisse s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec tous les pays, dans l'intérêt de la population suisse ;
- exige que le Conseil fédéral soumette au Parlement un arrêté fédéral ordinaire susceptible de faire l'objet d'un référendum plutôt que d'approuver le Pacte sur les migrations et d'autres instruments et traités internationaux par la petite porte du droit souple ;
- exige que la Suisse, en tant que petit État, cultive les résultats éprouvés des bons offices par la diplomatie, le CICR et le Corps d'aide humanitaire au lieu de se lancer sur la scène des grandes puissances ;
- exige que la Suisse fasse preuve d'une retenue absolue en cas de crise internationale et qu'elle offre plutôt ses bons offices ;
- exige que la Suisse défende les intérêts d'une Suisse neutre et indépendante dans ses affiliations (par ex. ONU, OCDE, etc.) ;
- soutient l'initiative sur la neutralité, qui vise à inscrire dans la Constitution la neutralité perpétuelle et armée de la Suisse ;
- combat tous les efforts visant à faire entrer la Suisse dans l'UE par la petite porte ;
- s'engage pour la poursuite de la voie bilatérale avec l'UE sur un pied d'égalité ;
- s'oppose à des contributions récurrentes à la cohésion de l'UE sans contrepartie équivalente ;
- est favorable à une forte réduction et à une limitation dans le temps des dépenses de l'État en termes d'aide au développement ainsi qu'à

un transfert des fonds libérés en faveur de la population suisse ;

- exige que l'aide au développement soit liée à la reprise des demandeurs d'asile déboutés et que les dépenses d'asile soient intégralement imputées au budget de l'aide au développement ;
- aspire, en tenant compte des intérêts agricoles, à des relations avec tous les États du monde sur la base d'accords de libre-échange au lieu de se focaliser sur la seule UE.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ liberté, sécurité, stabilité, prospérité, autodétermination et paix ;
- ✓ pas d'adhésion à l'UE et donc pas de soumission à un droit et à des juges étrangers ;
- ✓ une excellente réputation en matière de sécurité juridique et une place économique stable ;
- ✓ la certitude, en tant que citoyen, de pouvoir déterminer moi-même, à l'avenir également, les règles qui doivent être appliquées en Suisse ;
- ✓ en tant que citoyen, un gouvernement qui s'occupe de nous, les Suisses, au lieu de chercher une gloire de fortune sur la scène internationale ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, une meilleure représentation des intérêts à l'étranger, de meilleures relations grâce aux accords de libre-échange et une réduction de la bureaucratie ;
- ✓ en tant que citoyen suisse, une plus grande sécurité à l'étranger, car la Suisse intervient dans les conflits mondiaux en tant que médiateur et non en tant que belligérant.

**Propriété + liberté
= place économique forte**



La propriété et la liberté économique, piliers de la prospérité

La protection de la propriété privée est la tâche la plus importante d'un Etat libéral et démocratique. L'UDC lutte contre la prédation de la gauche rose-verte, qui a pour but de promouvoir une culture de la redistribution marquée par l'idéologie et une mentalité fort peu suisse de profiteur de l'aide sociale. Les entreprises ont besoin d'un maximum de liberté et de bonnes conditions-cadres pour pouvoir exercer leur activité avec succès.



Alessandro Ehrbar
Directeur régional des ventes

“ Nos entreprises souffrent de plus en plus de la frénésie réglementaire de la Berne fédérale. Cela paralyse l'économie et nuit à notre prospérité ! Seule une industrie libre et florissante crée des emplois et de la prospérité pour notre pays ! ”

Sans propriété, pas d'existence

L'UDC s'engage pour que les citoyens et les entreprises puissent disposer librement des biens matériels et immatériels qu'ils ont acquis légalement. Sans propriété garantie par la Constitution, ni le droit à l'autodétermination de l'individu ni une société libre et prospère ne sont possibles. L'histoire l'a montré à maintes reprises : dès qu'un État ne garantit plus la propriété à ses habitants, voire la leur retire, la vie et l'intégrité physique des personnes sont menacées. Malheureusement, la propriété est bafouée par les instruments les plus divers. Sous le couvert d'objectifs idéologiques, le droit de recours des associations, par exemple, limite massivement la capacité d'action des propriétaires. L'UDC rejette catégoriquement toute possibilité de recours qui ne résulte pas d'une implication directe. L'UDC exige donc une sécurité juridique démocratiquement légitimée pour la propriété privée. Les atteintes à la propriété privée qui sont en cours sous le titre de « protection du climat » sont encore plus drastiques : interdiction du mazout, de l'essence et du diesel, prescriptions coûteuses en matière de construction et de rénovation, taxes sur le CO₂ et autres impôts de rééducation et de redistribution déguisés en « taxes d'incitation ».

Pas de prospérité sans propriété individuelle

L'accès à la propriété du logement, qui joue un rôle central dans la prospérité de la Suisse, est menacé par des obligations et des restrictions étatiques. L'UDC demande que la propriété d'un logement à usage personnel soit encouragée par des incitations fiscales. Les personnes qui travaillent à plein temps

doivent pouvoir acquérir un logement dans leur propre pays au cours de leur vie ! L'imposition actuelle de la valeur locative a un effet néfaste sur la propriété et doit être abolie. L'UDC s'engage pour que l'utilisation du capital de prévoyance pour le financement du logement en propriété soit toujours possible. Parallèlement, le libre marché est fortement limité par la surréglementation du droit de bail. L'UDC s'oppose à la construction de logements sociaux par l'État, qui a des effets de distorsion de la concurrence. Tout comme l'interdiction des chauffages au mazout et l'obligation de recourir à l'énergie solaire pour tous les propriétaires : ce sont les propriétaires de logements qui doivent payer ces milliards ainsi que les locataires, avec des loyers encore plus élevés.



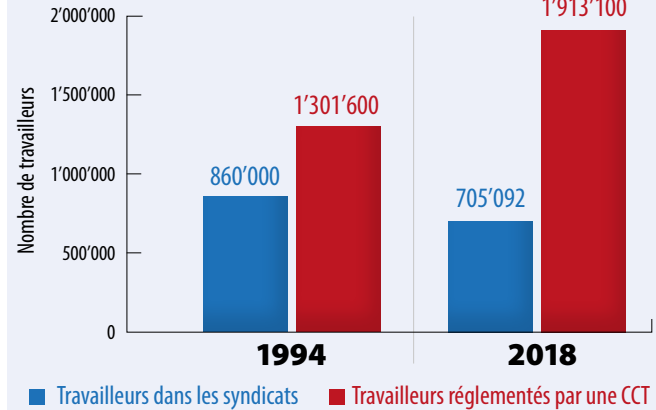
Liberté économique plutôt que réglementation

Les entreprises suisses (notamment les petites et moyennes entreprises → PME), sont les garantes de la prospérité du pays et de ses habitants, raison pour laquelle l'UDC se bat pour une plus grande liberté d'entreprendre et contre les nouvelles lois et interdictions qui pèsent sur nos entreprises. Car là où la bureaucratie prolifère, l'action entrepreneuriale est inévitablement limitée et les coûts s'envolent. Il faut enfin mettre un terme aux tendances de ces dernières années qui consistent à réglementer toujours plus le marché libéral du travail, à renchérir l'énergie et les transports et à augmenter les charges bureaucratiques. Il faut prendre soin de nos PME performantes, mais aussi des nombreuses grandes entreprises ayant leur siège en Suisse. Les ralentissements bureaucratiques imposés par l'État (notamment par des modifications bureaucratiques dans les ordonnances du Conseil fédéral) nuisent aux entreprises et donc à la Suisse. L'UDC rejette les réglementations inutiles, les nouvelles lois, les prescriptions et les interdictions, ainsi que les reprises automatiques du droit de l'UE, qui sont un véritable poison pour les entreprises et les commerces.

Influence croissante des fossoyeurs syndicaux

Qui crée des emplois agit de manière sociale : le travail est le moyen le plus fiable de lutter contre la pauvreté. Un marché du travail flexible est la meilleure protection contre le chômage et facilite l'accès au marché du travail et à un bon revenu. Le droit du travail libéral et une formation des salaires libre et décen-

Un nombre toujours plus faible de syndicalistes décide pour un nombre toujours plus grand de travailleurs



Source : OFS, conventions collectives de travail et partenariat social

tralisée entre l'employeur et l'employé sont les atouts du marché du travail suisse. L'introduction de la libre circulation des personnes en 2002 et les presque 600 conventions collectives de travail (CCT) actuelles menacent toutefois ces atouts. Les syndicats prétendent agir en tant que représentants officiels de plus de la moitié de tous les travailleurs, alors que seuls 15% des actifs sont membres de l'un d'entre eux et que le nombre de leurs membres ne cesse de diminuer. L'UDC combat le double jeu des syndicats : ils veulent réguler le marché du travail

par le biais d'un nombre croissant de CCT obligatoires et, en outre, avec le soutien de la gauche rose-verte, étatiser d'autres domaines du droit du travail par le biais de salaires minimums cantonaux et communaux, mettant ainsi en danger des emplois au lieu de les protéger.

L'influence croissante des syndicats et l'amplification de la « Suisse des fonctionnaires » vont de pair. Chaque nouvelle réglementation, contrôlée par les syndicats et les fonctionnaires fédéraux, justifie de nouveaux impôts et de nouvelles taxes et c'est pourquoi l'UDC se bat pour une réduction de la densité normative : pour chaque nouvelle loi ou réglementation, il faut en supprimer au moins une.

Non à l'expropriation par l'État

Les nouveaux postes de l'État créés en nombre ne pèsent pas seulement sur les contribuables, mais aussi sur l'économie. L'augmentation du nombre de fonctionnaires entraîne automatiquement une augmentation de la bureaucratie étatique, de l'activisme et de la reprise du droit européen. Le marché et la concurrence sont remplacés par des prescriptions ainsi qu'un interventionnisme d'état et une uniformisation internationale poussant les entrepreneurs hors du marché. Des monopoles inutiles comme la Suva ou la SSR renchérissent les services et empêchent une véritable concurrence. La quote-part fiscale élargie est passée de 33,2 % à 39,6 % entre 1990 et 2019. En d'autres termes, pour chaque billet de 100 francs gagné en Suisse, les fonctionnaires fédéraux prélèvent deux billets de

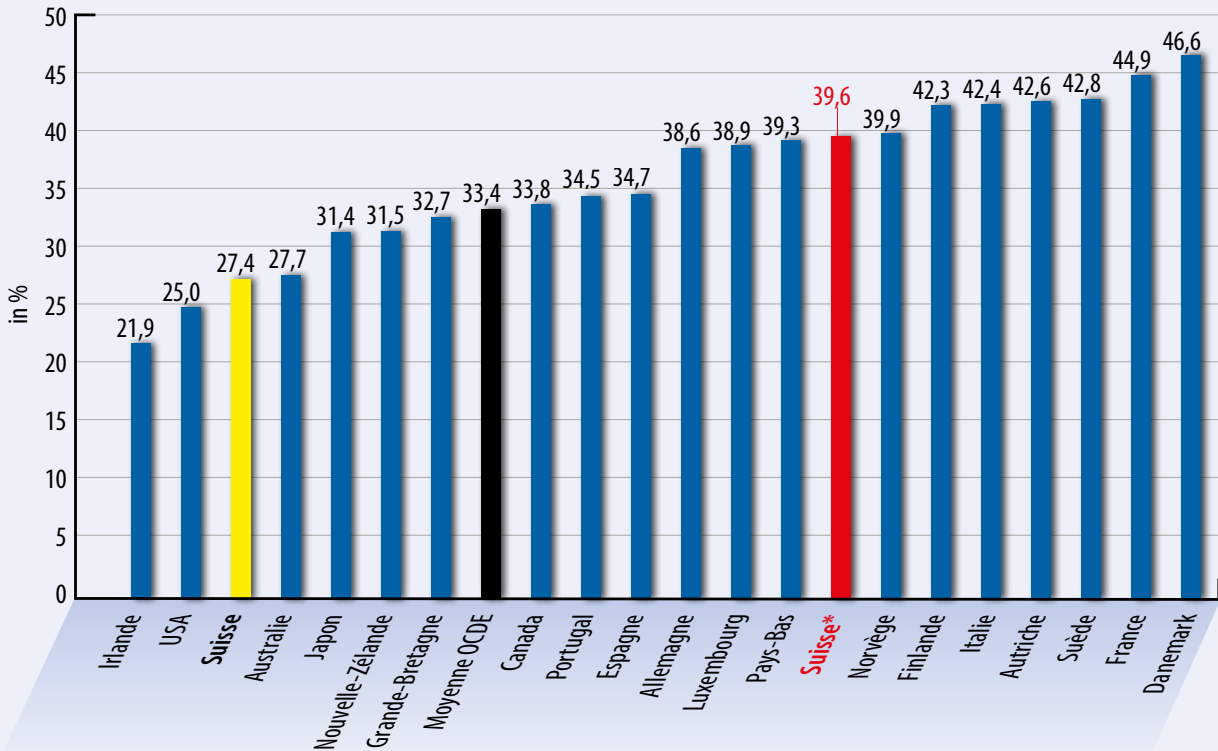


20 francs, huilant ainsi les rouages de la fonction publique et finançant également leurs privilèges. L'UDC se bat pour que les Suisses puissent dépenser, épargner ou investir eux-mêmes l'argent qu'ils ont durement gagné.

Oui à la sphère privée

Poussés par l'augmentation des recettes au détriment des particuliers, de plus en plus de fonctionnaires enquêtent sur les agissements des citoyens et des entreprises. La sphère privée est de plus en plus mise à mal. L'abandon du secret bancaire vis-à-vis de l'étranger et l'émergence de cartes d'identité numériques et de certificats de vaccination sont des exemples de l'érosion de la sphère privée des citoyens. L'UDC s'oppose à toute nouvelle atteinte contre la sphère privée par une extension de l'échange d'informations de toutes les données dignes de protection. De

Il ne reste que 60 centimes par franc



Source : Revenue Statistics, OCDE ; quote-part fiscale élargie : EconomieSuisse ; propre représentation

Barre rouge : quote-part fiscale élargie de la Suisse (contrairement à la barre jaune, y compris les prélèvements obligatoires comme le 2^e pilier, la caisse maladie, etc.)

tels efforts, en particulier les automatismes, vont à l'encontre de principes importants de la Suisse, comme la protection de la sphère privée ou une relation entre le citoyen et l'Etat basée sur la bonne foi. En outre, une sphère privée plus étendue permet de réduire la bureaucratie : moins il y a de données collectées, moins le personnel fédéral doit les analyser. L'UDC se bat pour un Etat allégé et pour une protection illimitée de la sphère privée des citoyens, dans tous les domaines.

Non à l'uniformisation internationale

Sur le plan international, le concept de réussite de la Suisse est mis sous pression. Une réglementation fiscale internationale modifie deux principes jusqu'ici sacro-saints de l'imposition des entreprises : premièrement, une imposition minimale sur les bénéfices des grandes entreprises doit être introduite. Deuxièmement, leur imposition doit être déplacée du lieu de production vers l'Etat de marché. Il s'agit d'une attaque contre la

Suisse en tant que pays compétitif, mais aussi contre la compétence fiscale intercantonale. L'UDC se bat pour la souveraineté fiscale cantonale. Les recettes fiscales supplémentaires sous forme d'impôts complémentaires, générées par des hausses d'impôts imposées au niveau international, doivent profiter directement aux cantons concernés. L'UDC rejette toute volonté de redistribution qui génère des recettes fiscales ou des taxes supplémentaires. L'UDC déclare la guerre à la mentalité « tous risques » nourrie par la gauche rose-verte qui considère l'Etat comme un buffet self-service.

Oui au commerce mondial

L'échange international de biens et de services sous forme de libre-échange, qui n'est pas entravé par des droits de douane ou d'autres obstacles au commerce, est le moteur de l'économie mondiale. En tant que petit pays fortement dépendant des exportations, qui a exporté en 2021 des marchandises pour une valeur de plus de 259 milliards de francs, notre pays s'est très tôt efforcé de mettre en place un commerce aussi libre que possible et de conclure des accords de libre-échange correspondants. La Suisse doit intensifier ses efforts pour conclure d'autres accords de libre-échange dans le monde entier, en tenant compte toutefois en particulier de la sécurité de l'approvisionnement. En raison de l'évolution de l'importance des marchés, notamment dans le contexte des pays émergents, il est important que la Suisse adopte une approche universelle et ne s'oriente pas uniquement vers l'UE. L'UDC se bat pour une politique commerciale libérale et ouverte sur le monde entier.



Points de vue

L'UDC ...

- défend la protection de toute propriété et la protection de la sécurité juridique en Suisse en tant que piliers de la liberté citoyenne ;
 - exige plus de liberté et moins de réglementations, de prescriptions et d'interdictions, afin de garantir les emplois existants et d'en créer de nouveaux ;
 - s'engage résolument en faveur des intérêts de la classe moyenne et travailleuse suisse ;
 - exige une réduction de l'État à son rôle de prestataire de services, qui fournit aux contribuables des services faciles d'accès, rapides et non bureaucratiques ;
 - exige que l'État ne concurrence ni n'entrave l'économie ;
 - exige, dans le sens d'un soutien au fédéralisme, le renforcement du parlement face à l'administration / l'exécutif
 - demande la suppression du droit de recours des associations et un allègement du système bureaucratique d'autorisations, qui entravent massivement le développement de l'économie dans son ensemble ;
 - lutte pour la suppression des mesures d'accompagnement et de l'obligation d'annoncer les postes vacants ;
 - exige un veto sur les ordonnances afin de freiner le développement de la bureaucratie ;
 - exige l'aménagement d'un marché du travail suisse flexible et moderne, un assouplissement de la saisie du temps de travail ainsi qu'un renforcement du travail indépendant ;
 - s'engage pour des charges salariales modérées ;
 - exige que les quorums pour l'extension du champ d'application ne soient en aucun cas abaissés et que la validité des conventions collectives de travail étendues ne soit pas étendue au-delà de la branche concernée ;
- s'oppose à toute restriction de l'utilisation de l'argent liquide comme moyen de paiement légal ;
 - combat le recours de l'État à l'épargne et aux fonds de pension ;
 - combat l'imposition de la valeur locative, qui nuit à la propriété, tout en conservant les déductions des dépenses d'entretien et des intérêts passifs, qui favorisent les investissements ;
 - lutte contre le développement de la bureaucratie dans le droit du bail.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que salarié, un emploi sûr et intéressant ;
- ✓ en tant que jeune travailleur, la perspective de pouvoir devenir propriétaire de mon propre logement ;
- ✓ en tant que propriétaire, la protection de ma propriété et moins de bureaucratie ;
- ✓ en tant que consommateur, salarié et retraité, un franc suisse fort avec un pouvoir d'achat élevé ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, plus d'argent pour investir et innover ;
- ✓ en tant qu'artisan et paysan producteur, moins de bureaucratie et de paperasserie ;
- ✓ en tant que contribuable et client de banque, une place financière suisse forte et la certitude qu'aujourd'hui comme demain, mes données financières ne seront pas automatiquement consultées.

Finances, impôts et taxes



Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

L'État ne cesse de croître. Les dépenses de la Confédération ont plus que doublé depuis 1990. Les impôts, les taxes et les redevances ne cessent d'augmenter. La politique de centre-gauche vise à prélever plus d'argent à la population qui travaille dur afin de le redistribuer ; c'est surtout la classe moyenne qui en paie le prix. Il faut enfin briser cette dynamique. Les personnes qui travaillent et qui ont mis de l'argent de côté de manière responsable doivent pouvoir continuer à profiter de leurs économies à l'avenir.



Gaby Infortuna

Agent fiduciaire avec brevet fédéral

“ Au lieu de soulager la classe moyenne, la Confédération dépense chaque année des milliards pour l'aide au développement. Malgré cela, des dizaines de milliers de migrants en quête d'asile arrivent chaque année dans notre pays. Au lieu de donner des milliards à l'étranger, l'argent de nos impôts, durement gagné, devrait profiter à la population suisse. ”

Freiner la croissance des dépenses

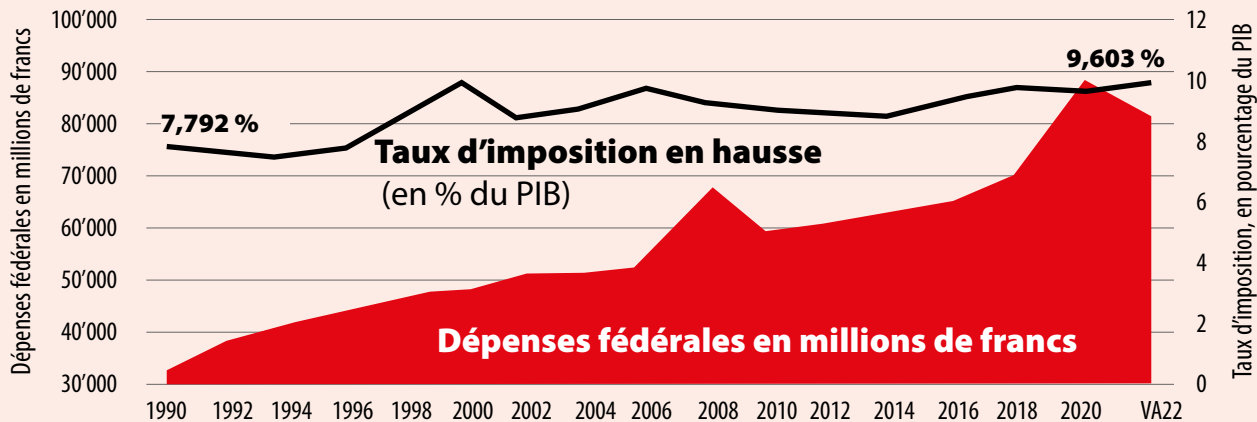
Malgré des années de comptes positifs, les finances fédérales sont en mauvaise santé. Alors qu'en 1990, les dépenses s'élevaient encore à 32 milliards de francs, elles atteindront 82 milliards en 2023. En 2020, première année de pandémie de Covid-19, les dépenses ont même explosé à 89 milliards, le déficit s'élevant à 15 milliards de francs. Fin 2022, les dettes de la politique démesurée dans le cadre de la crise Covid-19 s'élèveront à plus de 30 milliards de francs. L'UDC exige des économies dans le budget fédéral afin de réduire rapidement

l'endettement et de diminuer les dépenses en constante augmentation. La plus haute priorité doit être accordée au respect du frein à l'endettement, introduit par le peuple et les cantons (Constitution fédérale, art. 126), son objectif étant le maintien de l'endettement à un niveau constant tout au long du cycle conjoncturel, ce qui entraîne une baisse du taux d'endettement en cas de croissance économique.

L'excès d'aisance sociale menace la prospérité

Alors que l'agriculture et l'armée ont été touchées par des éco-

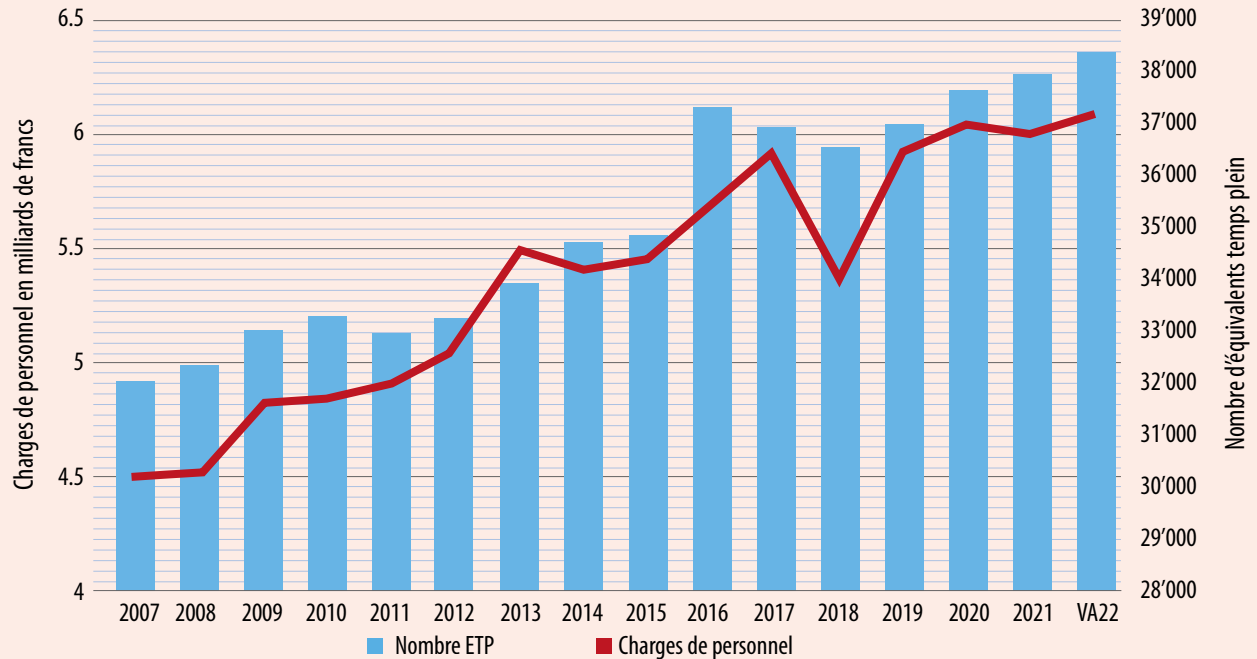
Doublement des dépenses fédérales depuis 1990



nomies pendant des années, d'autres domaines ont connu une croissance effrénée. L'aide sociale est aujourd'hui de loin le poste de dépenses le plus important. Il représente plus d'un tiers des dépenses totales de la Confédération. Contrairement

au mantra de la gauche selon lequel on procède en Suisse à un « démantèlement social » et à des « économies de bouts de chandelle », le secteur social est en plein essor. Les dépenses fédérales pour l'aide sociale ont doublé au cours des 20 derniè-

Évolution des charges de personnel et des effectifs de la Confédération



res années, passant de 14 à près de 28 milliards de francs. Rien que pour l'aide sociale, on dépense donc plus d'argent que pour l'armée, la formation et les transports réunis. Il est impératif de prendre des mesures structurelles pour garantir nos acquis sociaux. Il ne doit pas y avoir d'extension supplémentaire ni de tolérance pour les profiteurs sociaux.

L'administration croît sur notre dos

L'administration fédérale a également connu une croissance rapide ces dernières années. Alors que les charges de personnel s'élevaient encore à 4.5 milliards de francs en 2007, elles atteindront quelque 6 milliards de francs en 2021, soit une augmentation de plus de 20 % en à peine 15 ans. Une part considérable de cette croissance est due à de nouveaux postes et à des changements de fonction. Au total, près de 40'000 personnes travaillaient à la Confédération en 2021, contre 32'000 en 2007, et le salaire annuel brut moyen d'un employé fédéral s'élevait à 126'329 francs en 2021. Au lieu d'agir pour les citoyens et de faire des économies, l'administration célèbre le mantra d'une répartition équilibrée entre les sexes.

Stop aux amendes tous azimuts

Outre les impôts, taxes et redevances qui ont été augmentés ces dernières années par la Confédération, les cantons et les communes (p. ex. taxe sur le CO₂, pourcent de solidarité AC, taxes sur les déchets et les eaux usées, etc.), les pouvoirs publics s'octroient de plus en plus de moyens par le biais des amendes, qui acquièrent ainsi de facto un caractère fiscal. L'effet de sanc-

tion ou d'amélioration de la sécurité passe au second plan. Le mécanisme des amendes est clair : grâce à l'augmentation des recettes provenant des contraventions, les autorités peuvent accéder relativement facilement à l'argent des citoyens, alors que les impôts ne peuvent être augmentés qu'avec l'accord du peuple.

Afin qu'il reste davantage pour vivre

La prospérité et les emplois ne pourront être maintenus que si les citoyens et les entreprises peuvent à nouveau disposer plus librement de leur argent. Aujourd'hui, nous devons travailler près de la moitié de l'année pour payer les prélèvements obligatoires de l'État (impôts, primes, taxes et redevances). Ce n'est qu'en allégeant sensiblement la charge fiscale par une



baisse des impôts et des taxes qu'il y aura à nouveau plus d'investissements privés, plus d'innovation et donc de nouveaux emplois et de nouvelles places d'apprentissage. L'UDC combat donc tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige des allègements fiscaux. Ainsi, l'UDC s'engage pour l'abolition de l'imposition de la valeur locative, qui nuit à la propriété, et soutient l'initiative populaire qui demande de limiter à 200 francs par an la redevance obligatoire pour la radio et la télévision. Les couples et les familles doivent être mieux lotis en termes d'impôts, c'est pourquoi l'UDC s'oppose fondamentalement à l'imposition individuelle. L'UDC est également très attachée au franc suisse et à l'argent liquide, ainsi qu'à l'indépendance de la Banque nationale suisse.

Moins d'argent public suisse gaspillé à l'étranger

L'UDC s'engage en faveur d'un Etat svelte et peu coûteux. Il n'est pas acceptable que de nouvelles sources de revenus soient sans cesse développées pour financer de nouvelles tâches étatiques. Les dépenses pour l'aide à l'étranger et au développement, qui augmentent massivement et dépassent les 3 milliards de francs par an, doivent être considérablement réduites. Des organisations internationales comme l'ONU poussent la Suisse à augmenter ses dépenses d'aide au développement. La part des dépenses d'aide au développement par rapport à l'ensemble des services et marchandises produits en Suisse (ce que l'on appelle le revenu national brut) était de 0,51 % en 2021, la tendance est à la hausse ! L'UDC lutte contre le fait que l'argent des contribuables suisses se perde dans l'aide au développe-

ment multilatérale ou serve à financer des banques de développement inefficaces.

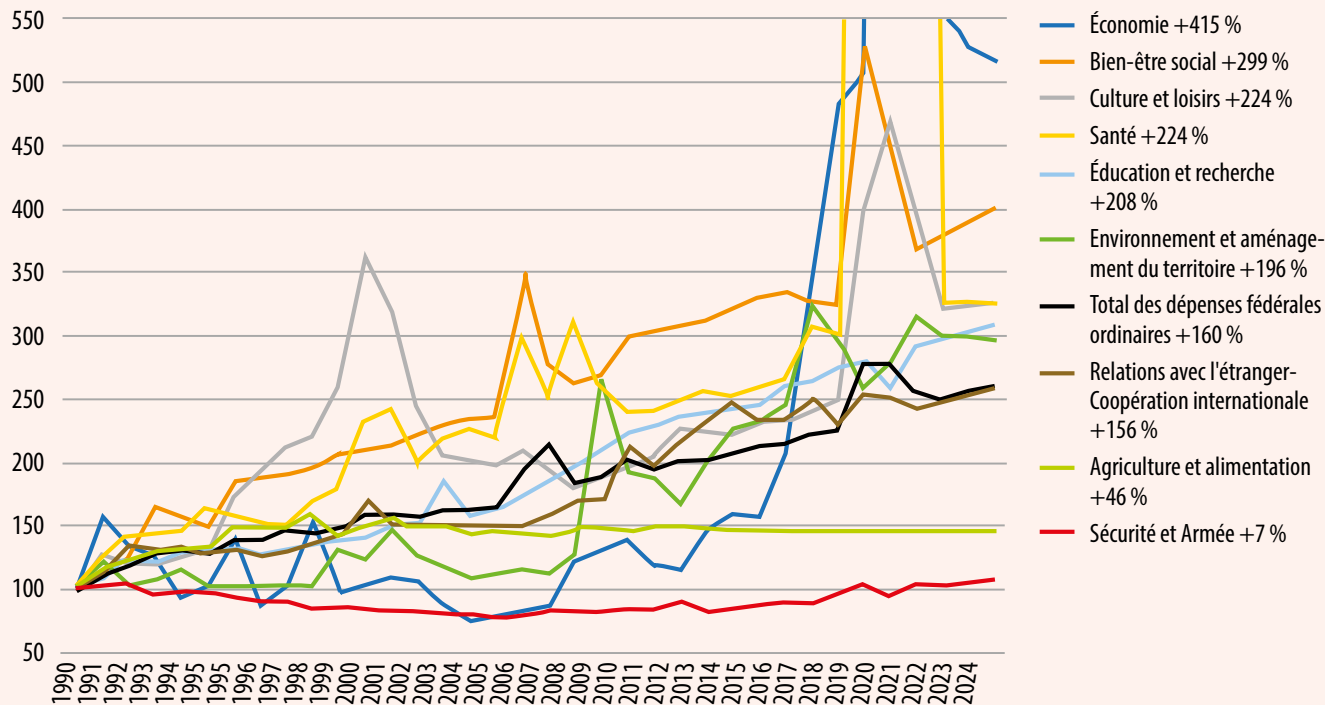
Favoriser la concurrence fiscale

L'UDC est le parti du fédéralisme et donc de la souveraineté des cantons et des communes en matière fiscale. Ce n'est qu'ainsi que la concurrence peut avoir lieu et que des autorités ayant de larges moyens sont contraintes de concevoir leur politique fiscale en faveur des citoyens et non au service de leurs intérêts administratifs. Il faut résister à la pression exercée par l'étranger sur le système fiscal suisse. La compétitivité internationale de notre système fiscal est un grand avantage pour notre place économique. Des adaptations ne doivent pouvoir avoir lieu que si elles sont compensées par des allègements fiscaux dans d'autres domaines.

Pour une péréquation financière nationale équitable

Dans le cadre de la péréquation financière nationale, la péréquation des ressources, des charges et des cas de rigueur permet de redistribuer les moyens financiers de la Confédération vers les cantons et entre les cantons à fort et à faible potentiel de ressources. Pour l'UDC, la péréquation financière et la compensation des charges doivent être appropriées et équitables afin de réduire efficacement les différences entre les cantons et de compenser les charges financières excessives dues à leurs conditions structurelles. Pour cela, il faut fixer un plafond à la péréquation et inciter positivement les cantons bénéficiaires à améliorer leur capacité financière.

Évolution indexée des dépenses fédérales par domaine d'activité depuis 1990



Quelle: Datacenter, EFV; eigene Darstellung

Points de vue

L'UDC ...

- s'engage en faveur d'une baisse des impôts, taxes et redevances pour tous et s'oppose à toute nouvelle augmentation ou création d'impôt, taxe et redevance ;
- s'engage pour le maintien du fédéralisme fiscal suisse qui a fait ses preuves ;
- lutte pour que l'État ne dépense pas plus qu'il ne gagne et pour que les dépenses se fassent en fonction des recettes et non l'inverse ;
- rejette tout assouplissement du frein à l'endettement. Les excédents budgétaires doivent continuer à être intégralement affectés à la réduction de la dette ;
- exige des examens réguliers et complets des tâches, permettant de réduire les tâches et les unités administratives superflues ;
- s'engage pour une réduction des dépenses liées de la Confédération ;
- exige que la croissance du secteur public soit immédiatement stoppée. Aujourd'hui, la croissance du secteur public n'est pas seulement la plus rapide, mais elle est aussi beaucoup plus forte que celle de l'économie (PIB). Cela doit cesser ;
- lutte pour en finir avec les privilèges des fonctionnaires par rapport à la population active du secteur privé au niveau fédéral, cantonal et communal : suppression et adaptation des privilèges des fonctionnaires (vacances et jours fériés, cotisation paritaire LPP, congés de paternité et de maternité, indemnité de résidence, etc) ;
- s'engage pour que les salaires et les charges salariales du personnel fédéral soient alignés sur les salaires moyens de l'économie privée ;
- s'engage pour un référendum financier afin que le peuple ait le dernier mot en termes de dépenses financières ;
- exige une imposition des entreprises indépendante et compétitive au niveau international ;
- demande l'abolition de la pénalisation du mariage et rejette l'imposition individuelle qui mine le mariage en tant que communauté de valeurs ;
- s'engage pour l'indépendance de la Banque nationale suisse et le maintien du franc suisse.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ plus d'argent dans le porte-monnaie, car aucun nouvel impôt, taxe ou redevance n'est introduit ;
- ✓ en tant que consommateur, des prix plus bas ;
- ✓ en tant qu'employé et apprenti, la garantie de mon emploi ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, plus d'argent pour investir dans l'avenir ;
- ✓ en tant qu'automobiliste et motard, moins d'abus des radars et amendes et des prix modérés pour le carburant.

Energie



Assurer un approvisionnement énergétique sûr, abordable et suffisant

La trompeuse Stratégie énergétique 2050 est un échec. Résultat de cette politique irréaliste, la Suisse est gravement menacée par une pénurie d'électricité. Bien que nous ayons aujourd'hui déjà trop peu d'électricité et que cette dernière soit beaucoup trop chère, la Berne fédérale veut en plus interdire le mazout, le gaz, le diesel et l'essence comme sources d'énergie. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en électricité, des coûts se chiffrant en milliards et des prix de l'énergie encore plus élevés ! Le paysage sera recouvert de panneaux solaires et d'éoliennes. Malgré cela, l'approvisionnement électrique sera loin d'être suffisant en hiver. La politique doit enfin prendre ses responsabilités et faire de la sécurité de l'approvisionnement une priorité absolue de la politique énergétique suisse, pour tous les hivers à venir.



Ronald Stalder
Directeur des services centraux

“ Les utopies climatiques idéologiques de centre-gauche, qui coûtent des milliards, conduisent à une situation de pénurie d'électricité et nuisent à la Suisse, à notre économie et à la population. Nous avons enfin besoin d'une politique énergétique raisonnable et réaliste, libre de toute interdiction technologique. ”

Désamorcer la pénurie sans attendre

Lors de la votation populaire sur la « Stratégie énergétique 2050 » de 2017, le Conseil fédéral a présenté à la population des chiffres enjolivés ainsi que des hypothèses totalement irréalistes. La stratégie serait sûre, propre et suisse. La sortie du nucléaire serait réalisable avec des coûts supplémentaires de 40 francs par ménage et il y aurait à tout moment suffisamment d'électricité issue d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, les principaux représentants de l'économie, de la Confédération et de la science sont unanimes : une situation de pénurie d'électricité est la plus grande menace pour notre pays et sera, selon la Confédération, déjà une réalité dans un avenir proche, avec des conséquences catastrophiques pour les habitants de notre pays. En effet, la Suisse manque déjà d'électricité en quantité suffisante, surtout en période hivernale. La catastrophe contre laquelle l'UDC met en garde depuis longtemps est en train de

se produire. Une pénurie d'électricité aurait des conséquences menaçant l'existence même des personnes, des emplois et de la prospérité et aurait des répercussions bien plus violentes sur notre pays que la crise Covid-19. Une pénurie d'électricité toucherait durement tous les habitants de la Suisse : sans électricité, c'est toute la vie qui s'effondre. Les denrées alimentaires et autres produits de première nécessité se feront rares, l'approvisionnement ne sera plus garanti, se chauffer, cuisiner, se doucher et bien d'autres choses encore ne seront plus possibles ou seulement de manière très limitée. Les soins, les transports et bien d'autres choses encore seront paralysés. L'UDC demande depuis longtemps la nomination immédiate d'un général de l'électricité dont la mission serait de veiller à assurer un approvisionnement électrique indépendant et abordable.

Les immigrés réduisent à néant les économies d'électricité

La demande en électricité augmente constamment et continuera à augmenter malgré les efforts d'économies. Une consommation d'énergie élevée est également un signe de prospérité et de croissance. Notre objectif ne peut sérieusement pas être la réduction drastique du niveau de vie ou le retour à l'ère préindustrielle. C'est pourtant à cela que mène la politique énergétique erronée de la gauche rose-verte. Le véritable défi consiste à concilier les besoins économiques, les exigences humaines et les souhaits écologiques. Certes, les appareils électriques sont devenus plus efficaces, mais les besoins d'utilisation de courant se multiplient, notamment dans les ménages.



La consommation moyenne d'énergie par personne a certes diminué d'environ 14,5% depuis 1990. Mais en raison de l'augmentation simultanée de la population résidente de plus de 28 %, la quantité totale d'énergie utilisée a augmenté d'environ 5,5 % sur la même période. Les économies réalisées par chaque Suisse sont presque entièrement absorbées par l'augmentation de la population due à l'immigration effrénée.

La consommation d'électricité de la Suisse a même augmenté de 10 % entre 2000 et 2018. Là encore, l'immigration a eu un effet négatif et a réduit à néant toutes les économies réalisées. Il ne sert à rien d'investir dans des mesures d'efficacité énergétique coûteuses et d'économiser de l'électricité si, en même temps, une immigration massive équivalente à la population de la ville de Bienne se répète chaque année.

Source d'énergie	Consommation finale en unités d'origine		Consommation finale en TJ		Changements en %
	2020	2021	2020	2021	2020-2021
Produits pétroliers	7'646'000 t	804'3000 t	327'830	344'920	5,2
Electricité	55'714 GWh	58'113 GWh	200'570	209'210	4,3
Gaz	31'362 GWh	33'966 GWh	112'900	122'280	8,3
Charbon	151'000 t	152'000 t	3'660	3'700	1,1
Produits du bois	-	-	39'860	46'390	16,4
Chauffage à distance	5'847 GWh	6'414 GWh	21'050	23'090	9,7
Déchets industriels	-	-	11'610	12'030	3,6
Autres énergies renouvelables	-	-	30'420	33'100	8,8
Consommation totale	-	-	747'900	794'720	6,3

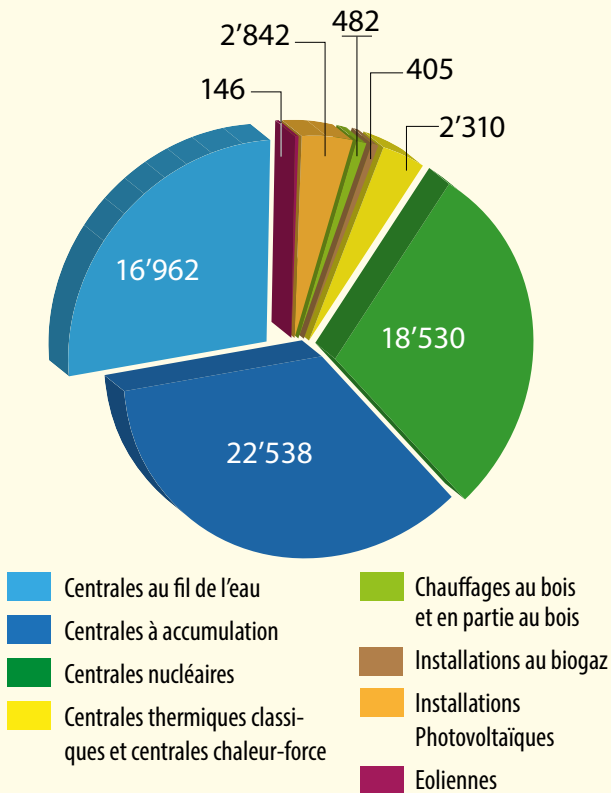
Un approvisionnement sûr et abordable

Sans électricité, le monde est littéralement à l'arrêt. La croissance, la prospérité et le progrès dépendent d'un approvisionnement électrique sûr et abordable. L'objectif premier d'une politique énergétique raisonnable est d'assurer une production énergétique bon marché, indépendante, disponible en abondance et respectueuse de l'environnement. Ce principe ne peut plus être respecté avec la stratégie énergétique actuelle. Les principaux piliers de notre approvisionnement électrique, qui ont fait leurs preuves, sont en danger. Le remplacement des centrales nucléaires existantes par de nouvelles installations est interdit par la loi, condamnant près d'un tiers de notre production indigène. La poursuite du développement de l'énergie hydraulique, qui représente près de 60 % de la production, est menacée en raison de toutes les procédures de recours engagées par les associations roses-vertes. Mais l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire restent indispensables à la production d'électricité suisse. Afin d'éviter une situation de pénurie d'électricité, notamment en vue de l'approvisionnement hivernal, leur part doit être maintenue et augmentée. Pour l'UDC, les deux sources d'énergie que sont l'hydraulique et le nucléaire doivent rester les principaux piliers de l'approvisionnement électrique de la Suisse. Aucune autre source d'énergie n'est compétitive en termes de capacités, de coûts et de sécurité d'approvisionnement.

Remplacer les centrales nucléaires existantes

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, la Stratégie énergétique s'avère également inadaptée, car elle comporte des interdictions

Production électrique 2021 en GWh



Source : Office fédéral de l'énergie OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2021

technologiques : parmi elles, la construction de nouvelles centrales nucléaires est rendue impossible. En raison des négligences des exploitants et des organes de surveillance dans d'autres pays (mot-clé « Fukushima »), l'énergie nucléaire a également servi de bouc émissaire en Suisse, qualifiée de production énergétique « dépassée et nuisible à l'environnement », au mépris total des faits et des réalités. Par peur de devoir faire face à un débat public de principe, la gauche rose-verte a œuvré en faveur d'une interdiction, de fait, de l'énergie nucléaire. C'est ainsi que la loi sur l'énergie en vigueur a classé la recherche et le développement en cours sur les installations nucléaires de 3e et 4e génération comme non porteurs d'avenir, pour des raisons idéologiques et sans examen. Or, à cause de l'interdiction d'autoriser de nouvelles centrales nucléaires, environ un tiers de la production électrique suisse disparaîtra à la fin de la durée d'exploitation des centrales existantes. Les besoins en importations vont donc fortement augmenter, surtout en hiver. De plus, en arrêtant ses centrales nucléaires, la Suisse perdra l'importante énergie en ruban (besoin de base en électricité, consommée journellement H24, élémentaire également pour la stabilité du réseau). En première priorité, les centrales nucléaires existantes doivent rester connectées au réseau aussi longtemps qu'elles sont sûres et rentables. En outre, la construction de nouvelles centrales de dernière génération est nécessaire. Il serait insensé de renoncer à ce pilier éprouvé de l'approvisionnement énergétique suisse alors que nous vivons depuis plus de 50 ans avec des centrales sûres. De plus, l'élimination sûre des déchets radioactifs est techniquement résolue depuis longtemps. La tactique d'obstruction de la gauche rose-verte est contre-productive.

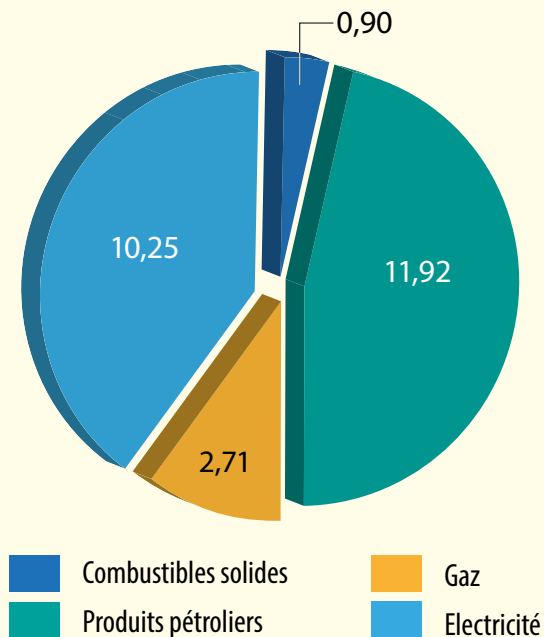
L'avenir des énergies renouvelables

Dans l'optique d'un approvisionnement électrique sûr, indépendant et respectueux de l'environnement, l'énergie hydraulique doit être développée. Cependant, elle se heurte elle aussi à des limites naturelles et politiques. Les centrales hydroélectriques ne peuvent fournir de l'électricité que de manière limitée. A cela s'ajoute la résistance politique. Si une nouvelle centrale doit être construite ou un barrage rehaussé (comme dans les Grisons ou l'Oberland bernois) afin de gagner en capacité, l'opposition est immédiate. Ce sont justement les organisations de la gauche rose-verte qui bloquent les projets. Pour couvrir les besoins électriques, on fait également appel aux énergies renouvelables. La Suisse compte environ 670 centrales hydroélectriques, qui fournissent environ 60 % de la production totale d'électricité du pays. Leur production est respectueuse de l'environnement, bon marché et indépendante de l'étranger, c'est pourquoi l'UDC demande que les conditions-cadres légales soient créées afin que la production de l'énergie hydraulique suisse puisse être aug-



Dépenses des consommateurs finaux pour l'énergie en 2021

Total : 25,78 milliards de CHF en mrd de CHF



Source : OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2021 (Fig. 13)

mentée d'ici 2034/35 d'au moins 10% de la production moyenne attendue actuellement. Les procédures d'approbation des plans et d'autorisation de construire doivent en outre être rationalisées autant que possible et le droit de recours des associations doit être supprimé. L'énergie hydraulique représente un énorme avantage pour la Suisse et constitue sans aucun doute la forme idéale de production d'énergie renouvelable. En outre, les capacités doivent être augmentées par de nouvelles technologies telles que la géothermie profonde, la biomasse, le petit hydraulique, le photovoltaïque ou l'éolien, pour autant que cela soit judicieux tant pour la sécurité de l'approvisionnement que sur le plan économique.

Pour une politique énergétique raisonnable

La politique énergétique de demain doit s'orienter sur des hypothèses et des mesures réalistes et non sur des souhaits idéologiques et utopiques. Les interventions de l'État et de la réglementation doivent être réduites au minimum. Nous rejetons toute augmentation des taxes et redevances existantes ou la création de nouvelles taxes dans le domaine de l'énergie. Chaque source d'énergie doit participer à la production en fonction de ses avantages. Les discriminations, voire les interdictions, doivent être rejetées. Au lieu d'un patchwork réglementaire de plus en plus dense, il faut davantage de responsabilité individuelle et une réduction des prescriptions. L'économie et la société veulent décider elles-mêmes des sources d'énergie qu'elles souhaitent privilégier. L'objectif premier reste l'indépendance, autant que faire se peut, de notre pays vis-à-vis de l'étranger.

Points de vue

L'UDC ...

- veut une énergie sûre, suffisante et bon marché pour les particuliers et l'économie ;
- exige la suspension immédiate de la Stratégie énergétique 2050, qui a échoué ;
- exige une augmentation de la production nationale et abordable d'électricité afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger ;
- exige que le Conseil fédéral définisse clairement les responsabilités, à savoir qui doit élaborer des variantes de solutions pour un approvisionnement en électricité sûr, indépendant et abordable et garantir ainsi la sécurité d'approvisionnement ;
- préconise le maintien et le développement de la production nationale d'électricité, en particulier de l'énergie hydraulique ;
- exige une production d'électricité ouverte sur le plan technologique, dans laquelle la construction de centrales nucléaires modernes et respectueuses de l'environnement est également possible ;
- exige que l'approvisionnement en énergie soit axé sur les principes de la demande, de la rentabilité, de l'indépendance et du respect de l'environnement ;
- exige que toute opposition injustifiée à d'importants projets de construction et d'infrastructure donne lieu à une indemnisation complète et que le droit de recours des associations ainsi que le nombre d'organisations légitimées dans ce domaine soient supprimés ou massivement limités ;
- s'oppose catégoriquement à toute création ou toute augmentation des taxes, redevances ou impôts qui renchérisent l'énergie ;
- s'oppose aux taxes d'incitation et d'encouragement de l'Etat ainsi qu'à d'autres réglementations, prescriptions et interdictions dans le domaine de l'énergie, qui désavantagent en particulier les entreprises, les régions périphériques et la population rurale ;
- s'oppose aux lois et aux projets qui visent unilatéralement à subventionner et qui favorisent des monopoles nuisibles en ce qui concerne la fixation des prix de la production et du transport par réseau ;

- exige l'augmentation des réserves obligatoires, notamment dans le domaine du gaz, du mazout, de l'essence et du diesel ;
- est favorable à l'ouverture technologique et soutient les nouvelles technologies telles que les carburants synthétiques et les nouvelles technologies de stockage ;
- s'oppose aux interdictions technologiques telles que l'interdiction du chauffage au mazout ou l'interdiction de circuler pour les voitures à essence ou diesel ;
- préfère les incitations positives telles que les allègements fiscaux et les déductions d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et des améliorations de l'efficacité énergétique à la politique de subventionnement ;
- se félicite de la recherche privée et de la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables telles que la géothermie, l'énergie éolienne et solaire ainsi que la biomasse, sans nouvelles subventions ou indemnisations.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'automobiliste, une énergie suffisante et abordable à tout moment ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, un approvisionnement énergétique sûr et abordable avec une grande sécurité de planification et de coûts ;
- ✓ en tant que citoyen soucieux de l'environnement, un approvisionnement énergétique peu polluant et largement indépendant de l'étranger ;
- ✓ en tant que propriétaire, pas de nouvelles prescriptions, interdictions, contraintes et donc moins de coûts ;
- ✓ en tant qu'habitant d'une région périphérique, des emplois d'avenir et proches de chez moi ;
- ✓ en tant que citoyen, plus d'indépendance vis-à-vis de l'étranger et des prix internationaux, moins de possibilités de chantage contre mon pays et moins d'idéologie et d'alarmisme ainsi que des coûts plus bas.

Politique migratoire



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants

L'économie suisse a toujours été tributaire de la main-d'œuvre étrangère. Or, depuis 2007, la Suisse connaît une véritable explosion démographique en raison de l'immigration incontrôlée : au rythme actuel, la barre des 10 millions d'habitants sera franchie dans quelques années déjà. Cela pèse sur la qualité de vie, la prospérité, la nature, nos infrastructures telles que les écoles et les hôpitaux, l'approvisionnement énergétique et l'approvisionnement en denrées alimentaires locales. A cela s'ajoute le sentiment d'être de plus en plus étranger dans son propre pays.



Nael Hasler

Spécialiste en informatique et
en documentation CFC

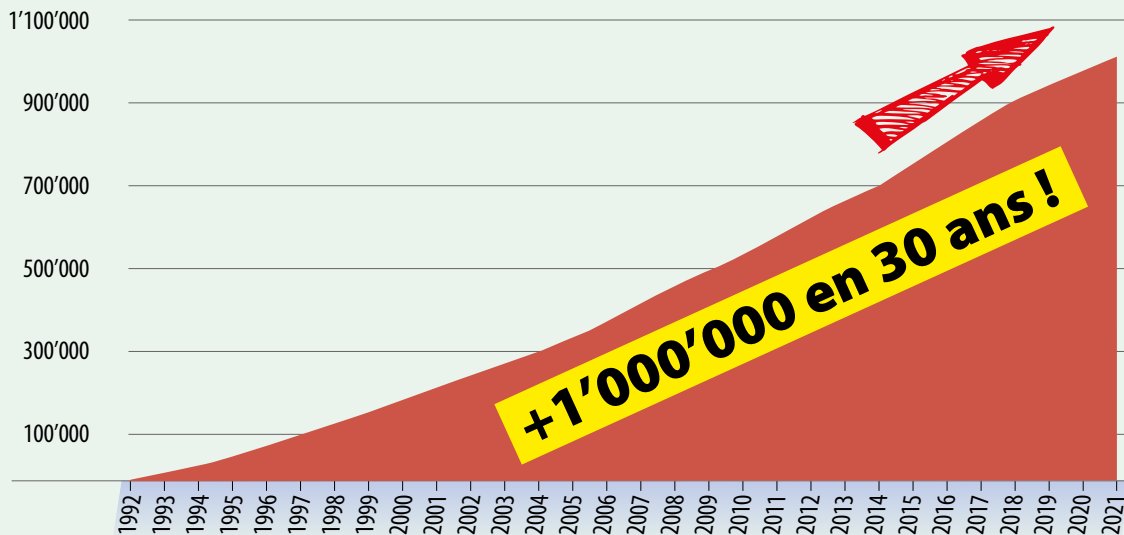
“ L'immigration sans mesure conduira bientôt à une Suisse à 10 millions d'habitants. De plus en plus de Suisses se sentent étrangers dans leur propre pays. Et ce uniquement parce que les saboteurs du Parlement et des tribunaux ne mettent pas en œuvre le mandat constitutionnel qui exige une gestion autonome de l'immigration. Maintenant, ça suffit ! ”

Une Suisse attractive

La Suisse est un pays magnifique avec une qualité de vie élevée et une prospérité conséquente et cela doit rester ainsi. Il n'est guère surprenant que notre pays attire des migrants enthousiasmés par les conditions économiques, politiques et sociales de la Suisse. Pour conserver ces avantages, il faut enfin mettre en œuvre de manière conséquente les articles constitutionnels

votés par le peuple et les cantons sur la gestion de l'immigration (initiative contre l'immigration de masse). Nous devons notamment pouvoir décider nous-mêmes de qui peut immigrer et en quelle quantité. 1,5 millions d'immigrés en seulement 20 ans, c'est démesuré. La Suisse doit fixer des règles claires pour les étrangers et les faire appliquer rigoureusement. Chaque étranger doit savoir si et dans quelles conditions il peut

Naturalisations entre 1992 et 2021



séjourner en Suisse. Celui qui devient une charge pour l'État, qui commet des délits, qui s'obstine à s'opposer aux us et coutumes locaux ou qui présente des tendances radicales doit être expulsé. Une approche plus conséquente rend nos lois plus crédibles, nous apporte plus de sécurité et réduit les coûts sociaux. En même temps, les étrangers qui sont prêts à faire des efforts, qui s'intègrent bien et respectent les règles du jeu sont ainsi récompensés.

Des professionnels qualifiés plutôt que des travailleurs bon marché

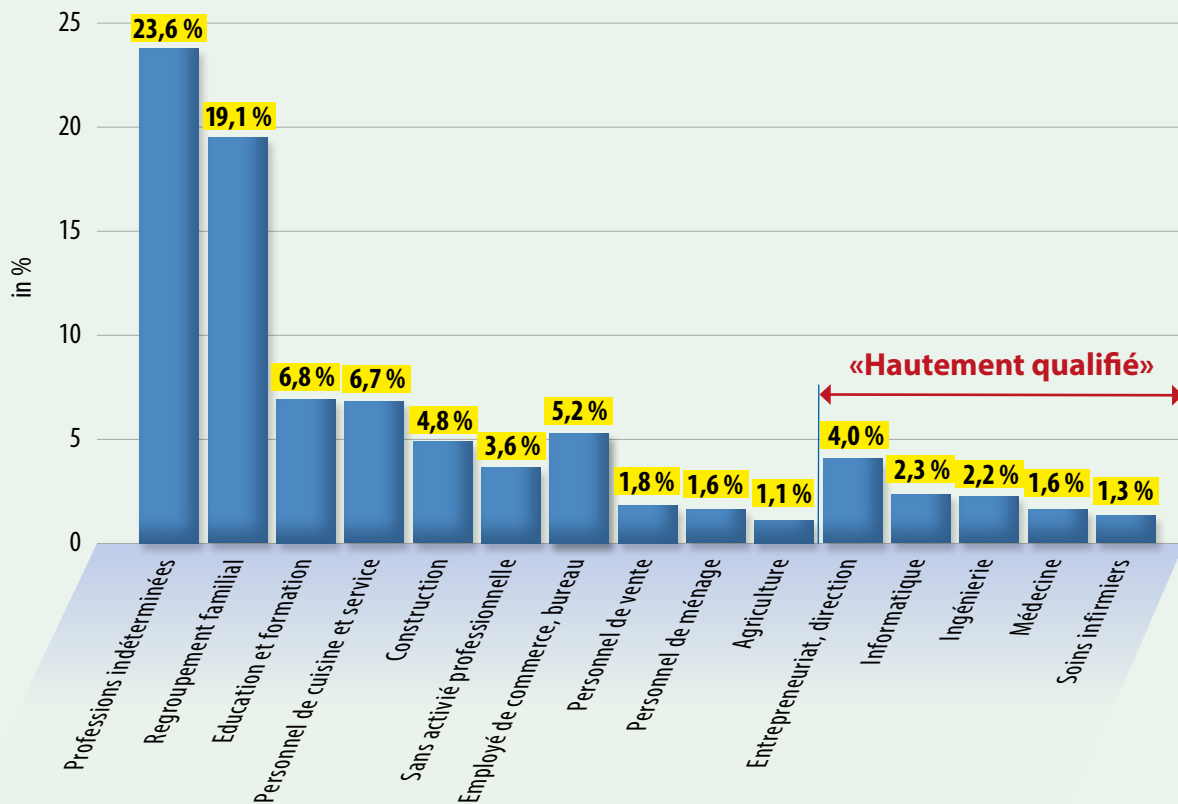
Les entreprises actives au niveau international doivent pouvoir attirer les meilleurs talents en Suisse afin de rester compétitives au niveau mondial. C'est important pour la Suisse, qui abrite des instituts de recherche de pointe et des fabricants de produits innovants. Mais alors que l'immigration de spécialistes en provenance de pays dits tiers (hors UE) est limitée, tous les ressortissants de l'UE peuvent immigrer en Suisse, indépendamment de leurs qualifications, en raison de la libre circulation des personnes. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, nous ne décidons plus nous-mêmes qui peut venir en Suisse et qui ne le peut pas. Cela doit cesser. Les associations économiques comme « économiquesuisse » affirment que la Suisse a profité de la libre circulation des personnes, car le produit intérieur brut a augmenté. Mais pourquoi le citoyen individuel ne voit-il aucun avantage et pourquoi les salaires stagnent-ils ? La raison est simple : le produit national brut a certes légèrement augmenté, mais il se

répartit sur un nombre beaucoup plus élevé d'habitants. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (le 1er juillet 2007), plus de 1,5 million d'immigrés supplémentaires se sont installés en Suisse (immigration nette). Le PIB stagne autour de 82'000.- francs par habitant et n'a pas vraiment augmenté depuis 2008. La Suisse perd du terrain en termes de productivité et de création de valeur. Cette situation doit changer.

La proportion d'étrangers ne cesse d'augmenter

L'immigration massive de ces dernières années a pour conséquence l'augmentation ininterrompue de la part des étrangers dans la population totale. Alors que les étrangers représentaient 6 % de la population en 1950, leur part est passée à 14.4 % en 1980 et à 25.1 % en 2022. Parallèlement, plus d'1.5 million d'étrangers ont été naturalisés lors des 30 dernières années, dont 610'000 depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007. L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants. C'est pourtant exactement ce qui nous attend dans quelques années déjà : vers 2035 selon les scénarios de la Confédération. Il s'agit ici d'un euphémisme : le Conseil fédéral et l'administration nous ont déjà souvent présenté des scénarios migratoires complètement erronés. Avant la votation sur la libre circulation des personnes avec l'UE, les prévisions se trompaient d'un facteur 10 ! Dans son étude de référence de 2010, le Conseil fédéral estimait que la population n'aurait pas encore atteint la barre des 9 millions d'habitants en 2060. En réalité, nous avons dépassé ce niveau en 2023 !

Immigration en provenance de l'UE en 2022



Sources : OFS. Immigration de la population résidente permanente et non permanente étrangère et Immigration de la population résidente permanente par canton et motif d'immigration, présentation propre. Les doubles comptages ne peuvent pas être exclus.

L'immigration de masse est une menace pour la prospérité

Une Suisse à 10 millions d'habitants signifie des routes encombrées, des hôpitaux surchargés, des enseignants débordés et des trains bondés. Notre beau paysage sera encore plus bétonné et l'environnement encore plus pollué. 10 millions d'habitants, c'est aussi une consommation d'électricité et d'énergie nettement plus importante. Les objectifs de réduction de la Suisse ne sont pas compatibles avec une immigration démesurée. Dans le meilleur des cas, cela signifie une augmentation massive des importations d'énergies fossiles de l'étranger. Dans le pire des cas, il y aura des coupures de courant, car nos voisins, qui se trouvent dans une situation similaire, rationneront l'énergie. En raison de l'augmentation démographique démesurée, la classe moyenne ne peut pas accéder à la propriété et les loyers prennent l'ascenseur. Le chômage augmente, y compris parmi les travailleurs les mieux formés, et il y a une concurrence déloyale de la part des nouveaux arrivants qui acceptent des salaires plus bas. Une Suisse à 10 millions d'habitants ne peut assurer l'autosuffisance alimentaire de la population.

Limitation des prestations sociales et du regroupement familial

A cause des généreuses prestations sociales, le regroupement familial est largement utilisé par des étrangers sans revenu qui espèrent être financés par les contribuables suisses. L'UDC exige donc des restrictions claires en matière de regroupement familial et de prestations sociales. Par exemple seules les

personnes qui ont cotisé pendant au moins 2 ans à l'assurance-chômage suisse devraient avoir le droit aux allocations de chômage. Des délais devraient également être fixés au niveau suisse en matière d'aide sociale. Le montant de cette dernière devrait être moins élevé pour les étrangers nouvellement arrivés en Suisse. S'agissant du regroupement familial, seules les personnes pouvant réellement subvenir à leurs besoins et disposant d'un logement suffisamment grand et autofinancé pour accueillir la famille doivent pouvoir faire venir les membres les plus proches de leur famille. La réduction des prestations sociales permettrait de réduire considérablement l'immigration sans empêcher l'économie d'embaucher du personnel qualifié.

Tolérance zéro pour les immigrés illégaux

La Suisse doit enfin prendre des mesures contre les migrants illégaux ainsi que ceux ne disposant pas ou plus d'autorisations de séjour. Pour ce faire, il suffit d'appliquer strictement et systématiquement les lois en vigueur sur les étrangers. Toutes les tentatives de légitimer leur présence par l'octroi de « city cards », de prestations publiques et d'accès aux universités sont contraires au droit. Ceux que l'on appelle gentiment « sans-papiers » ne séjournent pas seulement illégalement en Suisse, mais n'y paient pas non plus d'impôts. Les personnes appréhendées qui n'ont pas de permis de séjour doivent être expulsées et, pour empêcher les entrées illégales, les frontières doivent être mieux surveillées. La réglementation actuelle conduit à des incitations contre-productives et pénalise les étrangers qui cherchent à obtenir un permis de séjour légal.

L'intégration n'est pas une tâche de l'Etat

L'intégration est la tâche des immigrés. Celui qui veut immigrer dans un pays doit d'abord être totalement conscient de ce que cela signifie. Il faut notamment apprendre la langue qu'on y parle et se familiariser avec les us et coutumes. L'intégration ne peut être réussie que si elle émane de la volonté des immigrés. Or, la politique actuelle prône l'approche inverse : les autorités suisses doivent veiller à l'intégration des étrangers. Des mesures et des offres coûteuses, financées par les contribuables, sont créées pour encourager les étrangers à s'intégrer. Ceux qui ne veulent pas s'intégrer doivent à nouveau quitter le pays. En outre, une « contribution des étrangers » doit être introduite pour couvrir les coûts de l'immigration.

La naturalisation est l'aboutissement du processus d'intégration

Seules les personnes qui se sont intégrées avec succès, qui subviennent à leurs besoins, qui n'ont pas de passé criminel et qui maîtrisent bien au moins une langue nationale doivent avoir droit à la naturalisation. Le passeport suisse offre le privilège de participer à la vie politique suisse. L'UDC s'oppose au droit de vote et d'éligibilité des étrangers ainsi qu'aux autres assouplissements en termes de naturalisation. La pratique laxiste de certains cantons et villes en la matière a pour conséquence que le passeport suisse est attribué à des personnes qui sont mal, voire pas du tout intégrées. C'est pourquoi les étrangers à problèmes naturalisés disparaissent des statistiques des étran-

gers. Une naturalisation « à l'essai » doit être introduite afin de pouvoir exclure les personnes qui se muent en criminels peu après leur naturalisation. Le passeport suisse ne doit être attribué qu'à une personne qui a prouvé pendant plusieurs années qu'elle respecte les lois de notre pays. En outre, il doit être possible de retirer le passeport suisse aux doubles nationaux qui ont commis des crimes ou qui appartiennent à des organisations extrémistes.

La sécurité est la priorité

Il est grand temps de mettre fin au droit de séjour des criminels en Suisse. Les statistiques criminelles indiquent depuis des décennies une surreprésentation des étrangers : bien que ces derniers ne représentent qu'un quart de la population, ils sont responsables de 55 % des lésions corporelles graves, de 57 % des viols et de 63 % des homicides. Les criminels doivent être immédiatement renvoyés dans leur pays d'origine. Il en va de même pour les imams étrangers et autres prédicateurs qui tiennent des discours extrémistes. Ainsi, non seulement la Suisse sera plus sûre et plus paisible, mais les premiers bénéficiaires d'une politique des étrangers cohérente seront les étrangers bien intégrés.

Points de vue

L'UDC ...

- s'oppose à une Suisse à 10 millions d'habitants ;
- exige la mise en œuvre de la gestion autonome de l'immigration prévue par la Constitution dans l'intérêt général de la Suisse et l'abolition de l'immigration incontrôlée par le biais de la libre circulation des personnes ;
- exige que les critères d'attribution de la naturalisation soient liés à la connaissance d'une langue nationale (niveau C1) ;
- exige l'introduction d'un « impôt migratoire » auprès des immigrants pour couvrir les coûts de l'immigration ;
- exige un renforcement de la sécurité à la frontière et des contrôles à la douane. De plus, les frontières doivent être mieux assurées au niveau infrastructurel ;
- exige une interdiction ou une limitation du regroupement familial ;
- veut éviter que l'immigration n'augmente encore la pression sur les salaires et n'évince notamment les travailleurs âgés du marché du travail ;
- exige l'expulsion systématique et rapide des migrants illégaux et des criminels étrangers ;
- exige la limitation des prestations sociales pour tous les immigrés afin d'empêcher l'immigration vers l'État social ;
- exige le retrait du permis de séjour lorsque la dépendance à l'aide sociale dure plus de 2 ans ;
- lutte contre l'augmentation des mesures d'intégration coûteuses de l'État - l'intégration doit venir des immigrés ;
- refuse que les cantons accordent une aide sociale à des personnes faisant l'objet d'une décision de renvoi exécutoire et qui auraient dû quitter la Suisse depuis longtemps ;

- combat toute formation de sociétés parallèles ;
- refuse toute nouvelle facilitation de la naturalisation et combat la naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale ;
- exige l'introduction de la naturalisation « à l'essai », afin que les personnes qui se muent en criminels peu après avoir obtenu le passeport suisse puissent se le voir retirer ;
- lutte contre le droit de vote et d'éligibilité des étrangers au niveau communal, cantonal et fédéral.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ sur mon lieu de travail, moins de pression concurrentielle due à la main-d'œuvre bon marché de l'UE ;
- ✓ moins de coûts, car les bénéficiaires de l'aide sociale non intégrés ne peuvent plus rester en Suisse ;
- ✓ en tant que voisin, des étrangers qui respectent les règles locales ;
- ✓ des concitoyens qui sont vraiment intégrés et avec lesquels je peux communiquer sans problème ;
- ✓ en tant que naturalisé, la certitude que les étrangers bien intégrés ne sont pas mis dans le même panier que les criminels, les profiteurs sociaux et les personnes qui refusent de s'intégrer ;
- ✓ plus de sécurité, car les criminels étrangers sont systématiquement expulsés ;
- ✓ une Suisse qui reste telle que nous la connaissons et que nous l'aimons.

Politique d'asile



Mettre enfin un terme au chaos qui règne dans le domaine de l'asile et en réorienter la politique

Les mouvements migratoires mondiaux s'intensifient toujours plus. En même temps, il y a de moins en moins de démarcation entre la politique d'asile et la politique migratoire, ce qui a pour conséquence que toujours plus de migrants économiques entrent illégalement dans notre pays et y vivent aux frais des contribuables. Cette politique d'asile ratée entraîne une explosion des coûts, une augmentation de la criminalité et de gros problèmes de société. Il est urgent d'agir et c'est pourquoi l'UDC exige une séparation claire entre asile, protection et aide.



Isabelle Favre
Secrétaire

“ La politique d'asile est un échec ; même des locataires suisses doivent quitter de force leurs appartements pour faire de la place aux demandeurs d'asile. La majorité des demandeurs d'asile ne sont pas des réfugiés, mais sont à la recherche de profit, le plus souvent aux frais des contribuables suisses. Ce chaos de l'asile doit enfin cesser ! ”

Les migrants économiques entrent par la voie de l'asile

La Suisse a toujours accueilli les personnes persécutées. La tradition humanitaire de notre pays est plus ancienne que n'importe quelle convention internationale sur les réfugiés ou les droits de l'homme. Mais cette tradition ne signifie pas que nous pouvons être naïfs et garder les portes grandes ouvertes pour tous. Des règles claires sont nécessaires pour déterminer qui peut immigrer dans notre pays et pour quelle raison. L'immigration par la voie de l'asile étant plus aisée que jamais, de plus en plus de migrants économiques arrivent en Suisse par ce biais et abusent de notre générosité humanitaire. Un simple coup d'œil sur les statistiques de l'asile le montre : ce sont des

migrants issus de pays comme l'Afghanistan, la Turquie, l'Érythrée et l'Algérie qui arrivent en tête. Ils entrent illégalement en Suisse avec l'aide de passeurs et tentent d'obtenir un permis de séjour par le biais de l'asile. La plupart du temps, ce sont les contribuables suisses qui doivent ensuite payer les frais de subsistance de ces migrants.

En finir avec le business de l'asile

Toute personne qui dépose une demande d'asile dans notre pays est soutenue par l'État dès le premier jour. Un paquet complet est à disposition : soins médicaux, nourriture, logement et avocats sont totalement gratuits. Le business de l'asile est immédiatement prêt à intervenir : il encadre les migrants et leur montre comment procéder pour retarder le traitement d'une demande d'asile. Des avocats ingénieux, dont les frais sont payés par les contribuables, prolongent inutilement les procédures par des recours dans des cas qui n'ont clairement aucune chance d'aboutir.

Les communes à bout de souffle

Les immigrées de 2015, arrivées sous la politique du « Wir schaffen das » (ndt : « nous gérons cela », référence à la célèbre phrase de l'ex-Chancelière allemande Angela Merkel, s'exprimant sur la gestion de la vague colossale d'immigration ayant eu lieu vers l'Europe et notamment l'Allemagne cette année-là) pèsent de plus en plus sur les budgets des communes. Les premières années, la Confédération a pris en charge les coûts. Après 6 ans, ce sont les communes qui en sont responsables,



avec le regroupement familial qui a suivi (parents, grands-parents, les enfants). Les problèmes sur place augmentent : les écoles ont besoin de plus d'enseignants pour les mesures de pédagogie spécialisée et d'interprètes, les travailleurs sociaux et toute l'industrie de l'encadrement s'essaient à l'intégration, la police et les tribunaux tournent à plein régime. Dans de nombreuses communes, les coûts toujours plus élevés dans le domaine social et scolaire entraînent même des hausses d'impôts.

Application stricte de la loi sur l'asile

En raison de la confusion entre la politique d'asile et la politique migratoire, la loi actuelle sur l'asile n'est souvent ni appliquée ni mise en œuvre, conduisant à des abus toujours plus nombreux. L'application stricte du droit de l'asile en vigueur signifierait que l'entrée illégale de personnes en provenance de pays tiers sûrs serait conséquemment poursuivie, que les demandes d'asile seraient traitées rapidement et que les requérants d'asile déboutés seraient immédiatement expulsés. Cette non-application dans les faits est un échec pour les autorités. Il faut enfin une direction politique claire qui contrôle l'application. Le nombre élevé de migrants illégaux, surtout à la frontière Est de la Suisse et au Tessin, montre que « Schengen » et « Dublin » ne fonctionnent pas ; ces deux accords ne sont que des chimères à l'échelle européenne et n'endiguent pas du tout la migration illégale vers l'Europe. Dans ce contexte, la Suisse doit à nouveau mieux protéger elle-même ses frontières et renvoyer immédiatement les migrants en provenance d'Etats Dublin sûrs.



Aide ne signifie pas accueil

Notre droit d'asile actuel est dépassé et n'est plus adapté aux défis du monde globalisé du XXI^e siècle. Des notions telles que l'aide et l'accueil sont mélangées de la manière la plus désastreuse qui soit. Un véritable changement n'est possible que si ces notions sont dissociées de manière cohérente : Il est possible d'apporter une aide et une protection sans faire venir les personnes concernées dans son propre pays (par exemple via des programmes de réinstallation) ou sans les laisser immigrer par la voie de l'asile. La protection et l'aide dans la région d'origine sont moins chères ; il est donc possible de fournir plus d'aide avec les mêmes moyens. Parallèlement, nous pouvons limiter en Suisse les conflits culturels, la surpopulation étrangère, la perte d'identité et la problématique de l'intégration en général.

Aide et protection plutôt qu'accueil du monde entier

Une promesse globale de protection et d'accueil est impossible à tenir : l'aide et l'accueil ne peuvent et ne doivent pas être mis sur le même plan. Il convient donc désormais de dissocier l'aide et la protection en Suisse et de créer à la place, par une politique d'aide et de protection ciblée, des capacités et des structures adaptées aux mouvements migratoires modernes. Cette nouvelle conception signifie également que le droit d'asile pour les réfugiés de guerre en Europe doit être repensé. L'aide sur place est au centre de ce processus.

Réorientation de l'aide suisse au développement

L'aide suisse au développement doit également être entièrement mise au service de la politique migratoire. Elle doit être

réorientée avec pour objectif principal d'aider les personnes déplacées dans leur région d'origine et de prévenir les mouvements migratoires en général. La collaboration avec d'autres organisations doit être recherchée au cas par cas. En outre, la coopération avec les pays en voie de développement est soumise à différentes conditions, comme leur volonté de réadmission de leurs ressortissants déboutés. La Suisse doit continuer à proposer ses bons offices traditionnels et à promouvoir la paix. Une contribution engagée à la paix peut prévenir les mouvements migratoires, c'est pourquoi la Suisse doit apporter une aide concrète dans le monde entier en cas de crise et contribuer à la résolution pacifique des conflits ainsi qu'aux efforts de paix.



Points de vue

L'UDC ...

- exige la fin de la culture d'accueil de la gauche ;
- exige une refonte de la politique d'asile avec une séparation claire entre asile, aide et protection ;
- exige que toutes les autorités fédérales, cantonales et communales transmettent automatiquement les données relatives aux sans-papiers aux autorités compétentes en matière de migration, afin que les expulsions puissent être appliquées de manière conséquente ;
- veut enfin rétablir le sens et l'esprit de la loi sur l'asile : seules les personnes persécutées pour des raisons politiques dans leur pays d'origine peuvent obtenir l'asile. Les touristes de l'asile, les personnes fuyant la misère et les migrants économiques doivent être renvoyés de manière conséquente afin que les personnes réellement persécutées puissent être aidées.

Pour cela, les mesures concrètes suivantes sont nécessaires :

- pour réduire l'attractivité de la Suisse comme destination de l'asile, les prestations de soutien pour les requérants d'asile doivent être sensiblement limitées ;
- les requérants déboutés ne doivent recevoir que le minimum vital ;
- les requérants d'asile, les « sans-papiers » et les admis provisoires doivent être assurés auprès d'une caisse séparée aux prestations limitées ;
- l'accord de Dublin doit être appliqué à la lettre afin que les personnes issues d'Etats tiers déposent leur demande dans le premier pays d'arrivée ;
- les personnes qui ne peuvent établir leur identité ou qui trompent les autorités quant à leur identité doivent être exclues du processus d'asile ;

- les requérants d'asile se rendant coupables d'infractions pénales doivent être exclus du processus d'asile et expulsés sans délai ;
- l'autorisation d'établissement doit être retirée aux réfugiés qui se rendent dans leur pays d'origine ;
- l'aide sur place doit être priorisée pour les déplacés de guerre ;
- des centres fermés doivent être construits dans des zones de transit afin que les migrants de l'asile ne se trouvent pas sur le sol helvétique ;
- les projets tels que les « city cards » illégales ou autres « documents d'identité » similaires, comme ceux que diverses villes veulent introduire afin de légaliser les clandestins par la petite porte, doivent être empêchés.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'être humain, la garantie que la Suisse, fidèle à sa tradition humanitaire, offre un refuge aux personnes véritablement persécutées en Europe ;
- ✓ en tant que contribuable, plus d'argent dans mon porte-monnaie grâce à la réduction des coûts dans le domaine de l'asile et des dépenses sociales qui y sont liées ;
- ✓ en tant que citoyen, la certitude que notre État ne se laissera pas marcher sur les pieds par les migrants économiques ;
- ✓ plus de sécurité au quotidien, parce que le vagabondage en état d'ébriété et la petite délinquance ne sont plus payants pour les demandeurs d'asile et que la criminalité violente est sévèrement punie ;
- ✓ plus de sécurité, car les étrangers criminels sont systématiquement expulsés ;
- ✓ une Suisse qui reste telle que nous la connaissons et l'aimons.

Sécurité, droit et ordre



Traiter les criminels avec fermeté

La Suisse faisait autrefois partie des pays les plus sûrs du monde. Une politique irresponsable, une application incohérente des lois existantes ainsi que l'ouverture des frontières à la suite de l'adhésion de la Suisse à l'espace « Schengen » ont conduit notre pays à être lui aussi marqué par toujours plus de violence, surtout de la part d'étrangers non intégrés. La sécurité doit enfin être rétablie en Suisse ; nous ne devons pas être un eldorado pour les criminels. Une tolérance zéro, notamment concernant les délits violents, avec des peines tangibles et une exécution conséquente de ces dernières, doit être strictement appliquée.



Deborah Isliker

Conseillère clientèle privée
dans une banque régionale

“ La violence importée fait qu'en tant que femme, je me sens de moins en moins en sécurité dans nos rues. Il est grand temps de rétablir la loi et l'ordre et d'expulser systématiquement les criminels étrangers. ”

Eldorado de la violence qualifiée

Jusqu'à la pandémie Covid-19, 100 cambriolages par jours ont été commis en moyenne et le total de tous les crimes violents pour 1'000 habitants est passé à 5,3 ‰. Ce qui est maintenant frappant et particulier, c'est l'effet-confinement : pendant l'année du Covid en 2020, les délits violents graves, dont les viols, ont augmenté de manière significative. En 2021, les viols ont encore augmenté (+44) pour atteindre un total de 757 ! C'est le chiffre le plus élevé de ces 10 dernières années ! L'UDC estime qu'il est urgent d'agir : outre des peines dissuasives (peine de

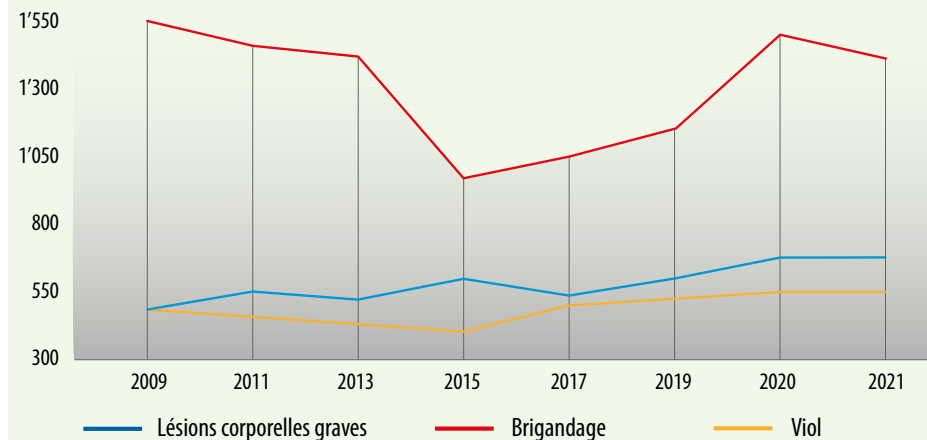
prison ferme pour les violeurs condamnés), il faut absolument renforcer la police en faveur d'une poursuite pénale efficace avec des moyens suffisants. L'UDC exige la protection des victimes en lieu et place de celle des coupables !

Mettre fin à la cybercriminalité

Les délits en ligne, en plein essor pendant la pandémie de Covid-19, se classent en 3 catégories : « cybercriminalité économique », « cyberdélits sexuels » et « cyberintimidation et comportement déloyal ». La cyberfraude, un sous-domaine de

la cybercriminalité économique, est la plus représentée. Pour la seule année 2021, la police a enregistré 30'351 infractions ayant une composante numérique ; c'est 24 % de plus qu'en 2020 et cela correspond à une moyenne de 83 infractions numériques par jour. Il existe désormais des infractions qui sont principalement commises « numériquement », comme la détérioration de données, la pornographie, le blanchiment d'argent ou l'escroquerie. En 2021, rien que dans le domaine numérique, le chan-

Evolution des infractions 2009-2021



Source : OFS – STAT-TAB, Présentation propre

tage a augmenté de 83 % et l'escroquerie de 27 % et ce en une année ! Pour l'UDC, la menace en forte croissance qui pèse sur notre population en termes de cybercriminalité doit être combattue sans relâche. Il est grand temps de garantir la sécurité juridique dans l'espace numérique par des mesures appropriées, afin de pouvoir suivre à l'avenir la rapide mutation structurelle de la criminalité.

En finir avec la complaisance de la justice

On ne pourra jamais empêcher complètement la délinquance, mais la politique et la justice portent la coresponsabilité en cas de récidive. Dans le cadre de l'exécution des peines en milieu ouvert et de la pratique laxiste des congés, il y a toujours des erreurs d'appréciation fatales et personne ne veut porter le chapeau. Même après la sortie de prison, il y a des récidives (19,6 % en 2018). Les meurtriers, les violeurs et les pédophiles qui risquent de récidiver doivent être internés : la protection de la société doit être prioritaire par rapport à une éventuelle guérison de ces derniers. De toute façon, le mot est déjà passé auprès des criminels suisses et étrangers : Il y a beaucoup à gagner en Suisse. Si l'on se fait prendre une fois, on obtient, grâce à notre jurisprudence clémente, une peine minime, de multiples possibilités de recours et des prisons relativement luxueuses : des terrains de football et de tennis, des salles de fitness et des piscines couvertes font souvent partie de l'équipement standard. En outre, la fabrication de bougies, la fonte d'argent, la musique thérapeutique, la télévision et, plusieurs fois par jour, un riche choix de menus (y compris avec options

halal et végétariennes) y sont également proposés. Devons-nous nous étonner si l'exécution des peines actuelle coûte aux contribuables près d'un milliard de francs par an grâce à une justice inclusive et complaisante ?

La Suisse est devenue « La Mecque » des criminels étrangers

Clans, gangs, criminels et terroristes : même en cas de délits graves, on ne parvient toujours pas à expulser systématiquement les délinquants issus de l'immigration. La Cour européenne des droits de l'homme a déjà décidé que la Suisse ne pouvait pas expulser un violeur condamné. Un jugement similaire a été rendu pour un voyou originaire d'Allemagne. Pour l'UDC, ces jugements et d'autres similaires sont absolument inacceptables. Combien de temps encore devons-nous subir de telles absurdités ? L'UDC exige que l'expulsion des criminels étrangers soit appliquée de manière conséquente, comme le peuple l'a décidé avec l'initiative sur le renvoi. Notre droit constitutionnel doit à nouveau s'appliquer en Suisse ! La surreprésentation des criminels étrangers combinée à la complaisance de la justice est une des conséquences de l'immigration de masse et de la politique d'asile erronée. 70 % des détenus dans les prisons sont des étrangers, 49 % des personnes en détention préventive sont des « sans-papiers ». La clause de rigueur a été invoquée dans 42 % des cas, ce qui signifie que les criminels ne sont pas expulsés malgré le mandat constitutionnel. Il s'agit là d'une protection intenable des délinquants au lieu de celle des victimes – cela bien

que les autres partis avaient promis une application « stricte » de l'initiative pour le renvoi.

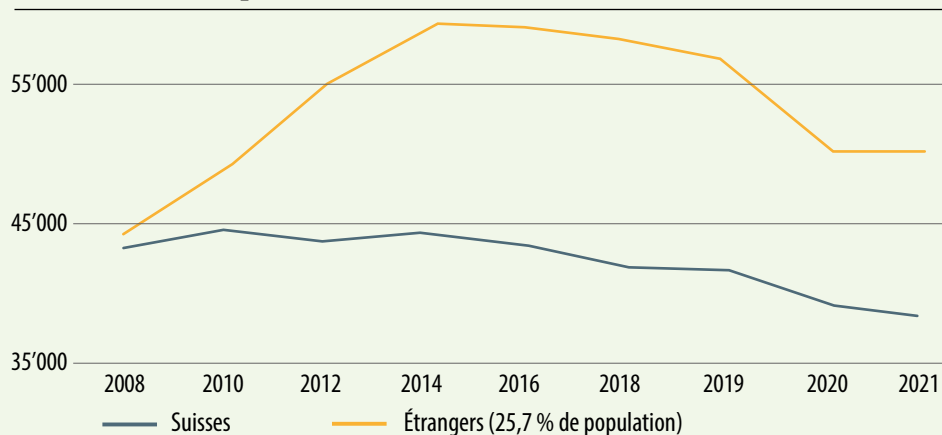
Plus jeunes, plus violents et toujours moins de scrupules

L'UDC demande d'urgence un durcissement du droit pénal des mineurs. En effet, la criminalité et la brutalité des jeunes évoluent malheureusement aussi de façon inquiétante. En 2021, 8'578 jugements de mineurs ont été prononcés pour

des infractions au Code pénal, soit 6,4 % de plus que l'année précédente. Ce chiffre a fortement augmenté depuis 2018 (+27,5 % entre 2018 et 2021). Si l'on considère uniquement les infractions violentes, on constate une tendance similaire : entre 2018 et 2021, elles ont augmenté de 37,2 %. Les actes punissables contre l'intégrité sexuelle ont doublé en l'espace de 3 ans (2018 : 419 infractions ; 2021 : 837). La grande majorité des jeunes auteurs sont des étrangers ou des jeunes issus de l'immigration. La jurisprudence laxiste, influencée par les

juges de gauche rose-verte, ne résout là encore aucun problème. L'amende et la privation de liberté ne peuvent être prononcées qu'à partir de l'âge de 15 ans. Pour l'UDC, les tribunaux des mineurs doivent utiliser le cadre pénal et appliquer le droit pénal des adultes pour les délits particulièrement graves dès l'âge de 16 ans révolus. Les jeunes délinquants doivent en premier lieu sentir directement les conséquences de leurs actes criminels.

Condamnations et personnes condamnées pour un délit ou un crime



Source : OFS - Statistique des condamnations pénales (SUS), 2022

Points de vue

L'UDC...

- s'engage pour l'État de droit et la sécurité juridique de toutes les citoyennes et tous les citoyens ;
- exige que les intérêts des victimes soient systématiquement privilégiés face à ceux des auteurs d'infractions ;
- s'engage pour que les enfants, les femmes et les hommes puissent se sentir en sécurité dans l'espace public ;
- exige que le droit et l'ordre soient particulièrement appliqués de manière conséquente aux personnes non-intégrables ;
- s'engage conséquemment pour des mesures contre la violence domestique et exige en particulier des mesures contre la violence domestique exercée par des personnes non-intégrées et par des personnes issues d'autres cultures ;
- exige une tolérance zéro et des peines plus sévères en cas de violence et de menaces contre les autorités et les fonctionnaires. En outre, la vulgarité et d'autres entraves aux forces de sécurité et de secours doivent également pouvoir être punis ;
- exige que, pour la sécurité de la population, des mesures rapides et conséquentes soient prises contre les auteurs de violences ;
- exige l'augmentation de la peine minimale pour les délits contre la vie et l'intégrité corporelle et que les juges utilisent également la marge de manœuvre pour des peines plus longues prévues par le Code pénal ;
- exige des peines de prison ferme pour les violeurs condamnés ;
- exige un casier judiciaire dans lequel les délits graves ne sont pas effacés, afin d'éviter les récidives ;
- soutient un durcissement des jugements et une action rapide des tribunaux, notamment en ce qui concerne le droit pénal des mineurs ;

- exige un changement de mentalité dans l'exécution des peines : moins de thérapie, plus de travail et une participation aux frais occasionnés ;
- exige que les statistiques criminelles de la Confédération fassent apparaître les nationalités ainsi que le contexte migratoire ;
- exige que l'accord de « Schengen » soit appliqué de manière conséquente par les États ayant des frontières extérieures « Schengen » ;
- exige que la Suisse fasse usage, dans le cadre de l'accord « Schengen », de son droit de réintroduire des contrôles aux frontières afin d'empêcher l'entrée d'immigrants illégaux et de touristes criminels ;
- exige que « l'accord de Dublin » soit appliqué de manière cohérente par tous les pays signataires ;
- exige l'application systématique de la loi sur le renseignement dans la lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que citoyen, la sécurité contre les cambriolages et les vols ;
- ✓ en tant que jeune, moins de drague indésirable et de vulgarité en sortie ;
- ✓ en tant que femme, un sentiment d'absence de peur lorsque moi, mes filles, ma famille ou mes connaissances nous déplaçons dans l'espace public ;
- ✓ en tant que victime de violence et de violence domestique, la certitude que les auteurs seront sévèrement punis ;
- ✓ des bases juridiques efficaces pour pouvoir réellement intervenir en cas de crime.

Armée



Rétablissement de nos capacités défensives

La sécurité est une condition indispensable à la liberté, à l'indépendance et à la prospérité, surtout dans un monde toujours plus imprévisible. Les guerres conventionnelles sont de retour dans l'agenda politique et des attaques terroristes sont possibles à tout moment. Au cours des dernières décennies, l'armée a été réduite à néant et n'est aujourd'hui plus en mesure d'assurer la défense. Nous avons le devoir de continuer à fournir les moyens nécessaires à notre armée et à la défense nationale, afin que les habitants de la Suisse puissent vivre librement et en sécurité.



Sébastien Bossel
Avocat

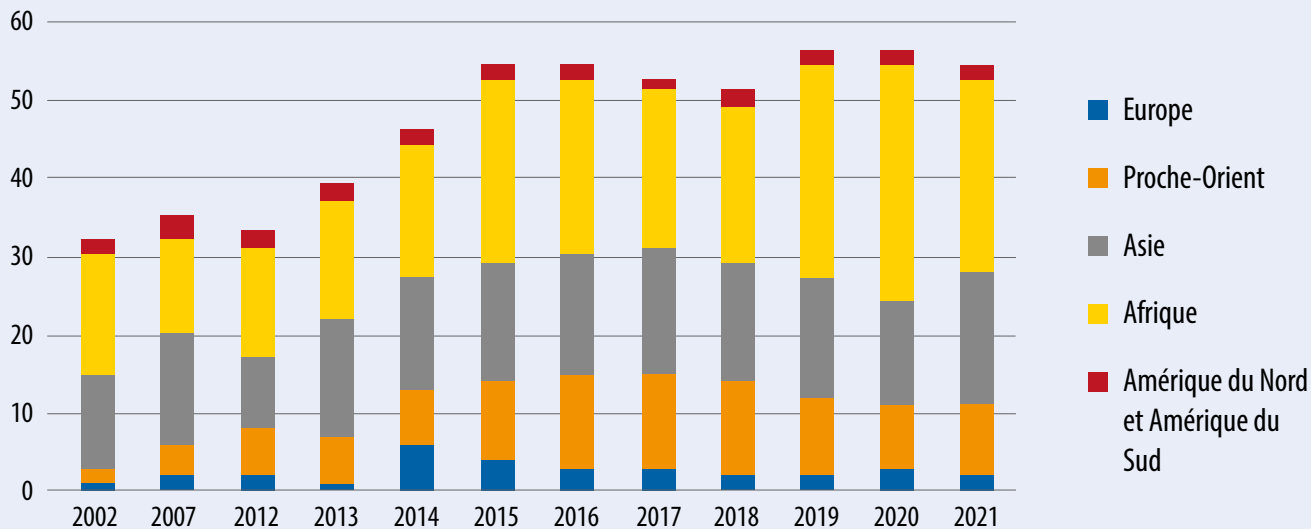
“ Les conflits armés se multiplient et l'Europe est à nouveau en guerre. Une armée forte, opérationnelle et bien équipée est donc nécessaire pour garantir à notre pays la paix, la liberté et la sécurité. ”

Le monde est toujours plus violent

Le monde connaît une vague de conflits armés sans précédent depuis la fin de la guerre froide. Le nombre de conflits augmente dans le monde et la communauté internationale n'a pas de solution pour stopper cette spirale de violence. C'est justement pendant les crises mondiales, comme pendant la pandémie de

Covid-19, que le nombre de conflits armés augmente. Ce n'est qu'une question de temps avant que d'autres crises ou des flux migratoires conséquents ne déclenchent la prochaine vague de conflits. La Suisse semble vivre confortablement sur une île au milieu d'une Europe qui se croit en sécurité, hypothèse plus erronée que jamais si l'on regarde au-delà des frontières de notre

Conflits armés dans le monde



Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP)

bulle occidentale de bien-être. La paix en Europe est une construction artificielle qui pourrait s'effondrer rapidement selon les circonstances, il est donc essentiel d'entretenir une armée forte, préparée à toutes les éventualités sur le plan sécuritaire et entièrement opérationnel en peu de temps.

La neutralité est la maxime de notre sécurité

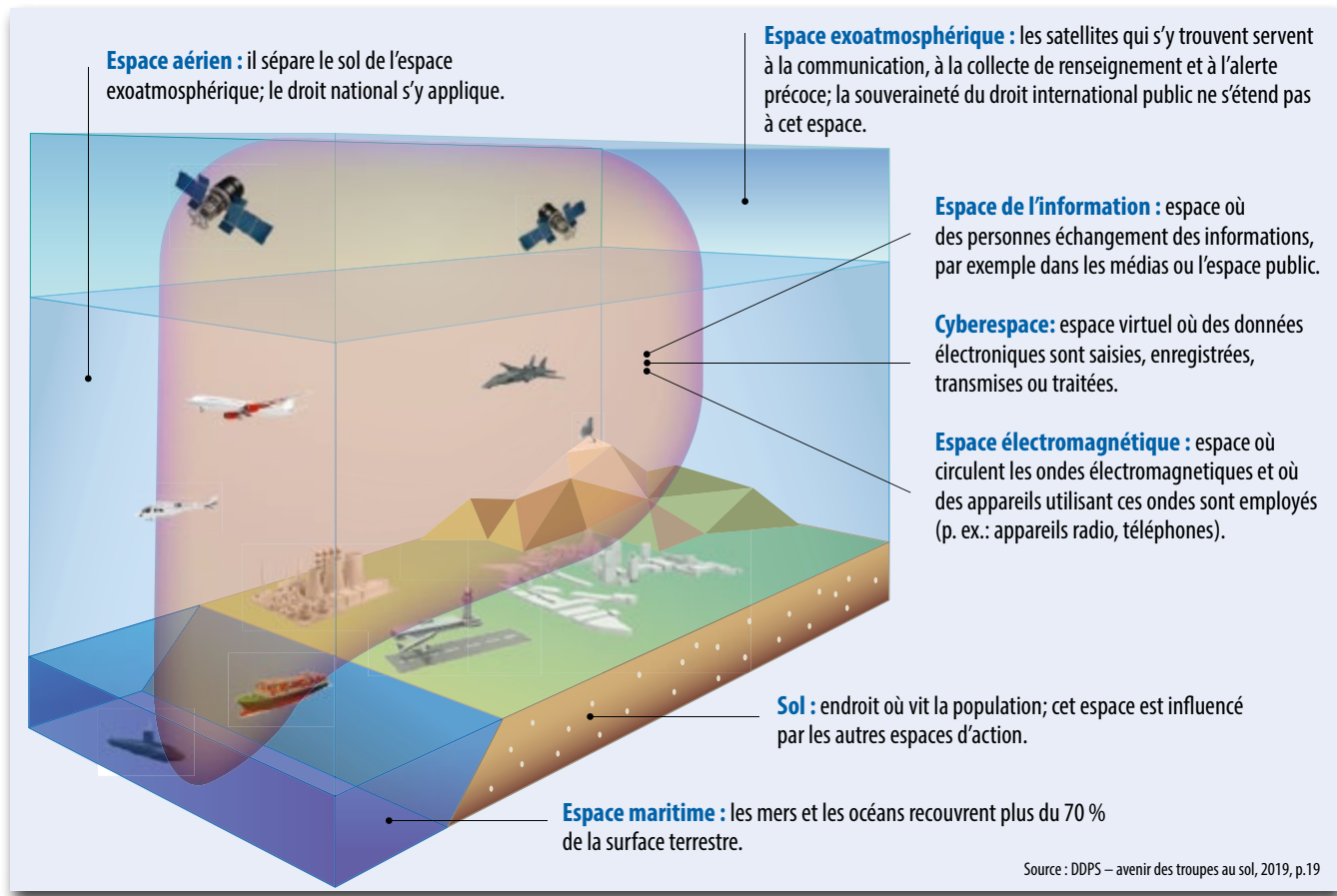
Les conflits modernes sont multidimensionnels et se déroulent simultanément à différents niveaux. Un conflit moderne peut se dérouler simultanément au sol, dans les airs, sur l'eau, dans l'espace, mais aussi par des moyens électromagnétiques et informatiques, accompagnés de grandes campagnes d'influence sur l'opinion et de différentes phases de détente et d'escalade, comme le montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie depuis 2014. Mais les conflits peuvent aussi se focaliser sur certains niveaux. Il est donc nécessaire qu'une armée soit entièrement équipée, formée et alimentée à tous les niveaux et qu'elle soit à tout moment prête à affronter le pire des cas. Afin d'identifier de telles menaces, de s'y préparer et de comprendre la manière dont les États agissent dans les conflits, il convient de renforcer les institutions telles que le Service de renseignement militaire (SRM) et le Service de protection préventive de l'armée (SPPA), qui ont grandement été négligées pendant des années.

La neutralité est la maxime de notre sécurité

L'ordre mondial qui s'est développé après la fin de la guerre froide appartient au passé. Nous vivons aujourd'hui dans un monde où il existe plusieurs grandes puissances disposant

d'une grande force. En tant que petit Etat, la Suisse est confrontée à une décision importante : soit rejoindre un camp de grandes puissances et renoncer à une partie de sa souveraineté, soit poursuivre sur la voie traditionnelle de la neutralité et vivre en paix avec tous les Etats. L'histoire montre que les Etats neutres n'ont été pris au sérieux que lorsqu'ils ont pu défendre leur neutralité de manière crédible à l'extérieur. L'UDC soutient donc pleinement la neutralité intégrale, perpétuelle et armée de la Suisse et rejette toute obligation militaire vis-à-vis d'autres pays et d'institutions internationales comme l'OTAN par exemple. Cela implique aussi que la Suisse retire aussi vite





Source : DDPS – avenir des troupes au sol, 2019, p.19

que possible ses 195 soldats de l'intervention coûteuse, armée et dirigée par l'OTAN au Kosovo.

Une défense autonome

La Suisse appartient aux Suisses et est défendue par des soldats suisses en cas d'urgence. L'UDC exige donc la reconstruction rapide de la capacité de défense perdue de l'armée suisse. Effrayée par la guerre en Ukraine, la gauche rose-verte s'est également réveillée de concept naïf paix mondiale totale après la fin de l'Union soviétique et a mis fin en un claquement de doigts, à court terme, à son principe d'économies sur l'armée qui durait depuis des décennies. L'UDC demande toutefois de mettre durablement fin à la politique d'austérité dans l'armée. Les dépenses de l'armée doivent être durablement couplées au PIB afin de garantir une politique de sécurité cohérente. Les économies et pénuries au sein de l'armée, maquillées en « maintien des compétences », doivent cesser sans attendre.

Des soldats bien équipés

L'UDC exige un équipement matériel complet pour l'ensemble de l'armée, y compris du matériel de réserve permettant de compenser immédiatement un tiers de la réserve de roulement et les éventuelles pannes de matériel. Des parties importantes de la capacité de combat de l'armée suisse sont aujourd'hui en ruines : les forces aériennes sont à peine assez grandes pour les services de police aérienne, l'artillerie est obsolète, les transferts sûrs de soldats ne peuvent pas être garantis, une reconnaissance efficace n'est pas possible et il n'y a pas assez de chars

de combat. De plus, la bureaucratie interne à l'armée augmente au même rythme que l'armée perd des compétences. L'armée est sous-équipée et sous-alimentée. Elle doit être rapidement remise en état de marche défensive. L'UDC exige que l'armée puisse être engagée rapidement et de façon flexible, dispose d'un équipement moderne et d'une bonne formation et soit suffisamment grande pour empêcher un éventuel ennemi d'attaquer notre pays.

Les citoyens en uniforme

Le citoyen constitue la clef de voûte de l'armée suisse. En raison de la baisse du taux de natalité depuis des décennies et de l'affaiblissement structurel constant de l'armée par les milieux



de gauche rose-verte, les effectifs de l'armée ne peuvent être garantis sur le long terme. Les antimilitaristes de gauche ont constamment réduit les effectifs tout en abaissant massivement les obstacles à la sortie anticipée de l'armée, tels que la suppression de l'examen de conscience comme condition préalable au service civil en 2009. La garantie des effectifs de l'armée ne doit pas se faire sur le dos des soldats. Les exigences selon lesquelles le temps de service doit être prolongé pour garantir les effectifs pénalisent les soldats. L'UDC exige au contraire que le service civil et la protection civile soient réunis en un seul service, que les obstacles à l'accomplissement du service soient augmentés et que les effectifs de ce dernier soient plafonnés. La population civile doit en outre entrer davantage en contact avec l'armée et à ce titre, l'UDC exige des mesures concrètes pour améliorer l'image de l'armée au sein de la population et pour mieux l'ancrer au niveau local. Il s'agit par exemple d'accroître la visibilité de l'armée au quotidien et de renforcer la tenue de CR (cours de répétition) dans les villages.

Flexible et clef en main

L'armée suisse doit retrouver sa capacité défensive. L'UDC demande dans un 1er temps de garantir les effectifs minimums jusqu'en 2025, dans un 2^e temps d'augmenter l'effectif théorique à 120'000 soldats jusqu'en 2027 et dans un 3^e temps de montrer comment l'armée suisse peut être portée à un effectif théorique de 180'000 hommes au minimum à partir de 2027. L'armée doit également garantir l'utilisation ciblée des connaissances civiles selon le principe de milice, vérifier régulièrement l'in-

corporation des militaires et orienter les capacités de l'armée vers la pire possibilité d'évolution de la situation. Des situations comme celle du service d'appui pendant la pandémie de Covid-19, lorsque presque tout le personnel infirmier incorporé dans l'armée a été temporairement absent de ses lieux de travail dans les hôpitaux civils, dont ils avaient un besoin urgent, en raison de l'ordre de marche, ne doivent pas se reproduire ! L'UDC exige des adaptations structurelles qui intègrent les connaissances spécialisées civiles non seulement de manière ciblée, mais aussi selon des scénarios d'intervention logiques.



Points de vue

L'UDC...

- soutient une armée de milice dotée d'une excellente formation ainsi que l'obligation générale de servir ;
- exige une augmentation du nombre de membres dans les troupes de combat ;
- s'engage pour un équipement complet de l'armée avec des systèmes modernes et pour le remplacement rapide du matériel obsolète dans tous les domaines ;
- exige l'augmentation du budget de l'armée à 1 % du produit intérieur brut (PIB) au minimum, mais dans tous les cas au moins 7 milliards annuellement ;
- exige une armée moderne, capable de s'adapter rapidement aux défis de l'époque, notamment dans le domaine de la cybersécurité, de la guerre hybride et de la guerre conventionnelle ;
- exige que toutes les grandes formations de l'armée soient axées avant tout sur la capacité à défendre le pays, conformément au mandat constitutionnel, et qu'elles puissent assumer des tâches subsidiaires de protection et d'appui de façon secondaire ;
- s'engage pour le maintien d'une législation libérale sur les armes, y compris la remise de munitions de poche faisant partie de l'équipement personnel des soldats ;
- est favorable à une Suisse non-alignée et sans intégration supplémentaire à l'OTAN ;
- exige un service de renseignement militaire efficace et moderne, capable d'effectuer des reconnaissances par satellite, d'analyser les conflits et autres menaces potentielles pour la Suisse et d'en tirer les conséquences pour l'armée suisse et la sécurité du pays ;
- exige, dans un premier temps, que les effectifs de l'armée soient garantis et, dans un deuxième temps, que l'effectif théorique de l'armée soit augmenté d'au moins 20'000 militaires ;
- exige la mise en place d'une sécurité aérienne crédible, consistant en un équipement généralisé de l'armée en armes de défense aérienne et en l'utilisation de la technologie moderne des drones ;
- exige la fin des engagements armés à l'étranger comme celui au Kosovo ;
- exige une présence équilibrée de l'armée dans toutes les régions de Suisse ;
- exige la suppression du service civil et l'incorporation des civilistes au sein de la protection civile.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que citoyen, plus de sécurité ;
- ✓ en tant que famille, la certitude que notre population et notre pays peuvent être protégés ;
- ✓ en tant que membre de l'armée, les ressources nécessaires pour remplir pleinement ma mission en faveur du pays et de ses habitants ;
- ✓ en tant que membre responsable des autorités, les moyens adéquats pour faire face à tout moment aux crises et aux catastrophes ;
- ✓ en tant que parents, la certitude que mes fils et mes filles ne doivent pas partir guerroyer à l'étranger.

Mobilitéé



Lutter contre les embouteillages et les chicanes sur les routes

La mobilité est le moteur de l'économie et du tourisme, et donc la base de notre prospérité. Une infrastructure de transport intacte est un facteur de réussite et un avantage pour l'attractivité, qu'il convient de préserver. Or, depuis des décennies, la Suisse néglige l'adaptation de ses capacités routières aux réalités de la croissance démographique. La politique de gauche rose-verte mise trop unilatéralement sur le rail et pénalise la mobilité individuelle. La suppression de places de stationnement, les radars sur les autoroutes, les zones 30 sur les routes de transit et le racket des automobilistes en matière d'impôts sur les huiles minérales et d'amendes ne sont que quelques exemples.



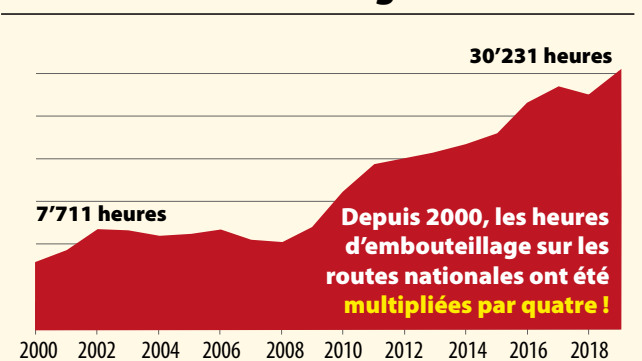
Robert Zimmermann
Garagiste

“ Les ténors de la gauche rose-verte veillent à ce que les automobilistes soient chassés des villes par des interdictions de circuler et des zones 30, même dans les quartiers industriels. Le commerce local, qui dépend du trafic individuel, en pâtit fortement. Nous devons mettre un terme à ces non-sens ! ”

Des routes surchargées

Depuis 1995, les investissements dans le réseau des routes nationales stagnent à quelque 2,5 milliards de francs par an. Or, depuis cette date, plus d'1,5 million de personnes ont immigré en Suisse, ce qui représente une charge supplémentaire sur nos routes. Si l'on veut autant de monde dans notre petit pays, il faut aussi développer l'infrastructure en conséquence et cela n'a pas été fait pour le trafic routier. Résultat : des embouteillages quotidiens et paralysants. Les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 ; cela doit changer immédiatement. L'UDC exige que les tronçons autoroutiers surchargés soient aménagés au plus vite et que les projets en suspens soient rapidement mis en œuvre. Le trafic routier doit être fluide.

Heures d'embouteillage 2000 – 2019



Source : OFROU - Evolution du trafic et disponibilité des routes nationales © OFS 2022

Politique de mobilité unilatérale

Cette situation est également la conséquence d'une politique de mobilité unilatérale menée par le Conseil fédéral et le Parlement. L'optimisation des flux de trafic au moyen de mesures de gestion du trafic (utilisation de bandes d'arrêt d'urgence, dépassement par la droite, interdictions temporaires de dépasser pour les poids lourds, etc.) peut repousser le problème, mais pas le résoudre. Au vu des taux de croissance prévus, plus personne ne pourra faire l'économie d'une extension à grande échelle de l'infrastructure routière en Suisse. En outre, l'UDC lutte contre l'éviction de la mobilité individuelle des villes et exige que les chicanes de plus en plus nombreuses soient enfin stoppées. La vitesse doit être limitée à 50 km/h sur les axes principaux ; les réductions de vitesse et de voies ne font que provoquer davantage d'embouteillages indésirables.

Eliminer les goulets d'étranglement

Les Suisses paient toujours plus d'impôts et de taxes pour conduire leur voiture, mais reçoivent toujours moins de prestations en retour. L'objectif premier doit être d'éliminer immédiatement les principaux goulets d'étranglement avec les moyens disponibles et de procéder à des aménagements là où la charge est la plus importante. Avec le fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) et le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), la Confédération dispose de moyens à cet effet. L'UDC s'engage pour que ces moyens financiers soient correctement priorités pour la route et ne soient pas détournés à grande échelle pour le trafic d'agglomération (projets des trans-

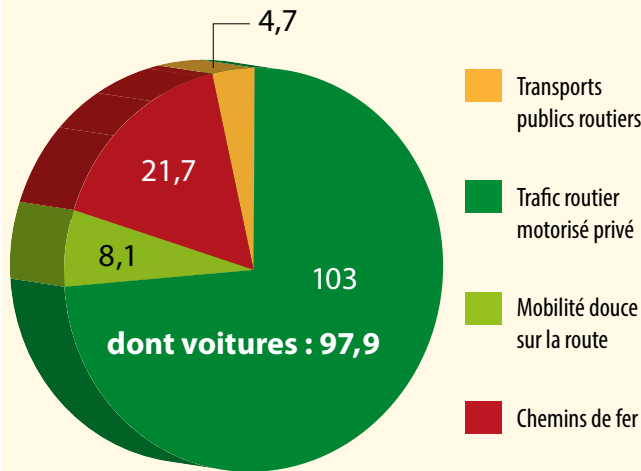
ports publics et cyclistes). Les critères décisifs sont la rentabilité, l'urgence et la demande des usagers des transports.

La route est l'épine dorsale de l'économie

La route ne doit plus être désavantagée par rapport au rail. Quand on parle d'investissement sur les infrastructures de mobilité, la Suisse risque de jouer les mauvaises cartes. Mal-

gré toutes les subventions accordées au rail, les trois quarts des voyageurs-kilomètres annuels et 60 % du trafic de marchandises sont aujourd'hui effectués par la route. Cette dernière est l'épine dorsale de notre économie. Grâce aux progrès technologiques fulgurants des modes de propulsion alternatifs (électromobilité, hydrogène, carburants synthétiques, etc.) et des véhicules autonomes, la route devrait encore gagner en importance à l'avenir.

La route domine : kilomètres Par Personne parcourus en 2019 (milliards)



Sources : OFS – Prestations du trafic voyageurs ; Statistique des transports publics (TP)

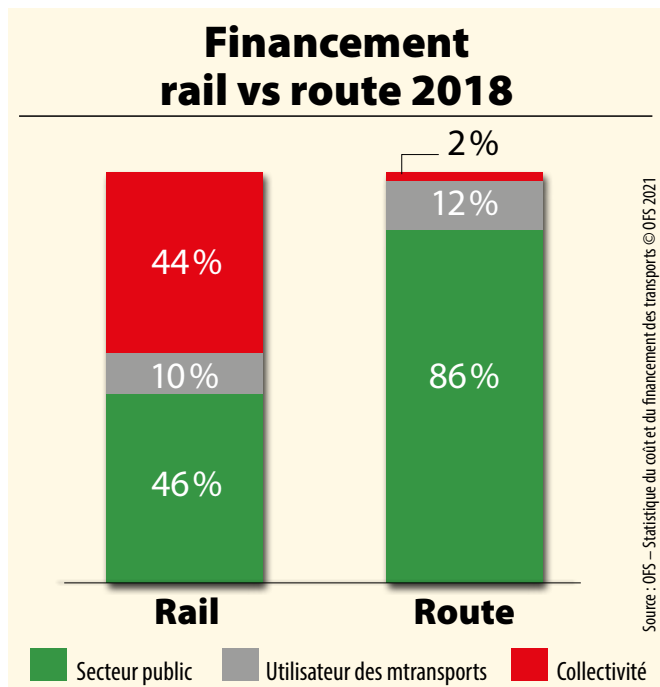
Halte à la redistribution des fonds destinés la route

Il faut mettre un terme à la redistribution, aux subventions croisées, au détournement d'usage et au pillage des automobilistes par le biais de taxes, de redevances et d'amendes toujours plus élevées et douteuses afin d'améliorer les finances publiques. En effet, les usagers de la route sont pratiquement autofinancés, contrairement au rail qui dépend pour moitié de fonds publics. S'agissant des coûts d'infrastructure, le trafic routier affiche même depuis des années un taux de couverture de plus de 100 %. L'UDC exige des taxes équitables pour les moteurs alternatifs comme les voitures électriques, qui doivent être investies directement dans les infrastructures routières.

De bonnes conditions-cadres pour l'aviation

Il est important de relâcher la pression sur le transport aérien, vital pour l'économie et le tourisme. L'UDC s'engage donc pour une amélioration des conditions-cadres de l'aviation par des mesures et des contrats judicieux et favorables à l'économie, ainsi que pour une réduction des contraintes et des régle-

mentations. L'UDC s'oppose à l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion, antisociale et inutile pour la protection du climat. Il faut au contraire encourager le progrès technologique, comme l'adjonction de carburants synthétiques au kérosène.



Les automobilistes sont pourchassés par les amendes et les taxes

Dans certains cantons, les automobilistes se font littéralement arnaquer par un régime d'amendes scandaleux. La prétendue sécurité accrue des usagers de la route se révèle être un prétexte au vu des recettes d'amendes fermement budgétées. Comme si cela ne suffisait pas, l'UDC doit constamment s'opposer à de nouvelles taxes et redevances sur le trafic routier, comme la tarification de la mobilité, l'augmentation des taxes sur les carburants, la hausse du prix de la vignette ou les taxes sur le CO₂. Pendant ce temps, d'autres usagers de la route profitent gratuitement (les cyclistes) ou de façon fortement subventionnée (les usagers des transports publics) d'un nombre croissant d'infrastructures.

Stopper la folie des grandeurs des CFF

Des milliards de francs sont investis dans les transports publics. Ce sont les CFF qui en profitent le plus, ce qui a des conséquences coûteuses. Les frais de personnel des CFF ont augmenté de plus de 850 millions entre 2011 et 2021 pour atteindre 4,4 milliards de francs. Toutefois, le taux d'occupation des trains est toujours trop faible. Dans le domaine de l'immobilier aussi, c'est la folie des grandeurs ; le siège principal des CFF à Berne ou plusieurs nouvelles gares en témoignent. La mise en concurrence d'acteurs privés avec les CFF sur le marché immobilier et dans d'autres domaines en dehors du mandat principal doit être stoppée. L'UDC exige davantage de concurrence sur le réseau ferroviaire suisse, par exemple de la part de chemins de fer privés comme BLS ou SOB, afin que les coûts d'exploitation des CFF soient enfin sous pression.

Points de vue

L'UDC ...

- s'engage pour le libre choix du moyen de transport, sans mise sous tutelle par l'Etat ;
- exige l'aménagement immédiat des tronçons autoroutiers surchargés et la mise en œuvre rapide des projets autoroutiers en suspens ;
- exige que la vitesse soit limitée à 50 km/h au minimum sur les axes principaux dans toute la Suisse ;
- lutte contre l'éviction de la mobilité individuelle des villes ;
- s'oppose aux amendes routières dont la priorité n'est pas la sécurité des citoyens, mais les recettes de l'Etat ;
- exige l'application systématique de la loi sur la circulation routière également pour les cyclistes, en particulier dans les villes ;
- dit non aux péages de tunnels, au road pricing, au mobility pricing, aux taxes CO₂ sur les carburants, à la vignette électronique, à l'augmentation du prix de la vignette autoroutière et aux augmentations de la RPLP ;
- s'oppose à l'interdiction des moteurs à essence ou diesel, mais est ouverte aux nouveaux types de propulsion (électrique, gaz, hydrogène, hybride, etc.), sans soutien de l'Etat ;
- s'engage pour des taxes équitables également pour les véhicules à propulsion alternative afin d'assurer le financement des routes ;
- lutte contre la reprise permanente du droit européen dans le domaine de la mobilité ;
- exige l'arrêt du subventionnement croisé du rail par les taxes et redevances du trafic routier ;
- s'oppose à un assouplissement de l'interdiction actuelle du cabotage dans le transport de marchandises et de personnes par la route ;
- souhaite la transparence des coûts de construction et des coûts subséquents des projets d'infrastructure par l'intégration de la rentabilité comme critère suprême ;
- exige un taux de couverture des coûts plus élevé dans le transport ferroviaire ;
- exige le maintien des heures d'exploitation actuelles dans les aéroports suisses ainsi que l'autorisation d'améliorations modérées des capacités (voies de décollage rapides, procédures d'approche et de décollage optimisées, etc.) ;
- s'oppose aux taxes CO₂ et étatiques sur les billets d'avion.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'automobiliste et motard, plus de sécurité, moins d'embouteillages, moins d'amendes, pas de nouvelles taxes et des prix modérés pour le carburant ;
- ✓ en tant qu'utilisateur du rail, des trains moins bondés et un libre choix de l'entreprise ferroviaire grâce à une plus grande diversité de l'offre ;
- ✓ en tant que transporteur, des capacités suffisantes sur la route et le rail et la garantie que mes produits arriveront à temps chez mes clients ;
- ✓ en tant que touriste, des liaisons sûres et bien développées vers les destinations touristiques suisses ;
- ✓ en tant qu'employé d'une entreprise active dans le commerce international, des liaisons aériennes fiables vers le monde entier.

Agriculture



Accroître le taux d'auto-alimentation et renforcer les familles paysannes

L'UDC s'engage en faveur d'une agriculture productive qui fournit à la population suffisamment de denrées alimentaires saines et produites localement. Les familles paysannes doivent ainsi pouvoir assurer leur revenu et pour cela, il faut réduire « l'écologisation » excessive et la bureaucratie, vers une agriculture plus entrepreneuriale. Il faut prendre soin des terres cultivables et les préserver de manière appropriée. Au regard de la situation mondiale actuelle, le Conseil fédéral doit prioriser la sécurité alimentaire au moyen de la production locale plutôt que des importations peu fiables.



Nicole Kramer

Paysanne, gardienne d'animaux CFC
et mère de famille

“ Les années passées nous ont montré à quel point une trop forte dépendance de l'étranger pour des biens importants est dangereuse. En ce qui concerne les denrées alimentaires, le taux d'autosuffisance actuel nous permet à peine de nourrir une personne sur deux vivant en Suisse. Nous avons besoin d'une agriculture forte, produisant de manière durable, et d'un taux d'autosuffisance conséquent. ”

Stopper l'agonie des agriculteurs

Il y a cent ans, la Suisse comptait plus de 243'000 exploitations agricoles ; en 1990, elles étaient 108'000 ; en 2021, elles ne seront plus que 48'864. Cette évolution structurelle négative et continue s'est accompagnée d'une baisse drastique du nombre de personnes employées dans le secteur. En 2021, ils n'étaient plus que 150'231, ce qui correspond à une diminution d'environ 24 % en 20 ans. Il est évident que l'agriculture présente ainsi l'une des plus fortes augmentations de productivité de tous les secteurs, la pression d'adaptation est grande. Malgré cela, nos agriculteurs sont souvent présentés par les fondamentalistes de gauche rose-verte comme hostiles à l'innovation et nuisibles à l'environnement, ce qui est faux ! L'agriculture doit retrouver la place qu'elle mérite sur le plan économique : elle est à la base de notre alimentation et de notre paysage culturel et est dès lors indispensable à la Suisse, c'est pourquoi la politique agricole actuelle de la Confédération doit être inversée.

La frénésie réglementaire des Verts menace la sécurité alimentaire

La population soutient l'agriculture et lui attribue des tâches importantes par le biais de la Constitution fédérale et de la loi sur l'agriculture. Pour que la future politique agricole soit couronnée de succès, il est nécessaire que la volonté populaire et les dispositions relatives à la sécurité alimentaire soient conséquemment mises en œuvre. La mission est très claire : mettre un terme à la priorité unilatérale accordée à l'écologie dans l'agriculture, ne pas ouvrir davantage les frontières, amé-

liorer les conditions-cadres et renforcer ainsi la production nationale de denrées alimentaires saines. Or, en raison de la politique agricole actuelle, les agriculteurs sont de moins en moins en mesure de remplir le mandat constitutionnel : de nouvelles contraintes écologiques permanentes, une frénésie de réglementation, par exemple dans le droit de l'aménagement du territoire, de la construction et de l'environnement, mettent l'agriculture productrice à rude épreuve. Le maintien d'un taux d'auto-approvisionnement aussi élevé que possible, mais aussi l'exploitation et l'entretien du paysage rural sont ainsi gravement menacés.

Rehausser le taux d'autosuffisance à 60 % !

La Suisse est déjà l'un des plus grands importateurs nets de denrées alimentaires au monde par habitant. Alors que nous importons pour environ 400 francs de denrées alimentaires

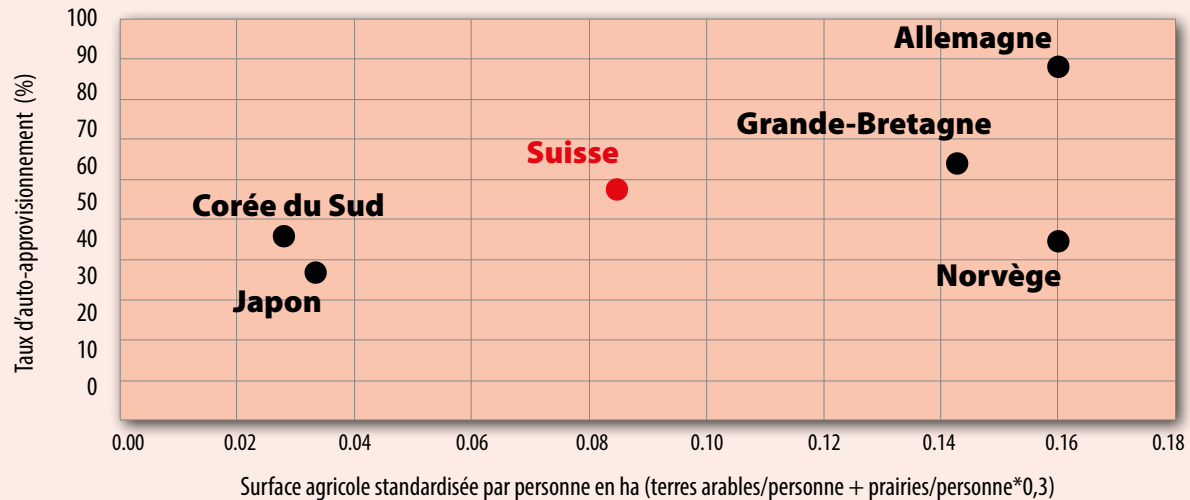


par habitant et par an, l'UE exporte plus de denrées alimentaires en valeur qu'elle n'en importe. Le taux d'auto-provisionnement net (aliments importés pour la production animale nationale déduits) de la Suisse était encore de 59 % en 2000 et a chuté depuis à moins de 50 %. La part de la production alimentaire brute indigène par rapport à la consommation to-

tales de denrées alimentaires (énergie utilisable), assimilable au taux d'autosuffisance brut, est passée de plus de 62 % en 1990 à 56,9 % en 2019.

La Suisse est donc loin d'être autonome et c'est pourquoi il faut enfin augmenter rapidement le taux d'autosuffisance. Dans

Taux d'autosuffisance brut par rapport à la surface agricole par personne



ce contexte, il convient également de continuer à réduire les déchets alimentaires (« food waste »), car cela permet de diminuer la consommation. Il faut également promouvoir des exploitations familiales performantes aux structures viables.

Une production régionale plutôt que des importations

Garantir la production de denrées locales pour nourrir la population suisse doit être au centre des priorités ; cela est plus judicieux d'un point de vue écologique que d'importer des produits agricoles. Actuellement, l'agriculture extensive est encouragée au détriment de l'agriculture productrice, ce qui est une erreur car nous faisons ainsi exactement ce que nous ne devrions pas faire : nous importons toujours plus de denrées alimentaires sans connaître les conditions de production. De fait, nous augmentons notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. Cela est particulièrement risqué en période de crise, lorsque les chaînes d'approvisionnement mondiales sont interrompues sans avertissement. Afin d'éviter un tsunami alimentaire en provenance des pays qui produisent à bas prix, l'UDC se bat pour le maintien d'une bonne protection douanière pour l'agriculture.

Un aménagement du territoire tourné vers l'avenir

La loi sur l'aménagement du territoire doit être orientée de sorte que les agriculteurs entrepreneurs puissent développer leurs exploitations en fonction de l'avenir et du marché. L'UDC s'engage pour un aménagement du territoire qui permette une utilisation flexible et complète des constructions et installati-

ons existantes hors de la zone à bâtir. Cela permet de protéger les terres cultivables, de préserver le paysage et de garantir la création de valeur dans les zones rurales. L'UDC est favorable à une utilisation parcimonieuse des terres agricoles. En outre, les exploitations agricoles viables doivent pouvoir continuer à construire de nouveaux bâtiments d'exploitation conformes à l'affectation de la zone, et ce sans restriction de propriété. De plus en plus de précieuses terres agricoles sont victimes de l'enfrichement et de la renaturation des cours d'eau. L'immigration élevée exerce également une pression sur les terres cultivables au détriment des surfaces d'habitat et doit donc être régulée.

Stopper les excès de la bureaucratie écologiste

L'UDC s'oppose également à l'extension constante des directives et des prescriptions en matière de protection des animaux, des eaux et de l'environnement, qui entraînent des coûts toujours plus élevés et une charge administrative disproportionnée. L'UDC est favorable à l'exploitation des alpages, qui représente une grande valeur ajoutée pour le bien-être des animaux, notre culture, mais aussi pour le tourisme et l'entretien du paysage.

Pour l'UDC, il est en outre clair que les grands prédateurs glorifiés par la gauche rose-verte n'ont pas leur place dans notre pays densément peuplé. Il faut accorder plus d'importance au bien-être des différents animaux de rente et à la préservation des espèces rares qu'aux grands prédateurs comme le loup et les ours.

Points de vue

L'UDC...

- demande un changement de cap vers une politique agricole qui place à nouveau la production de denrées alimentaires et les consommateurs au centre des préoccupations ;
- lutte pour assurer la création de valeur et les revenus des exploitations agricoles familiales par la vente de produits alimentaires et de services ;
- exige des prix de produits couvrant les coûts et une formation des prix transparente, qui permettent de générer un revenu digne et de créer des réserves pour les investissements futurs ;
- s'engage pour un renforcement de la sécurité alimentaire en Suisse avec l'augmentation du taux d'auto-provisionnement à au moins 60 % ;
- s'oppose à la destruction des terres cultivables, notamment lors de la revitalisation des cours d'eau ;
- veut minimiser les contraintes administratives ;
- s'oppose au libre-échange agricole ;
- s'oppose aux nouvelles prescriptions en matière de protection des animaux, des eaux et de l'environnement, qui entraînent une augmentation des coûts et des complications administratives ;
- s'engage en faveur d'un aménagement du territoire qui permette, pour les constructions et installations existantes hors de la zone à bâtir, une utilisation flexible et complète sans changement d'affectation et génère un revenu supplémentaire ;
- milite pour la sécurité des investissements, pour que les constructions et les installations réalisées selon les connaissances et les prescriptions les plus récentes ne doivent plus être modifiées ou adaptées pendant leur durée d'amortissement ;
- exige que la protection absolue de la forêt soit assouplie au profit de la préservation des terres cultivables ;
- exige une régulation proactive et une intervention rapide afin de stopper l'expansion des grands prédateurs, afin notamment que l'exploitation des Alpes puisse être garantie à l'avenir également. Le loup n'a rien à faire en Suisse.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que consommateur, des denrées alimentaires saines, qualitatives et produites localement en quantité suffisante ;
- ✓ en tant que famille d'agriculteurs, des perspectives d'avenir ;
- ✓ en tant qu'agriculteur, la liberté d'entreprendre ;
- ✓ en tant que randonneur et touriste, un paysage bien entretenu ;
- ✓ en tant qu'amoureux de la nature, un paysage beau et intact.

Environnement et climat



Pour un environnement vivable aujourd'hui comme demain

Un environnement intact est synonyme de qualité de vie et de bien-être. Il est donc dans l'intérêt de chacun de prendre soin de l'environnement. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'agir de manière responsable et de mettre en pratique les résultats de la science et de la recherche. La frénésie prohibitionniste de la gauche rose-verte et les contraintes fondamentalistes de l'Etat et de l'éducation sont mauvaises conseillères. Le volontariat et une saine modération sont la meilleure des recettes.



Severin Wallimann
Ingénieur mécanicien EPF

“ L'immigration incontrôlée détruit nos paysages uniques : chaque année, il faut faire de la place pour 55'000 nouveaux ménages. Le bétonnage fait disparaître les espaces verts, les zones de détente et les précieuses terres agricoles. Disons donc maintenant non à une Suisse à 10 millions d'habitants, pour le bien de notre environnement ! ”

La Suisse est un modèle exemplaire

C'est uniquement grâce à l'action responsable de l'économie et de la population que les émissions de gaz à effet de serre sont en baisse malgré la croissance massive de la population. Pour avoir un aperçu du gain d'efficacité annuel de la population suisse, il est indispensable de considérer l'évolution de l'efficacité par rapport à l'évolution de la population. Malgré une augmentation massive de cette dernière, les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse baissent de significativement et en continu depuis plus de 10 ans, sans nouvelle redistribution de milliards et sans interdictions excessives ni mise sous tutelle. Les émissions totales de CO₂ de la Suisse représentent un millième des émissions mondiales. De plus, la qualité de l'air en Suisse n'a cessé de s'améliorer depuis le milieu des années 1980 ; avant la pandémie de Covid-19, l'air était déjà moins pollué qu'ailleurs. En comparaison avec des régions à densité

de population similaire en Europe occidentale, les émissions de polluants par habitant sont nettement plus faibles. La pollution par les poussières fines respirables, l'ozone, l'ammoniac et les oxydes d'azote diminue. Les exploitations agricoles assurent un « entretien » écologique important du paysage culturel. Mais rien qu'entre 1985 et 2009, 1,1 m² de surface agricole disparaissait chaque seconde et 2x plus en zone de plaine. La diminution de 5,4 % de la surface agricole s'explique aux deux tiers par l'extension des zones d'habitation. Les pertes disproportionnées de meilleures terres cultivables dues à la protection excessive des eaux (perte d'environ 2'000 ha en raison de la définition des espaces réservés aux eaux et de quelque 20'000 ha qui doivent être convertis à une exploitation extensive) et l'augmentation rapide de la surface forestière constituent un immense danger.

Actions pour une protection judicieuse de l'environnement

La protection de l'environnement comprend des mesures visant à préserver les bases de notre vie. Il s'agit d'adopter des comportements humains qui permettent de préserver, d'améliorer et, cas échéant, de rétablir la qualité de notre espace de vie. Au-delà de la protection traditionnelle de la nature, des monuments et des paysages, de nombreuses lois et obligations s'appliquent à notre environnement. Les mesures et les techniques qui empêchent les dommages de se produire sont souvent plus efficaces et moins chères que les actions ultérieures. Pour l'UDC, la « durabilité » n'est pas un slogan vide de sens, mais



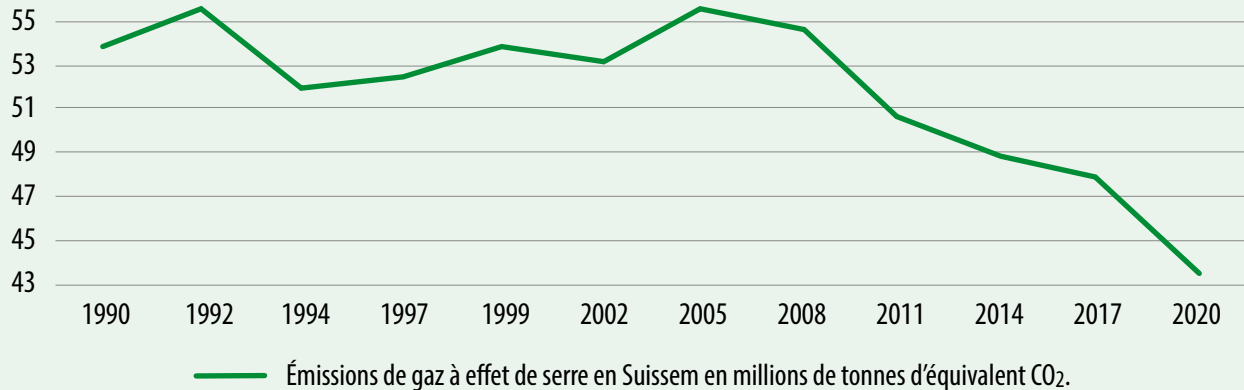
elle implique le maintien de la performance constante de notre environnement en termes de protection, de santé et d'utilité.

La gauche n'a pas le monopole de la protection de l'environnement

L'UDC défendait déjà des idées vertes quand les Verts ne cherchaient pas encore à cacher leurs idées rouges. La protection de l'environnement est une question trop importante pour être laissée aux mains de la gauche rose-verte. Au lieu de s'attaquer au vif

du sujet, cette dernière préfère l'utiliser comme fonds de commerce : elle entretient une hystérie permanente autour du réchauffement climatique, de la mort des forêts, du trou dans la couche d'ozone, des particules fines, des pluies acides, de la catastrophe climatique, etc. Les solutions écologiques sont plutôt venues du progrès technico-scientifique et de l'économie : stations d'épuration, catalyseurs, brûleurs peu polluants, filtres à particules, lessives sans phosphates, moteurs diesel, électriques et hybrides, biomasse, etc. Ce ne sont pas le renchérissement, les interdictions ou les

Émissions de gaz à effet de serre en Suisse en millions de tonnes d'équivalent CO₂



réductions de vitesse qui nous font avancer dans la protection de l'environnement, mais la prospérité, la croissance, la recherche et le progrès. Notre logo reste vert même si on le gratte ; chez tous les autres en revanche, la couleur rouge se cache dessous. Depuis plus de 100 ans, l'UDC prend soin de la terre, du sol, de l'eau et de l'air, qui sont les bases de la vie de notre population et de notre sécurité alimentaire.

Le socialisme est la plus grande des catastrophes environnementales

Alors que les idéologues des Verts vivent dans des quartiers urbains à la mode et dans les agglomérations, l'UDC sait qu'il est important de prendre soin de l'espace rural. Les familles agricoles cultivent le sol depuis des générations et ont tout intérêt à prendre soin de leur base de vie. Par leur travail, elles empêchent l'abandon, la désertification et la dévastation de notre nature. Ce sont les partisans de l'UDC qui s'engagent pour notre environnement dans l'artisanat et l'industrie, que ce soit dans l'épuration des eaux usées, dans l'élimination et la mise en décharge des déchets ou dans les transports respectueux de l'environnement. Ils ne misent pas sur les interdictions ou le renchérissement, mais sur la raison, les besoins des consommateurs, l'économie de marché et les innovations techniques. Dans les parlements, les politiciens verts votent de manière aussi socialiste que les socialistes eux-mêmes. Ils n'ont manifestement aucune idée de la situation environnementale en Chine ou au Venezuela et il est possible qu'ils n'aient jamais entendu parler du passif écologique de l'ancienne Union soviétique socialiste : sols empoisonnés, eau

polluée, air pollué, zones irradiées et inhabitables en raison d'installations de production d'énergie obsolètes, inadaptées, voire irresponsables. Il n'est donc pas étonnant que les praticiens de l'environnement ne votent pas pour les Verts, car la catastrophe la plus durable à ce jour pour l'environnement porte un nom : le socialisme.



Points de vue

L'UDC ...

- préconise des efforts judicieux pour préserver, restaurer et améliorer les bases naturelles de la vie en harmonie avec l'environnement et l'agriculture ;
- s'engage pour des mesures appropriées dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la protection des eaux, de la protection de l'air ainsi que pour une politique énergétique indépendante, économique et respectueuse de l'environnement qui y est liée ;
- s'oppose à la muséification du paysage par la création à outrance de parcs naturels subventionnés ou de zones protégées assorties de contraintes bureaucratiques pour l'agriculture, l'artisanat, le tourisme et les régions concernées ;
- exige que les conséquences négatives de l'immigration sur l'imperméabilisation des sols, les infrastructures, la consommation d'énergie et d'eau, les émissions (de CO₂), etc. soient enfin prises en compte ;
- exige une adaptation de la loi sur l'aménagement du territoire, dans le but de restituer aux cantons leur compétence constitutionnelle en matière d'aménagement du territoire, afin que toutes les régions aient suffisamment de possibilités de développement ;

- s'oppose à toute nouvelle taxe, redevance ou impôt ou à l'augmentation des taxes existantes dans le domaine de la politique environnementale et climatique ;
- est favorable à des incitations fiscales dans le domaine de l'environnement et du climat, par exemple une déduction fiscale de 100 % pour le remplacement des chauffages et des chauffe-eaux.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que citoyen, moins d'idéologie et d'alarmisme ;
- ✓ en tant que famille, un environnement intact et propre, également pour nos descendants ;
- ✓ en tant qu'investisseur, plus de sécurité dans la planification et moins de bureaucratie dans la réalisation de projets ;
- ✓ en tant que commerçant et agriculteur, moins de contraintes et plus de liberté dans mon activité entrepreneuriale.

Santé



Une réduction des coûts grâce à la concurrence

Notre système de santé est l'un des meilleurs au monde, mais aussi l'un des plus chers. L'étatisation croissante du système de santé attire les convoitises et fait grimper les primes. Pour pouvoir mettre un terme à cette évolution, il faut éliminer les incitations erronées du système actuel. La responsabilité individuelle doit être renforcée. La mise sous tutelle du citoyen sous prétexte de promotion de la santé doit être stoppée. Il faut aussi fixer des limites à l'activité débordante de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).



Dario Turconi
Pharmacien

“ Nos services d'urgence sont saturés d'étrangers qui bénéficient d'une assurance complète dès le premier jour de leur arrivée. Cela entraîne une surcharge des hôpitaux et fait grimper les coûts de la santé. C'est la classe moyenne qui en fait les frais en raison de l'explosion des primes d'assurance maladie. ”

Un catalogue de prestations illimité

Dans le domaine de l'assurance maladie, il ne s'agit plus aujourd'hui d'un contrat individuel entre le patient et son assurance, mais d'un catalogue de prestations que les fixent les autorités. En lieu et place du médecin et du patient, c'est l'État qui détermine quel traitement est « efficace », « approprié » et « économique ». Face à cette surenchère, les politiques ne savent rien faire de mieux qu'élargir sans cesse le catalogue de prestations en proposant de nouvelles offres toujours plus complaisantes. Face à l'offre et à la demande croissantes, il est devenu difficile de dire non. Mais les patients, les médecins, l'industrie pharmaceutique et les entreprises de technologie médicale veulent également faire figurer leurs souhaits et leurs prestations dans le catalogue. Cette couverture excessive de chaque risque de maladie et de chaque besoin individuel entraîne de la part de la population une mentalité de cas complet, dans laquelle toute responsabilité personnelle est mise sur le banc de touche.



Une coûteuse obsession de la prévention

L'étatisation du système de santé et la bureaucratie qui en résulte entraînent des coûts toujours plus importants. L'OFSP à lui seul a coûté plus de 5 milliards de francs par an pendant la pandémie de Covid-19 et coûtera encore plus de 3.5 milliards de francs en 2023 (soit environ 400 millions de plus par rapport à 2019). Le budget de cet office fédéral augmente depuis des années d'environ 100 millions par an et cette tendance se profile à nouveau dans les estimations de coûts dès de 2024. Cette croissance massive des dépenses est justifiée entre autres par le nombre croissant de réglementations dont le respect doit être contrôlé (des réglementations qui ont d'ailleurs été introduites par l'OFSP lui-même). Les fonctionnaires de la santé de l'OFSP veulent aider la société à mener une vie soi-disant bonne et saine à l'aide de lois et de campagnes coûteuses. Après le tabac et l'alcool, le laser, la lumière et le son, puis probablement le sucre, la graisse ou la viande, sont les cibles d'un véritable délire de prévention. De plus en plus d'argent est investi dans des études et des campagnes d'information douteuses et motivées par des idéologies.

Responsabilité individuelle + concurrence

Une société qui vit de plus en plus longtemps et des progrès médicaux qui ouvrent de plus en plus de possibilités de traitement sont des facteurs qui entraînent une consommation toujours plus importante de prestations médicales. Associé à une assurance obligatoire, il est clair que la demande de pres-



tations de santé restera élevée à l'avenir. Un nouveau développement de l'État dans ce domaine ne freinerait pas l'évolution des coûts, mais aggraverait la situation. Les interventions de l'État de ces dernières années ont été des mesures de lutte contre les symptômes qui n'ont pas incité les assureurs à réaliser des économies, mais qui ont au contraire renforcé la pratique

actuelle. Une concurrence accrue entre tous les acteurs et une réduction de la densité réglementaire, sans mettre en danger la santé de la population, sont impératives. L'UDC demande que les assurés assument leur propre responsabilité, augmentent leur part de coûts et luttent contre une attitude exagérément exigeante. L'UDC est donc favorable à la création d'un catalogue de prestations de base limité aux besoins essentiels en matière de santé dans le cadre de l'assurance obligatoire, qui peut être complété par des prestations librement choisies, mais financées par des assurances complémentaires. Les requérants d'asile et les personnes admises à titre provisoire doivent quant à elles être traités en dehors du système de la LAMal et directement aux frais de la Confédération ou des cantons.

Supprimer les mauvaises incitations

L'UDC lutte contre la poursuite de la centralisation et de l'étatisation dans le domaine de la santé. Il faut empêcher de nouvelles interventions de l'État, de nouvelles lois, des organes de contrôle et des compétences centralisées au niveau fédéral, car elles entravent déjà la concurrence, créent de mauvaises incitations et n'entraînent aucune réduction des coûts. Des réductions de primes toujours plus nombreuses permettent d'atténuer quelque peu la hausse des primes d'assurance maladie à court terme, mais cela conduit à un cercle vicieux dans lequel la Confédération doit dépenser toujours davantage pour les réductions de primes à chaque hausse de celles-ci, au lieu de s'attaquer enfin à la racine du problème et de créer de véritables incitations à la réduction. Au lieu de faire confiance au citoyen



responsable, les apôtres de la santé de l'OFSP veulent empiéter sur les compétences des cantons en termes de politique de santé ; cela ne doit pas être le cas. Le rôle des cantons doit en même temps être redéfini et limité aux tâches essentielles de surveillance et de contrôle. L'UDC plaide donc pour une répartition claire des rôles et une réduction des conflits d'intérêts. A ce titre, les hôpitaux doivent devenir autonomes, les questions tarifaires doivent être négociées par les partenaires tarifaires et, cas échéant, approuvées par une instance judiciaire indépendante.

Mettre un terme à l'académisation des professions dans le domaine des soins

La pénurie actuelle de personnel soignant est également la conséquence de décisions erronées dans le domaine de la formation. Pour l'UDC, il est difficile de comprendre comment une académisation des professions dans le domaine de la santé permettrait d'atteindre une meilleure qualité et une plus grande quantité. Un titre académique atteste d'une formation axée sur la théorie, mais ne dit rien sur la qualité en faveur des patients. De même, la paperasserie dans le domaine des soins doit être réduite au profit du temps et de l'attention portés aux patients. Il faut renforcer les différentes formations en soins infirmiers orientées vers la pratique. En outre, il est urgent de promouvoir la formation de la relève médicale locale.

Points de vue

L'UDC...

- défend un système de santé libéral garantissant des soins efficaces et de hautes qualités ;
- exige plus de transparence sur la qualité et les prix dans le système de santé afin de renforcer la liberté de choix des patients ;
- exige que les prestations superflues soient systématiquement évitées afin de freiner la croissance des primes ;
- s'engage pour la liberté contractuelle entre les assurances maladie et les fournisseurs de prestations ;
- exige la baisse du prix des médicaments grâce à l'augmentation de l'utilisation des génériques ;
- exige qu'en cas de recours à une consultation d'urgence, une participation aux frais soit prélevée en espèces pour chaque nouveau cas de traitement ;
- exige que les « sans-papiers » et les demandeurs d'asile déboutés ne soient pas soumis à l'assurance maladie obligatoire, ni aux réductions de primes et qu'ils soient pris en charge qu'en cas d'urgence ;
- exige l'adaptation des franchises à option et de la quote-part de l'assurance de base LAMal afin de renforcer la responsabilité individuelle ;
- exige l'examen de nouveaux modèles d'offre qui garantissent la liberté de choix, récompensent la responsabilité individuelle de l'assuré et réduisent globalement les coûts ;
- s'oppose à une étatisation croissante du système de santé ;
- s'oppose aux campagnes douteuses et coûteuses des autorités sous le couvert de la prévention ;
- s'oppose à la légalisation et à la banalisation des drogues ;
- lutte contre la pénurie de personnel soignant en s'engageant pour que l'aide de voisinage, le soutien de la parenté, le bénévolat et les formes de soins innovantes soient davantage intégrés dans les soins de longue durée et encouragés par des incitations fiscales ;
- lutte contre la bureaucratie dans le domaine de la santé, afin que davantage de temps puisse être consacré aux patients ;
- estime que l'ambulatoire prime sur le stationnaire ;
- exige que les primes d'assurance maladie de base soient intégralement déductibles des impôts ;
- exige que le nombre de places dans les unités de soins intensifs soient adaptés aux besoins ;
- soutient l'objectif selon lequel les dépenses de santé ne doivent pas augmenter plus vite qu'une valeur de référence spécifique des payeurs de primes.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que patient, une prise en charge de hautes qualités ;
- ✓ en tant qu'assuré, des primes d'assurance maladie plus abordables ;
- ✓ en tant qu'habitant de la campagne, des soins près de chez moi ;
- ✓ en tant que médecin, le libre exercice de ma profession sans mise sous tutelle croissante de l'État.

Œuvres sociales



Assurer enfin un avenir à long terme aux œuvres sociales

Nos œuvres sociales aident les citoyens qui se trouvent dans le besoin et apportent une contribution importante à la paix sociale. Du fait que, par le passé, les problèmes structurels et le potentiel d'abus des œuvres sociales ont toujours été couverts par l'argent des contribuables, il est d'autant plus urgent aujourd'hui de rétablir l'équilibre et la solidarité entre les jeunes et les seniors, entre les personnes réellement dans le besoin et les contribuables. Il faut mettre un terme à l'industrie sociale et aux abus ; des solutions responsables nécessitent une politique cohérente. La pérennité financière de nos œuvres sociales est impérative.



Manuel Kaspar
Entrepreneur

“ Nos assurances sociales sont sérieusement mises à mal par la politique totalement erronée du centre-gauche. Les rentes AI partent à l'étranger, les chômeurs obtiennent des aides sociales généreuses et la classe moyenne doit financer ces coûts de plusieurs milliards avec l'argent qu'elle a durement gagné. Cela doit changer ! ”

Des problèmes masqués par l'argent

La politique de centre-gauche a eu pour conséquence des dysfonctionnements évidents des œuvres sociales, des abus et du sous-financement structurel qui n'ont pas été abordés de façon franche, détournant le regard des vrais problèmes. Les dysfonctionnements ont généralement été masqués de façon désinvolte par davantage d'argent, prélevé dans les poches

des citoyens et des entreprises par le biais d'impôts et de taxes supplémentaires. C'est une stratégie coûteuse et à court terme. ; cette politique irresponsable du centre-gauche devient une charge insupportable pour les générations futures et doit cesser ! L'UDC s'engage pour la pérennité à long terme de nos œuvres sociales et donc pour la paix sociale. Pour y parvenir, des adaptations structurelles sont nécessaires.

Proportion de travailleurs pour chaque retraité



Source : swissinfo.ch

Un Etat social qui atteint ses limites

L'État social atteint gentiment ses limites. Alors que les dépenses totales pour la sécurité sociale représentaient encore moins de 2 milliards de francs en 1950 et finalement grimpé en flèche à 62 milliards de francs en 1990, elles s'élèvent aujourd'hui à 183 milliards de francs (chiffres 2019). En moyenne, les prestations sociales augmentent de 3,2 % par an. Les prestations sociales représentent ainsi un quart du PIB national et augmentent plus fortement que le 1,9 % de croissance économique prévu pour 2023. L'État social nous dépasse et ce au détriment des générations futures. De moins en

moins de cotisants doivent subvenir aux besoins d'un nombre croissant de bénéficiaires. L'État-providence est donc remis en question : L'AVS, les prestations complémentaires, l'assurance-chômage, la caisse de pension, les allocations pour perte de gain, l'assurance-invalidité, l'assurance-maternité et, comme dernier filet de sécurité, l'aide sociale, aucune de ces œuvres sociales ne sont financées de manière solide et garantie sur le long terme.

Assurer les rentes AVS

L'Assurance-vieillesse et survivants (AVS) est le premier et le plus important pilier du système suisse des 3 piliers de la prévoyance vieillesse. Elle est l'incarnation d'une œuvre de solidarité unique en son genre, largement soutenue par toutes les couches de la population. L'AVS sert à assurer les moyens d'existence après la retraite et doit garantir le minimum financier à la vieillesse. Avec le 2^e pilier (prévoyance professionnelle) elle doit permettre le maintien d'un niveau de vie habituel à la retraite. Le 3^e pilier est facultatif, mais encouragé par des déductions fiscales et doit servir à couvrir les besoins supplémentaires à la retraite. L'UDC s'engage pour des réformes visant à garantir financièrement les rentes AVS.

Des réformes inévitables

L'UDC s'engage pour la pérennisation financière à long terme des œuvres sociales, jusqu'en 2050. Elle est consciente que chaque franc qui peut être utilisé à cet effet doit d'abord être gagné. Cela exige que les réformes s'appuient sur des faits



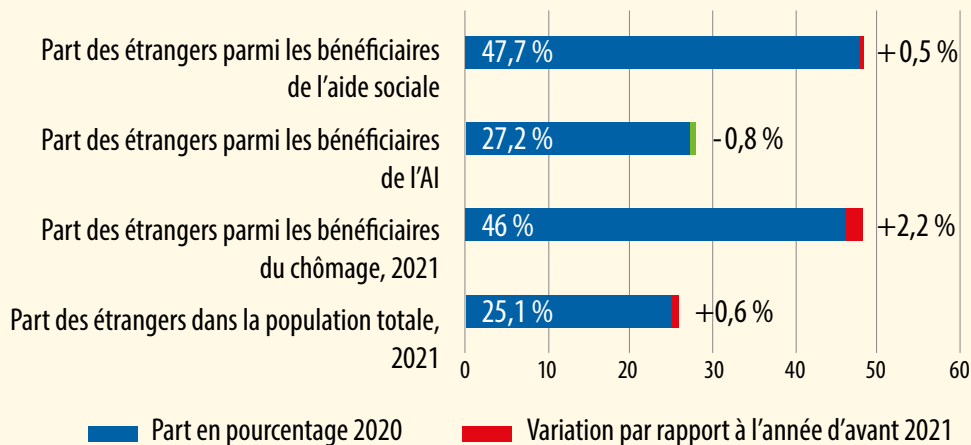
et des scénarios réalistes. Le système actuel est adapté à la situation démographique qui prévalait jusqu'en 1990 et doit donc être modifié durablement.

Supprimer les mauvaises incitations

Pour l'assurance-invalidité (AI) en particulier, les réformes annoncées doivent enfin être mises en œuvre. Comparée à la part de la population totale, la part des étrangers bénéficiaires de l'AI est depuis longtemps disproportionnée. L'échelle des rentes doit être revue et l'exportation des rentes AI à l'étranger sans cor-

rection du pouvoir d'achat doit être stoppée. Un contrôle plus strict est nécessaire pour les troubles psychiques désormais fréquemment diagnostiqués. Les tests de limitation et d'aptitude à la performance doivent être à l'ordre du jour afin d'éviter les abus et les diagnostics erronés.

Part de la population étrangère au sein des œuvres sociales

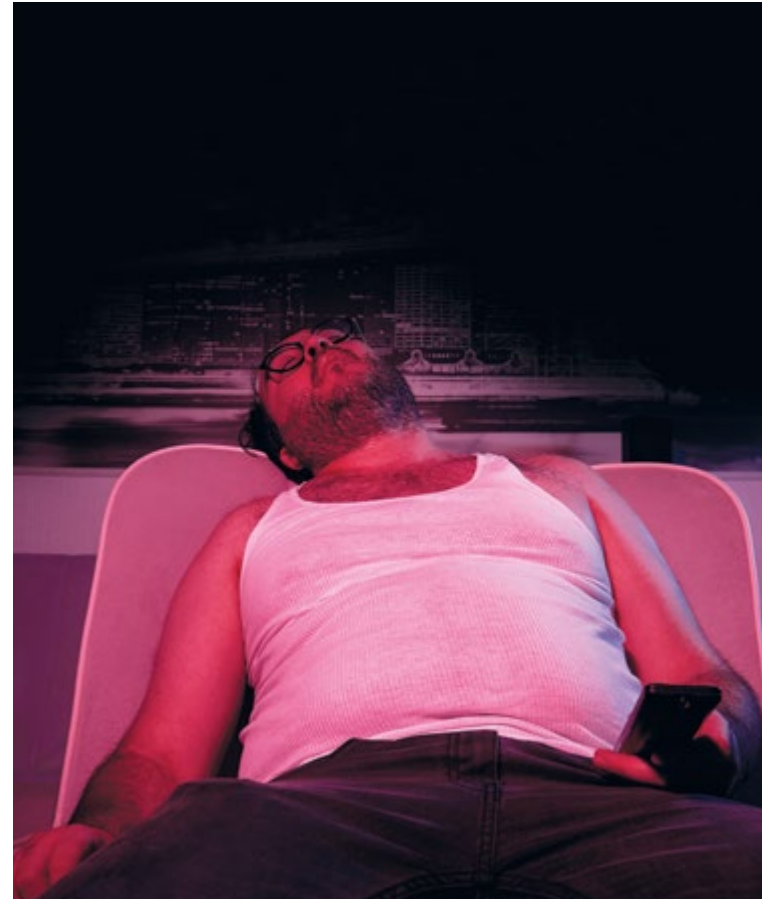


Source : OFS

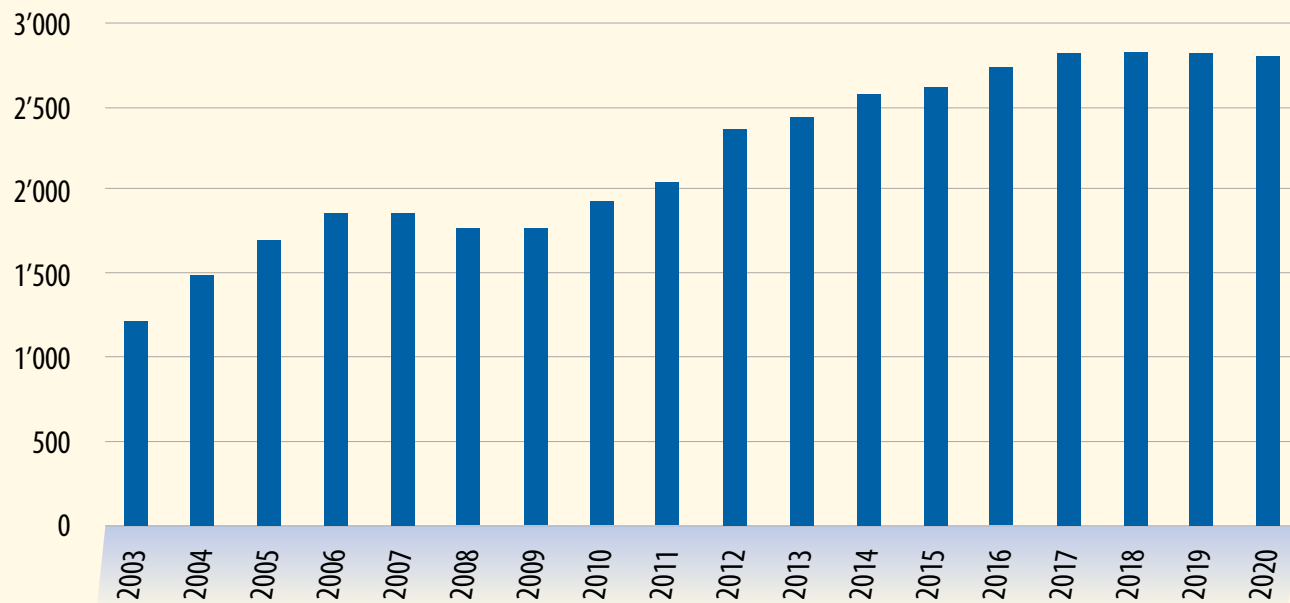
L'aide sociale ne doit pas servir d'oreiller de paresse

Nos œuvres sociales sont de plus en plus confuses. Les dépenses pour l'aide sociale s'élevaient à environ 2,8 milliards de francs en 2020, soit une augmentation de plus d'1 milliard de francs en une décennie seulement. Dans les cantons, les lois

sur l'aide sociale doivent être aménagées afin que l'aide sociale ne puisse plus être exploitée et abusée. Près de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale sont des étrangers. Le taux d'aide sociale était de 842,1 % en 2021 chez les migrants. Les coûts totaux (ce que nous coûte un demandeur d'asile, y compris l'ensemble du regroupement familial au sens large) continuent d'être passés sous silence. Ceux qui ne font pas d'efforts pour s'intégrer et travailler ne doivent pas non plus toucher cette aide ; c'est le travail doit être rémunéré. Les directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) calculent, pour des raisons idéologiques, des taux trop élevés ; elles ne sont toutefois que des aides d'orientation non contraignantes pour les organes d'exécution et doivent donc être mentionnées comme telles dans les lois et ordonnances cantonales sur l'aide sociale et l'assistance. Les prestations doivent être sensiblement réduites pour les personnes qui refusent un travail acceptable ou qui ne respectent pas les dispositions des autorités. Il faut vigoureusement s'opposer à une professionnalisation accrue dans le domaine de l'assistance et au contraire renforcer le principe de milice, l'autonomie communale et la proximité avec les citoyens. La famille, les associations locales, les églises et les entreprises doivent pouvoir apporter leur contribution et doivent être davantage impliquées.



Développement de l'aide sociale en millions de francs



Points de vue

L'UDC...

- s'engage pour des rentes AVS sûres ;
 - lutte pour la stabilisation financière des assurances sociales et s'oppose à l'extension de l'État social ;
 - se bat pour les jeunes, afin qu'ils ne fassent pas les frais d'une politique de l'échec au niveau de l'aide sociale ;
 - s'oppose à toute augmentation des impôts et des taxes pour assainir nos œuvres sociales ;
 - exige l'exonération des rentes AVS des impôts fédéraux et cantonaux ;
 - s'oppose à l'étatisation du 2^e pilier ;
 - lutte contre le subventionnement croisé des actifs vers les retraités dans la caisse de pension ;
 - s'engage pour la lutte permanente contre les abus dans les assurances sociales ;
 - exige une durée minimale de cotisation dans toutes les œuvres sociales afin d'empêcher l'érosion de l'État social par l'immigration de la pauvreté ;
 - exige que les communes aient leur mot à dire dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte et que les solutions familiales soient privilégiées par rapport aux solutions institutionnelles ;
 - exige le renforcement du principe de milice ainsi que de l'autonomie des communes dans le domaine de l'aide sociale au lieu d'une centralisation accrue et d'un développement supplémentaire de l'État ;
- soutient le renforcement des mesures d'insertion, l'aide sociale devant toujours être utilisée comme aide transitoire ;
 - exige la suppression du caractère obligatoire des normes CSIAS dans les lois cantonales sur l'aide sociale.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ moins de retenues sur mon salaire, davantage d'argent dans mon porte-monnaie ;
- ✓ en tant que retraité, des rentes sûres ;
- ✓ en tant que jeune actif, la perspective de disposer d'œuvres sociales pérennes sur le long terme ;
- ✓ en tant que personne dans le besoin, la certitude de ne pas me retrouver dans une situation pire à cause des abus d'autrui ;
- ✓ en tant que consommateur, pas d'augmentation des impôts et autres taxes pour les œuvres sociales ;
- ✓ en tant que politicien communal, la possibilité de pouvoir agir en fonction des besoins dans chaque situation.
- ✓ en tant que commerçant, pas de taxes et de charges supplémentaires.

Formation, recherche et innovation



Répartir clairement les tâches et renforcer la formation et l'innovation

Un système de formation, de recherche et d'innovation efficace est la base du développement économique et de la prospérité de la Suisse. L'UDC soutient une formation de haute qualité qui se concentre sur la réalité économique du monde professionnel. La recherche et l'innovation sont en premier lieu une tâche de l'économie privée pour laquelle l'Etat doit jouer un rôle subsidiaire et veiller à assurer de bonnes conditions-cadres.



Judith Ricklin
Enseignante Prima

“ L'enseignement intégratif et l'immigration pèsent sur le climat d'apprentissage dans les classes déjà très hétérogènes. Par conséquent, de plus en plus de pédagogues agissent au sein d'une classe, ce qui génère une agitation correspondante. Tout cela a un impact négatif sur le climat de classe et l'apprentissage. Il est grand temps de mettre fin à ces expériences. ”

Une formation orientée vers l'emploi

Le système éducatif doit s'adapter à la réalité du monde du travail. Si l'on a besoin de plus de médecins, d'informaticiens, d'ingénieurs et de techniciens, ceux-ci doivent être formés en Suisse. Face aux critiques des dirigeants économiques et des universités sur le manque de connaissances de base des élèves sortant de l'école obligatoire, les responsables de ce niveau scolaire doivent recentrer la formation sur la langue maternelle, les mathématiques et les sciences naturelles et renoncer à l'enseignement idéologique comme la politique de genre et l'éducation sexuelle, voire la protection des consommateurs et



de l'environnement, qui est hostile à l'économie. Les enfants présentant des troubles du comportement ou des difficultés d'apprentissage ne doivent pas automatiquement être intégrés dans les classes communes mais doivent à nouveau pouvoir être scolarisés dans des classes séparées.

On n'a rien sans rien

L'exigence doit être au cœur quotidien scolaire, car la réalité du monde du travail est la compétition et la recherche de bonnes performances. La souveraineté des cantons en matière scolaire (niveaux primaire et secondaire I) est l'un des piliers du système éducatif suisse. Les cantons et donc les citoyens doivent pouvoir choisir leur système scolaire selon les règles de la démocratie directe. Les programmes scolaires des cantons doivent fixer des objectifs clairs et contraignants. La performance et la qualité doivent être exigées et encouragées à tous les niveaux scolaires ; sans ordre, discipline et goût de l'effort, il n'y a pas de réussite scolaire. Les devoirs à domicile favorisent la prise de conscience des performances et constituent en même temps un pont essentiel entre l'école et les parents. Les performances des élèves doivent être évaluées par des notes et des évaluations écrites du comportement. Les carnets de notes doivent être simples, clairs et compréhensibles, pour les parents comme pour les entreprises formatrices.

Revaloriser l'apprentissage et les professions techniques

La promotion ciblée du système dual doit mettre plus en avant les avantages de l'apprentissage et de faire en sorte qu'à l'avenir,



plus de jeunes suivent à nouveau une formation professionnelle axée sur la pratique. Les taux élevés de maturité sont avant tout le résultat d'un nivellement par le bas et d'une uniformisation. Il est largement prouvé que la formation professionnelle est la meilleure garantie contre le chômage des jeunes et qu'elle constitue le lien le plus utile entre l'économie et l'enseignement public. L'UDC combat dès lors la tendance actuelle consistant à pousser les jeunes vers les universités. Elle s'engage également pour que l'on renonce par exemple à exiger une formation de Master des enseignants, des sage-femmes, des soignants ainsi que des enseignants des écoles maternelles et primaires. Les écoles spécialisées ne devraient plus non plus délivrer de doctorats.

Recherche et innovation : visons l'excellence !

L'innovation est le moteur du développement économique. La Suisse, avec ses structures de coûts élevées, son petit marché intérieur et son manque de matières premières, dépend impérativement de l'innovation et est considérée comme championne du monde en la matière. La place de la recherche et de l'innovation est tributaire de conditions-cadres favorables ; dans ce contexte, la place de l'État est avant tout subsidiaire. Cette méthode fonctionne : la Suisse occupe une place de choix, voire de leader, dans de nombreuses comparaisons internationales, tandis que les entreprises privées assument plus des deux tiers des dépenses de de recherche et de développement (R&D).

Universités : des connaissances de pointe pour les meilleurs étudiants

Les universités suisses et les écoles polytechniques fédérales doivent mettre l'accent sur la transmission de connaissances théoriques, sur le travail scientifique et sur la recherche de pointe. Les offres d'études doivent être davantage axées sur les besoins du marché du travail. Dans cette optique, un *numerus clausus* doit être introduit pour les sciences sociales et humaines. L'UDC ne veut pas d'universités de masse, mais exige des universités de pointe pour les meilleurs étudiants. Face aux menaces des groupes extrémistes, les universités doivent en outre garantir la liberté d'expression des étudiants, des professeurs et des intervenants. Il est inacceptable que des cours soient annulés à cause d'une minorité d'étudiants qui s'opposent à la diversité des opinions.

Pour une coopération internationale raisonnable

Il est inacceptable que les contribuables suisses financent la formation de milliers d'étudiants étrangers qui, une fois leur formation terminée, quittent le pays pour mettre leurs connaissances à profit dans d'autres économies. Il faut exiger des étudiants étrangers des taxes universitaires beaucoup plus élevées. La participation de la Suisse à des programmes européens de recherche et de formation déconnectés de l'économie et de la population doivent être perçus de manière critique et ne doivent pas être acceptés à tout prix. La diversification des partenaires scientifiques doit jouer un rôle primordial.



Points de vue

L'UDC...

- s'engage en faveur d'un système éducatif de qualité, efficace et axé sur la performance, qui place la transmission de la formation au centre de ses préoccupations ;
- exige l'abandon du système scolaire unilatéralement intégratif ;
- défend la souveraineté et l'autonomie des cantons en matière d'éducation, notamment pour l'école obligatoire ;
- exige un enseignement scolaire moderne, adapté à la numérisation, et veut revenir sur les expériences de formation qui ont échoué ces dernières années (p. ex. l'enseignement intégratif ou l'écriture à haute voix) ;
- lutte contre le privilège systématique accordé aux enfants étrangers et pour l'abandon du nivellement minimaliste vers le bas, uniquement au profit des plus faibles sur le plan scolaire ;
- lutte contre le diagnostic systématique et pathologique d'éventuels dysfonctionnements chez les enfants scolarisés, afin de les encourager par l'État. La part globale de l'enseignement de soutien doit être réduite ;
- exige des écoles sans violence et sans drogue. La prévention de la violence et de la toxicomanie à l'école doit se voir accorder l'importance nécessaire ;
- est favorable à un enseignement politiquement équilibré ainsi qu'à la transmission et au maintien des valeurs et des traditions culturelles suisses dans les écoles publiques ;
- exige que le taux de maturités ne soit pas artificiellement augmenté et que les examens d'entrée dans les écoles secondaires II soient maintenus ;
- s'engage pour le renforcement de la formation professionnelle duale axée sur la pratique ;
- exige un « numerus clausus » pour les sciences sociales et humaines pour un paysage universitaire mieux orienté vers l'économie et la création de valeur ;
- s'engage pour la liberté d'opinion à l'université et pour la diversité d'opinion chez les enseignants ;
- se félicite de la promotion de fonds privés auprès des chaires universitaires ;

- exige une augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers ;
- exige des révisions périodiques et les adaptations nécessaires du processus de Bologne concernant les diplômes, l'attractivité et l'employabilité ;
- exige des incitations pour les prêts d'études au lieu des bourses et que les bourses soient systématiquement récupérées en cas d'interruption des études ;
- veut éviter que les hautes écoles spécialisées ne deviennent des « universités cantonales » et empêcher ainsi les doublons (pas de masters, pas de thèses de doctorat dans les hautes écoles spécialisées) ;
- exige que tous les professeurs qui forment les futurs enseignants dans les hautes écoles pédagogiques aient eux-mêmes exercé au moins trois ans en tant qu'enseignants en classe ;
- exige que les organismes de formation privés, notamment dans le domaine de la formation continue, ne soient pas concurrencés par l'État.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'élève et étudiant, une formation proche de la pratique et de bonnes chances sur le marché du travail ;
- ✓ en tant que parents, la certitude que mes enfants seront préparés à l'école aux défis de la vie professionnelle ;
- ✓ en tant qu'enseignant, la possibilité de me concentrer sur la transmission du savoir plutôt que de m'épuiser à des tâches administratives dans le vide ;
- ✓ en tant qu'entreprise formatrice, des apprentis qui sortent de l'école obligatoire avec un solide bagage de formation ;
- ✓ en tant que chef de personnel, des professionnels bien formés en Suisse ;
- ✓ en tant que contribuable, que l'argent de mes impôts soit utilisé de manière ciblée.

Les gens, la famille, la société et la religion



Responsabilité individuelle et renforcement des valeurs

Les mouvements minoritaires imposent de plus en plus leur idéologie à notre société. L'UDC s'y oppose avec véhémence. Les piliers de notre société et de la cohabitation pacifique sont la famille et les valeurs chrétiennes occidentales. La volonté étatique d'uniformisation forcée met en danger la conscience de performance de chacun. La responsabilité individuelle est ici le mot clé ; il ne faut pas que l'État ou qu'une minorité idéologique décide de la réussite ou de l'échec de l'organisation de la vie privée.



Esther Monney

Cuisinière et accompagnatrice
socioprofessionnelle en formation

“ Des familles intactes sont le fondement d'une société forte. Pourtant, le centre-gauche tente depuis des années de détruire la famille traditionnelle et n'hésite pas à exercer une influence politique sur les enfants. Nous défendons nos valeurs ! ”

Non à l'étatisation de la famille

L'État intervient de plus en plus dans l'organisation de la famille en privilégiant certains modèles familiaux. Ainsi, les subventions publiques et les allègements fiscaux pour les crèches discriminent la famille traditionnelle. L'État intervient également là où la société fonctionne sans problème, en payant par exemple des crèches pour des parents qui n'en ont pas besoin financièrement. De plus en plus de formes de vie sont assimilées juridiquement au mariage. On peut soupçonner que ces mesures doivent contribuer à transformer radicalement la société. L'État s'immisce ainsi de plus en plus dans l'éducation des enfants au lieu de se limiter à sa mission d'instruction.

Les abus du système scolaire

En raison de prétendus dysfonctionnements, on fait volontiers appel à l'école pour résoudre les problèmes, que ce soit dans le domaine de l'éducation sexuelle, du rapport aux médias et à la consommation ou encore de « l'éducation politique ». Une conception libérale part toutefois du principe que les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants et que les enseignants peuvent eux-mêmes intégrer ces thèmes et domaines dans leurs cours, sous leur propre responsabilité. En principe, l'école doit préparer nos enfants à une vie responsable et leur donner les outils nécessaires pour réussir leur vie professionnelle. L'UDC veut des citoyens responsables et non pas des « enfants de l'État » soumis et uniformisés.

Tout mélanger, tout relativiser pour pouvoir tout justifier ? Non !

Les réformes prévues du droit du mariage et de la famille conduisent à l'arbitraire et au manque d'engagement. Le mariage entre un homme et une femme est constamment affaibli par l'assimilation de toutes les formes possibles de vie commune à cette union. L'assimilation de la polygamie, par exemple, est en cours de discussion. On veut en outre mettre en place des mécanismes selon lesquels la cohabitation d'adultes avec des enfants est automatiquement considérée comme une famille au bout d'un certain temps ; c'est la porte ouverte aux abus et à l'arbitraire. Des problèmes en matière de droit successoral, d'assurances sociales, de droit du divorce, de pension alimentaire ou de droit fiscal sont inévitables. De telles réformes ne mènent pas à une société libérale, mais à une étatisation de



la vie privée. Elles menacent des cellules sociales importantes comme la famille, les associations, les fondations, les églises, les voisinages ainsi que les communautés de village et de quartier qui existent indépendamment de l'Etat.

Renforcer les familles – pour un milieu serein

La famille et le mariage entre un homme et une femme constituent le fondement de notre société. Les parents et les enfants méritent une protection particulière de la part de l'État. Les couples de parents ou les familles monoparentales sont responsables de l'éducation et du développement de leurs enfants et leur apportent amour et sécurité. Ce faisant, l'enfant apprend l'aide et la considération ainsi que la capacité à gérer les conflits. La possibilité d'offrir à chaque famille de taille moyenne un environnement d'apprentissage et de développement dans son propre foyer améliore la situation de départ pour une éducation saine de l'enfant grâce à un espace de liberté suffisant et encourage ainsi les enfants.

Valoriser davantage le bénévolat

Un travail précieux est fourni non seulement sur le lieu de travail rémunéré, mais aussi jour après jour dans le cercle privé, que ce soit sous forme d'aide au voisinage, de soins aux proches ou de garde des enfants. Ce travail est de plus en plus dévalorisé et marginalisé sous le mot d'ordre de « professionnalisation ». Les institutions publiques telles que les crèches ou les cantines ne peuvent pas remplacer l'amour et les soins parentaux. L'éducation des enfants, de leur naissance à leur



majorité, relève de la responsabilité des parents et ne peut pas être déléguée à l'État. Il est important pour nos jeunes de disposer d'un environnement qui leur témoigne de l'estime et dans lequel ils peuvent développer leur personnalité et c'est pourquoi l'UDC soutient également les clubs et les associations de jeunesse, qui sont des vecteurs importants pour une organisation judicieuse de la vie et des loisirs.

Non à la lutte des genres

Les hommes et les femmes doivent se compléter. Ce n'est pas le genre, mais uniquement l'aptitude qui doit décider qui occupe quelle fonction ou quel poste. Pour l'UDC, l'égalité des droits et des salaires entre hommes et femmes pour un travail et des prestations de même valeur est une évidence. Ni les bureaux de l'égalité étatiques ni d'autres réglementations bureaucratiques telles que la police des salaires ou les quotas ne servent cet objectif. L'UDC s'oppose à l'égalitarisme et mise sur l'engagement

partenarial responsable de l'homme et de la femme dans la famille, la société, le travail et la politique.

Préserver nos racines

La séparation de l'Eglise et de l'Etat ne doit pas faire oublier l'importance de la conception chrétienne de la société et de l'Homme pour la culture et la politique suisses. La perte de ces racines et de ces valeurs serait désastreuse. La liberté individuelle est justement une conséquence de la conception



chrétienne de l'Homme. Le développement de la démocratie à partir de conceptions antiques ne peut se comprendre que par le passage à la responsabilité individuelle. De plus, l'éthique protestante du travail est la base d'une société entrepreneuriale et orientée vers la performance. C'est dans les fondements chrétiens occidentaux que nous puisons la pensée raisonnable, la créativité et l'innovation, car l'esprit d'entreprise et le progrès s'enracinent dans l'espoir actif d'un avenir prospère. L'idée catholique de subsidiarité et l'accent mis sur la valeur de l'individu au sein de la création ont également été et sont toujours déterminants pour la Suisse et le fédéralisme.

La tolérance et l'ouverture font également partie de l'héritage chrétien. Mais cela ne doit pas nous empêcher, par un politiquement correct mal compris, de porter un regard précis et critique sur l'islam politique. Environ 400'000 personnes de confession musulmane vivent en Suisse. Certes, seule une petite minorité sympathise avec les idées islamistes, mais les immigrants musulmans proviennent souvent de pays où ne règne pas un ordre juridique démocratique. Pour l'UDC, la reconnaissance officielle d'autres Eglises sur le plan légal n'est pas une voie praticable, car elle conduira inévitablement à des exigences étendues de la part de ces communautés.

La liberté de conscience et de croyance doit être préservée

Nos racines spirituelles, historiques et culturelles doivent être préservées et cultivées. La tâche des Eglises est d'offrir aux êtres humains un soutien et une véritable aide à la vie par la



prédication et la cure de l'âme. Les Eglises apportent ainsi une contribution essentielle à une Suisse solidaire. L'Eglise ne doit cependant pas s'exprimer politiquement. Ni un parti, ni l'État ne doivent obliger les gens à avoir des convictions religieuses ou leur imposer une foi particulière. Notre liberté de conscience et de croyance permet à tout un chacun de penser, d'écrire, de parler et de professer librement. Les églises et les communautés religieuses jouissent donc, dans le cadre de la Constitution, de la liberté de proclamation et de la liberté d'activité ecclésiastique. En revanche, les sociétés parallèles avec leur propre système juridique ne doivent pas être tolérées. Nos tribunaux ne doivent par exemple en aucun cas prendre en compte un arrière-plan culturel islamique pour atténuer une peine. La tolérance, voire la promotion de pratiques telles que le mariage forcé, les crimes d'honneur, la vendetta, l'excision, le mariage avec des mineurs ou la polygamie sont absolument inacceptables dans notre pays.



La liberté d'expression sans condition

Comme on le craignait, la norme pénale antiracisme, acceptée de justesse par le peuple en 1994, n'a pas fait ses preuves et doit être abolie. La pratique des tribunaux, qui ne cesse de s'étendre, montre l'absurdité de cette norme pénale. Le recours au droit pénal pour condamner des opinions ou intimider ceux qui les défendent est profondément antidémocratique. Une démocratie n'a jamais échoué par trop de liberté d'expression, mais par trop peu.

Tolérance zéro pour les sociétés parallèles

Le système juridique doit veiller, par des mesures appropriées, à ce que des problèmes comme l'islamisme, par exemple, ne s'aggravent pas. Il faut faire comprendre que nos règles s'appliquent à tous les membres des communautés religieuses et que tous ceux qui veulent vivre ici doivent s'adapter ; l'égalité devant la loi est toujours valable et c'est pourquoi les dispenses de cours de natation ou le renoncement à chanter des chants de Noël à l'école ne sont pas admissibles. Il faut également empêcher avec véhémence la propagation insidieuse des usages de la Charia islamique en parallèle de notre État de droit ; toute personne qui n'adhère pas sans réserve à nos droits fondamentaux libéraux et démocratiques ne doit pas être naturalisée. Quiconque s'oppose activement à notre système de valeurs et n'est pas citoyen suisse doit être expulsé.

Points de vue

L'UDC ...

- s'engage en faveur de la responsabilité et de l'autodétermination des familles et s'oppose à la poursuite de l'étatisation des familles et des enfants ;
- exige le renforcement de la liberté d'expression par l'abrogation de la norme pénale antiracisme ;
- exige que les familles soient libérées des désavantages financiers tels que la pénalisation du mariage et l'imposition des allocations familiales ;
- reconnaît la femme et l'homme comme des partenaires égaux dans la profession et la société et rejette toute réglementation étatique des quotas ;
- ne veut pas de polygamie ni d'adoption d'enfants par des familles dites monoparentales ;
- rejette fermement les mariages forcés et l'excision. Le Code pénal doit être appliqué de manière stricte en la matière ;
- s'oppose à l'extension du congé de paternité ou du congé parental imposé par l'État ;
- ne veut pas de structures de jour imposées de manière centralisée, mais des offres judicieuses sur le plan communal, là où il existe un besoin et où le financement est en premier lieu privé ;
- soutient la cohabitation au sein de la famille, des associations, du voisinage, des églises, des communautés de village et de quartier ;
- s'engage pour une vie autodéterminée et digne des personnes âgées ;
- s'engage contre la sexualisation précoce forcée par l'État ;
- soutient les fondements chrétiens et occidentaux de notre État, de notre ordre juridique et de notre culture ;
- exige que les croix, symboles de notre culture chrétienne occidentale et de notre religion, soient également respectées et tolérées dans l'espace public ;
- rejette les droits spéciaux motivés par la religion qui sont en contradiction avec notre ordre juridique ;
- exige l'application systématique de l'interdiction de se dissimuler le visage et l'interdiction de porter le voile islamique à l'école ;
- s'oppose à toute réglementation particulière des jours fériés pour les communautés religieuses non reconnues ;
- s'oppose au financement public des imams dans les centres d'asile, les prisons et l'armée ;
- demande l'interdiction systématique des groupes qui ne respectent pas la Constitution fédérale suisse ;
- s'oppose à la reconnaissance des communautés religieuses non occidentales en tant que collectivités de droit public et à la formation par l'État des membres du clergé de ces communautés religieuses.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant qu'individu, le plus de liberté possible et le moins de mise sous tutelle par l'État que possible ;
- ✓ en tant que famille, un espace de liberté pour un épanouissement responsable et une protection contre l'influence de l'État sur l'éducation ;
- ✓ en tant qu'enfant, l'amour et la sécurité au sein de la famille ;
- ✓ en tant que célibataire, ne pas devoir payer toujours plus pour les autres ;
- ✓ en tant qu'homme et que femme, l'égalité des droits dans nos relations.

Les diktats du genre et l'absurdité « Woke »



Pour une société ouverte, libre et contre l'exclusion

L'idéologie du politiquement correct est hors de contrôle : les diktats du genre, la folie « woke » et la « cancel culture » sont des excroissances d'une culture extrémiste de l'interdiction qui vise l'exclusion et la censure. Ces dangereuses tendances s'attaquent au cœur même de notre société. Il faut en finir avec les muselières, les interdictions de penser et les faux problèmes coûteux. Chacun doit avoir le droit de s'exprimer librement, sans répression.



Denise Neuweiler
Présidente de commune

“ L'exigence d'un langage extrêmement genré et « woke » a pour objectif de déstabiliser notre société libérale et démocratique. Les conséquences sont dévastatrices. Il faut que les personnes raisonnables prennent le contre-pied de cela avec vigueur. ”

« Est-ce que j'ai encore le droit de dire ça ? »

Les sociétés occidentales éclairées scient la branche sur laquelle elles sont assises : la liberté de penser, de s'exprimer et d'écrire est de plus en plus restreinte. Les juges autoproclamés du politiquement correct s'attaquent à tout ce qui ne correspond pas à leur propre idéologie. De nombreux citoyens n'osent plus dire ce qu'ils pensent, par peur des polémiques (« shitstorms »), de la pression sociale et des préjugés. Cette évolution est dangereuse, car elle s'attaque à la substance même de notre société ouverte et de notre État de droit libéral. La diversité des opinions et la confrontation démocratique des arguments ne doivent pas être entravées par des muselières et des interdictions de penser.

En finir avec les diktats du genre

L'égalité des droits entre les hommes et les femmes est une évidence et fait partie intégrante de notre ordre juridique. Aujourd'hui, toutes les possibilités sont ouvertes aux filles et aux femmes, les discriminations fondées sur le sexe ne sont plus à l'ordre du jour. Pourtant, les autorités font la promotion de « l'égalité » et du « gender mainstreaming ». Au niveau de la Confédération, des cantons, des villes et des universités, il existe d'innombrables bureaux de l'égalité, des délégués à l'égalité et des guides sur le genre qui veulent « placer » les femmes là où elles sont pourtant arrivées par elles-mêmes depuis longtemps (pour celles qui le souhaitent). Il ne s'agit pas seulement d'idéologie, mais d'intérêts concrets d'argent et de pouvoir. On le voit de manière explicite dans les universités : La tendance au genre y con-



trôle les flux financiers et oriente les carrières. Celui qui ne suit pas sagement le discours peut voir ses ambitions académiques enterrées ou être remis sur les rails par des moyens peu subtils. Ainsi, dans certains endroits, des règles strictes s'appliquent à l'écriture « conforme au genre » (inclusive). Celui qui ne suit pas est puni par des réductions de notes. Les policiers autoproclamés de la langue ne se soucient d'ailleurs guère de violer les règles de l'orthographe et d'abîmer notre langue.

Les dérives de la « culture trans »

Alors que l'idéologie classique du genre résumait tout à l'homme et à la femme, l'accent est également mis depuis longtemps sur l'infime minorité de personnes souffrant de transidentité. Derrière cela se cache l'affirmation selon laquelle le sexe n'est pas une condition biologique, mais une « construction sociale ». Dans la pratique, cela conduit à des mesures de plus en plus disproportionnées et coûteuses. Pour les « non-binaires », on construit des toilettes spéciales dans les écoles et les lieux publics. Les enfants sont exposés à cette folie idéologique contre la volonté de leurs

parents. Les écoles, les médias et d'autres institutions abusent des jeunes dans leur quête d'identité, déjà déstabilisante par ailleurs, pour les influencer idéologiquement.

En Suisse, depuis le 1er janvier 2022, il est possible de faire modifier le sexe et le prénom dans le registre d'état civil en quelques minutes. La majorité de centre-gauche du Parlement a même ouvert cette possibilité lourde de conséquences aux les jeunes de 16 ans. On ne peut pas prendre de leçons de conduite à cet âge, mais on peut changer de sexe. C'est un non-sens, et



pourtant il n'y a même pas l'obligation de « faire vérifier l'intime conviction des personnes concernées », comme le précise une directive de l'Office fédéral de la justice. Le coût du changement de sexe attesté officiellement n'est que de 75 francs. Cela ouvre également la porte aux abus : Si Monsieur Müller se fait enregistrer comme Madame Müller, il peut échapper aux obligations militaires ou obtenir d'autres avantages, aux frais de la collectivité.

La « cancel culture », ou l'épuration culturelle

Toutes ces évolutions néfastes culminent dans ce que l'on appelle la « cancel culture », c'est-à-dire la suppression, le blocage et le gommage des propos qui dérangent. Ce nouveau terme (équivalent allemand : « Deplatforming ») ne cache pas suffisamment ce dont il s'agit : l'exclusion sociale de celles et ceux qui ne pensent pas comme eux. Sur les médias sociaux, c'est le quotidien. Désormais, il fait même partie de la politique officielle. Des villes de gauche comme Zurich se lancent dans une iconoclastie, rasant des monuments et peignent des inscriptions qui contredisent les valeurs en vogue chez les bobos citadins. Les musiciens blancs sont chassés de la scène parce qu'ils portent des dreadlocks. Des livres comme « Winnetou » sont mis à l'index, la radio et la télévision suisses ne diffusent plus les films correspondants. L'accusation absurde « d'appropriation culturelle » est en réalité une dangereuse intolérance de gauche qui conduit à des purges impitoyables et à la destruction de la culture et de l'identité qui se sont développées ici.



Points de vue

L'UDC ...

- défend le droit à la liberté d'expression et lutte contre toute forme de mise sous tutelle et d'exclusion de ceux qui pensent autrement. L'État de droit définit les limites de ce qui peut être dit. A l'inverse, il doit pouvoir garantir à tout moment le droit à la liberté d'expression ;
- s'engage pour la diversité plutôt que pour l'uniformité ainsi que pour la confrontation démocratique des idées et des arguments ;
- exige la suppression des bureaux de l'égalité et des services similaires au sein de la Confédération, des cantons, des communes et des universités ;
- exige la suppression des financements par l'argent des contribuables des institutions financées par l'État dans les domaines de l'éducation, de la culture et du social qui soutiennent et diffusent ces idéologies ;
- lutte résolument contre le dénigrement de la langue par l'écriture « inclusive » et d'autres absurdités politiquement correctes. Les institutions publiques telles que les administrations et les écoles ne doivent pas édicter de règles en la matière et doivent s'en tenir à l'orthographe en vigueur ;
- s'engage pour la protection de nos enfants et de nos jeunes face aux Diktats du genre et aux tentatives d'influence de la communauté trans. Le devoir d'éducation et d'assistance des parents ne doit pas être bafoué ;
- lutte contre l'utilisation de l'argent durement gagné des contribuables au profit de toilettes genrées, du changement de nom des rues etc. en raison de cette idéologie extrême ;
- place les problèmes réels de la Suisse et de la population au centre de sa politique. Gérer de faux problèmes comme les « questions de genre » relève de l'absurde face aux nombreux défis actuels.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que citoyen, la liberté de penser et de dire ce que je veux ;
- ✓ pour tous, la protection contre l'exclusion et la discrimination ;
- ✓ en tant qu'amoureux des langues, le maintien d'un français intact et correct ;
- ✓ en tant que contribuable, moins de gaspillage de l'argent public par des programmes absurdes et inutiles sur le genre ;
- ✓ en tant que citoyen, la résolution des vrais problèmes qui me préoccupent (préserver la sécurité et la prospérité, renforcer le pouvoir d'achat, garantir la sécurité de l'approvisionnement, maintenir les œuvres sociales).

Sport et culture



Renforcer l'identité suisse – promouvoir les associations

Les associations culturelles et sportives sont une merveilleuse expression de la diversité de notre société. Elles contribuent à la formation de l'identité suisse et au développement sain et instruit de la jeunesse. Les conditions-cadres pour les clubs sportifs et culturels doivent être améliorées par des conditions non-bureaucratiques et favorables pour l'utilisation des infrastructures. Il faut avant tout mettre l'accent sur l'initiative personnelle.



Alois Lüönd
Retraité et musicien populaire

“ Grâce à nos ancêtres, la musique est profondément ancrée en nous et relie les gens entre eux. La vie associative suisse construit des ponts entre les cultures et est l'expression de notre liberté vécue. C'est pourquoi l'Etat ne doit pas s'immiscer dans les associations sportives et culturelles, car plus d'État signifie automatiquement moins de liberté et fausse la concurrence loyale entre les différents acteurs. ”

Des loisirs sains et sensés

En Suisse, les clubs sportifs sont le creuset du sport de loisirs. Des milliers de clubs et de fédérations comptant des millions de membres apportent une contribution remarquable au bien-être de la société. Ils sont indispensables à la transmission de valeurs telles que le désir d'atteindre ses objectifs dans le respect de ses adversaires. Alors que les politiciens de gauche et les travailleurs sociaux discutent d'intégration, de tolérance et de programmes d'emploi, des milliers d'entraîneurs sportifs et de membres de comités apportent une contribution concrète et le font bien souvent sur une base volontaire. Certains clubs gèrent leurs installations sans soutien de l'État, tandis que d'autres utilisent intelligemment les infrastructures existantes dans les écoles. L'UDC s'en félicite : Le sport fait tomber les barrières sociales, car le talent et l'effort sont des qualités universelles qui ne dépendent pas de l'origine.



Le sport comme branche scolaire

Dans les cours d'éducation physique dirigés par des enseignants dûment qualifiés, les enfants et les adolescents apprennent à prendre plaisir au mouvement et au jeu et à entraîner leur endurance. Le sport scolaire offre un changement par rapport à l'enseignement en salle de classe, où les élèves sont surtout assis et travaillent avec leur tête. Les sports grand-public et les sports de compétition offrent un précieux équilibre avec le quotidien professionnel. Mis à part le sport scolaire et la mise à disposition d'infrastructures, le sport n'est toutefois pas une tâche prioritaire de l'État.

Le sport de compétition motive les sports grand-public

Les performances des sportifs d'élite et de haut niveau motivent les jeunes et de larges couches de la population à pratiquer eux aussi une activité sportive. Les jeunes talents doivent être encouragés par une offre de formation qui associe la formation scolaire ou professionnelle à un entraînement sportif professionnel. L'UDC s'engage pour le fair-play et lutte résolument contre la manipulation des compétitions sportives, le dopage et la violence.

La culture favorise la cohésion de la société

Dans la culture, le goût de l'effort et le plaisir sont des éléments fédérateurs. C'est précisément ce dont notre société a besoin. Théâtres et orchestres amateurs, chorales, associations musicales, groupes de musique populaire, jusqu'aux formations de Guggenmusik et aux groupes de rock, tous ces cercles n'aspirent



pas en premier lieu aux louanges des critiques d'art. Ils recherchent ce qui constitue l'âme de la culture, à savoir le plaisir de créer quelque chose ensemble pour se faire plaisir et faire plaisir au public. Cette forme de culture n'a pas besoin de subventions ; elle a besoin de reconnaissance et de conditions équitables. Nous abordons ainsi le cœur de notre culture de milice. C'est à juste titre que les associations nombreuses et variées en Suisse (un phénomène presque unique au monde) sont considérées comme des écoles de démocratie, car les membres assument des responsabilités individuelles et collectives avec une participation démocratique. C'est ce que nous devons soutenir.

L'initiative forme une véritable culture

Pour l'UDC, la culture n'est en principe ni l'affaire de la Confédération, ni celle des cantons, ni celle des communes. La culture est l'affaire de la culture. Le rôle de l'État ne peut être que subsidiaire, complétant l'initiative individuelle et le soutien privé à la culture. Accorder un soutien étatique à un projet, c'est toujours en discriminer un autre, c'est pourquoi l'UDC lutte d'une part contre le gonflement de la bureaucratie culturelle et d'autre part contre les mesures d'encouragement unilatérales, motivées par l'idéologie, qui caractérisent la politique culturelle actuelle. Il en va de même pour les manifestations

disproportionnées qui ne répondent pas à une demande de la population.

Non à une culture imposée par l'État !

Plus la culture étatique s'étend, plus la culture populaire vécut disparaît. Le soutien public à la culture permet trop souvent aux décideurs politiques de soutenir la forme de culture qui correspond le mieux à leur politique ; cela comporte un risque considérable de favoritisme et de fraude. La politique culturelle fonctionne comme un arrosoir, en soutenant tout et n'importe quoi. De toute façon, la culture est avant tout une question de goût, ce qui implique que l'État n'a rien à y faire. Il ne doit pas proposer des messages culturels qui prévoient constamment des augmentations de dépenses pour arriver à des budgets irresponsables. Dans cette optique, les expositions en milieu rural doivent chercher des sources de financement privées qui correspondent à l'intérêt des citoyens pour le projet et qui retrouvent une taille raisonnable.

Encourager les initiatives privées

Le mécénat privé et le sponsoring se prêtent bien mieux à la promotion d'une culture diversifiée. La diversité, la concurrence, l'initiative personnelle et la passion sont les valeurs qui animent la culture. Cette dernière n'est pas étrangère à l'économie de marché, c'est-à-dire aux lois de l'offre et de la demande. La concurrence des idées doit également jouer un rôle dans la culture. Une production qui n'intéresse pas le public n'a guère d'utilité. Le succès commercial revient à la culture qui plaît au

public. L'encouragement public de la culture fausse cette concurrence et soutient des projets motivés par l'idéologie et la politique. La preuve en est que la culture populaire et l'entretien des coutumes ne profitent guère du soutien de l'État et vivent du bénévolat et des contributions de particuliers, d'associations ou de fondations.



Points de vue

L'UDC...

- accueille favorablement l'activité sportive pour encourager le plaisir, la performance et la forme physique ;
- reconnaît que le sport à l'école, obligatoire pour tous les enfants, constitue un équilibre physique important par rapport à une formation trop axée sur la tête et qu'il fait partie de la culture nationale commune suisse ;
- demande un soutien approprié pour les camps de sport et de classe ;
- soutient le sport de masse pour la prévention de la santé et l'intégration sociale ;
- s'engage pour le travail bénévole effectué dans les clubs et l'organisation de manifestations sportives ;
- demande des possibilités d'utilisation non-bureaucratiques et peu coûteuses des infrastructures publiques existantes (terrains de sport, salles, etc.) pour le travail important des clubs sportifs ;
- se prononce en faveur des sports de hauts niveaux et de leur rôle de modèle pour les jeunes et la population en général ;
- s'engage pour le fair-play et lutte contre le dopage, la fraude et la violence dans le monde du sport ;
- s'engage pour une culture populaire dans les associations et les structures privées qui ne dépendent pas de l'État, mais qui créent de leur propre initiative une culture locale et nationale par les citoyens et pour les citoyens ;
- demande que la préservation des coutumes soit privilégiée par rapport aux projets culturels de prestige internationaux et éloignés des citoyens ;
- lutte contre l'infiltration de la culture suisse par des tentatives de rééducation qui ont pour objectif la promotion, par la gauche rose-verte, de minorités hautes en couleur ; ces dernières se présentent comme des victimes de la société ;
- s'oppose à une nouvelle centralisation de la politique culturelle dans le cadre d'une politique culturelle nationale avec des messages culturels à coups de millions ;
- s'engage pour une réduction massive de l'encouragement de la culture au niveau fédéral, notamment l'encouragement du cinéma ;
- s'oppose au subventionnement forcé, à coups de millions, des institutions culturelles urbaines ;
- exige que les structures culturelles héritées du passé, comme les théâtres, soient adaptées aux besoins actuels et réduites ;
- exige que les fondations culturelles privées et les dons soient favorisés ou exonérés d'impôts et que la loi facilite la création de fondations ;
- exige que les institutions culturelles telles que les musées s'orientent vers le public et que les institutions gérées avec succès soient prioritaires en matière de soutien ;
- s'engage pour que les associations culturelles privées puissent utiliser les infrastructures publiques le plus simplement et le plus économiquement possible ;
- s'oppose au gaspillage d'argent public par la participation à des programmes culturels européens éloignés des citoyens et de l'économie ;
- exige que les expositions nationales soient financées par le secteur privé et redimensionnées.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que sportif amateur, la possibilité de pratiquer une activité sportive avec l'infrastructure nécessaire ;
- ✓ en tant que sportif d'élite et de compétition, une formation et un encouragement professionnels ;
- ✓ en tant que collaborateur d'un club ou d'une fédération, la possibilité de m'engager activement pour les intérêts du sport ;
- ✓ en tant que parent, la certitude que mes enfants sont encouragés à faire du sport à l'école ou dans des clubs et qu'ils ne traînent pas dans la rue ;
- ✓ en tant que personne intéressée par la culture, une offre diversifiée et attrayante plutôt que simpliste ;
- ✓ en tant qu'acteur culturel, plus de liberté et de protection contre l'influence et la monopolisation de l'État ;
- ✓ en tant que musicien populaire ou acteur amateur, d'avoir les mêmes chances dans la compétition culturelle.

Index des mots clés

Agriculteurs	75, 76, 85
Agriculture	26, 30, 44, 74, 75, 76, 77, 78, 85
Aide au développement	14, 15, 25, 29, 52
Aide sociale	17, 45, 47, 95, 96, 97, 98, 99
Aménagement du territoire	78, 79, 85
Armée	26, 27, 30, 61, 63, 65, 66, 67, 113
Asile	49, 51, 53
Associations	97, 109, 121, 122, 123
Auto-provisionnement	45
Automobiles et motos	31, 73
AVS	95, 99
Budget fédéral	26
Cancel Culture	115, 118
Citoyenneté	46, 47
Climat	33
CO ₂	18, 28, 72, 73, 82, 83, 85
Commerce	10, 22, 73
Concurrence	11, 20, 29, 43, 45, 87, 88, 89, 102, 121, 124
Coûts de la santé	87
Criminalité	49
Culture	4, 7, 30, 78, 110, 113, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125
Défense	65

Ecoles	6, 102, 105, 108 , 125
Electricité	3, 33, 34, 35, 37, 39 , 45
Energie	3, 19, 32, 33, 34, 35, 38, 39 , 45, 77, 85
Energie nucléaire	36
Environnement	30, 45, 80, 81, 82, 83, 84, 85
Etrangers	42, 43, 45, 46, 47 , 53, 55, 57, 58, 96, 97
Famille	6, 7, 45, 59, 67, 85, 97, 106, 107, 108, 109, 110, 113
Finances	25
Formation	28, 30, 47, 100, 103, 105 , 108, 121
Genre	56, 114, 115, 116, 117, 119
Identité	5, 7 , 53, 118, 121
Immigration	3, 4, 35, 41, 42, 43, 44, 45, 47 , 78, 81, 85, 101
Immigrés	49, 53
Impôts	4, 20, 24, 25, 28, 29, 31 , 38, 39, 45, 70, 73, 85, 91, 94, 99
Indépendance	2, 3, 6 , 12, 29, 31, 39, 61
Initiative personnelle	121, 123, 124, 125
Innovation	11, 29, 100, 101, 103 , 111
Intégration	46, 47, 97 , 122, 125
Justice	57 , 118
Liberté	2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 15, 16, 23 , 61, 79, 110, 111, 113, 116, 119, 121
Libre circulation des personnes	19, 43, 47
Neutralité	3, 6, 7, 9, 10, 15 , 63
Patrie	4, 5, 6, 7 , 18,
Place économique	16

Politique extérieure	8, 10, 15
Prestations sociales	45, 47, 94
Propriété	16, 17, 18
Prosperité	2, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 15, 17, 18, 26, 28, 34, 35, 41, 42, 45, 61, 84, 101, 119
Protection de l'environnement	78, 79, 82, 83, 84 , 102
Recherche	30, 37, 39, 81, 84, 100, 101, 103
Religion	106, 113
Santé	4, 30, 86, 87 , 89
Sécurité	2, 4, 9, 15, 28, 30, 43, 46, 47, 53, 54, 55, 59 , 61, 62, 67, 72, 73, 94, 99, 119
Sécurité de l'approvisionnement	3, 22, 35, 36, 38, 39 , 119
Société	4, 6, 7, 11, 18, 38, 57, 88, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113 , 115, 116, 121, 122, 125
Soft Law / droit souple	12, 13, 15
Sphère privée	20, 22
Sport	120, 121, 122, 125
Temps libre / vacances	30
Tissu social	92, 93, 94, 95, 96, 99 , 119
Tradition	7 , 50, 53
Trafic	3, 28, 34, 68, 70, 72, 73
UE	3, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 , 22, 43, 44, 47, 73, 76, 104, 125
Urgences des soins	91
Violence	55, 56, 59 , 105, 122, 125
Woke	4, 114, 115
Taxes	4, 18, 20, 22, 24, 25, 28, 29, 31, 38, 39, 70, 71, 72, 73, 85, 94, 99



Engagez-vous avec l'UDC pour la Suisse!

Soutenez l'UDC avec un don au
IBAN CH80 0900 0000 3000 8828 5
ou via www.udc.ch/dons



Un grand merci pour votre précieux soutien !